

# LE DOSSIER

## LE DOSSIER

Le socialisme à visage urbain

### Histoire

- 7** Christian Bougeard *Pourquoi une telle poussée de la gauche dans la France de l'Ouest ?*
- 12** François Prigent *La révolution des réseaux socialistes*
- 17** Cinq itinéraires d'élus
- 20** Yvon Tranvouez *La place des catholiques dans la conquête de Brest*
- 23** Yvon Tranvouez : *Les chrétiens de gauche ont disparu*
- 26** Edmond Hervé : « *Notre représentativité était indiscutable* »
- 33** Alain Chénard : « *Nous savions surtout ce qu'il ne fallait pas faire* »

### Débat

- 39** Jean-Louis Violeau *Une éclaircie urbaine à l'Ouest ?*
- 47** Dominique Sagot-Duvaurox *Culture : le clivage ne passe pas entre la droite et la gauche*
- 50** Goulven Boudic *Entre les socialistes et les Verts, l'union est un combat*
- 55** Rémi Lefebvre *De « changer la ville » aux villes « attractives »*
- 64** Frank Louvrier : « *La fin d'un cycle* »
- 67** *Que s'est-il passé depuis 1977 ? Sept élus témoignent*

LE  
SOCIALISME  
À VISAGE  
URBAIN



# LES HISTOIRES



Quelques-unes des principales villes de l'Ouest passées à gauche en 1977. N'y figurent pas des villes déjà de gauche comme Saint-Nazaire, Rezé, Lorient, Morlaix ou Saint-Brieuc, pas plus qu'un des exceptions de ce scrutin : Quimper, gagnée par la droite.

# Pourquoi une telle poussée de la gauche dans la France de l'Ouest?

**RÉSUMÉ** > Lors des élections municipales de 1977, de nombreuses villes du pays basculent à gauche. Cette poussée est particulièrement marquée en Bretagne et dans plusieurs villes de l'Ouest de la France. Peut-on alors parler d'un début de basculement à gauche de la région? Quelle est l'ampleur du mouvement et quels en sont les facteurs?



TEXTE > **CHRISTIAN BOUGEARD**

Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, les élections municipales des 6 et 13 mars 1977 sonnent comme un échec pour la majorité de droite, gaulliste puis libérale, au pouvoir depuis 1958. Souvent repliés sur leurs bastions locaux dans l'attente de jours meilleurs au cours des années 1960, les partis de gauche sont divisés: les socialistes ont éclaté en 1958-1960 entre une SFIO en déclin et un PSU qui ambitionne de moderniser le socialisme et est bien implanté en Bretagne<sup>1</sup>.

## 1974 : Giscard fait 57,9 % en Bretagne

Premier parti de gauche, le PCF s'efforce depuis le milieu des années 1960 de sortir de son isolement alors qu'avec la FGDS rassemblant la SFIO, la Convention des institutions républicaines et des radicaux, François Mitterrand, candidat unique de la gauche, ambitionne de capitaliser ses bons résultats des élections présidentielles de 1965 où il avait obtenu 45,5 % des voix contre le gé-

CHRISTIAN BOUGEARD est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bretagne Occidentale-Brest, Centre de recherche bretonne et celtique. Il est l'auteur notamment de *René Pleven. Un Français libre en politique* (PUF, 1995), Presses universitaires de Rennes, 2002), *La Bretagne pendant la seconde guerre mondiale et les identités régionales* (CRBC, 2002), *Gens de Bretagne (1880-1960)* (éditions du Chêne, 2009). Dernier ouvrage paru : *Les Forces politiques en Bretagne. Notables, élus et militants (1914-1946)* (Presses universitaires de Rennes, 2011).

1. *Le PSU vu d'en bas. Réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idées (années 1950-années 1980)*, s. d. de Tudi Kernallegenn, François Prigent, Gilles Richard, Jacqueline Sainclivier, Rennes, PUR, 2009.





néral de Gaulle au deuxième tour. La Bretagne, où de Gaulle a recueilli 62,5 % des voix, et l'Ouest de la France sont alors des points forts de la droite gaulliste (Finistère, Loire-Inférieure) et libérale et du centrisme démocrate-chrétien, issu du MRP transformé en Centre démocrate. Les cinq Conseils généraux de Bretagne où les élus de gauche sont peu nombreux sont dominés par des coalitions de droite et du centre. L'élection présidentielle de 1974, emportée de justesse par Valéry Giscard d'Estaing avec 50,8 % des voix contre François Mitterrand, à nouveau candidat unique de la gauche, montre que la Bretagne vote encore massivement à droite en donnant 57,9 % des suffrages à Giscard d'Estaing.

Pourtant, lors des élections municipales de 1977, de nombreuses villes du pays basculent à gauche alors que la crise économique fait sentir ses effets avec la montée du chômage. Cette poussée est particulièrement marquée en Bretagne et dans l'Ouest. Basculément à gauche de la région? Le mouvement mérite d'être examiné dans son ampleur et dans ses facteurs.

### La lente remontée de la gauche dans les années 1960

Aux élections législatives de mars 1967, grâce à des accords FGDS-PSU au premier tour et de désistement avec le PCF au second, la gauche avait regagné un peu de terrain en Bretagne en obtenant dans des duels très serrés cinq députés socialistes (3 SFIO-FGDS, 2 PSU) sur 33 sièges. Pourtant, au premier tour, la gauche n'avait rassemblé que 31,4 % des voix (15,8 % pour la gauche non communiste dont 4,1 % pour le PSU, 15,6 % pour le PCF). Elle n'avait plus aucun élu en 1958 et deux seulement en 1962, dont Tanguy-Prigent (PSU), réélu à Morlaix, et François Blancho, redevenu maire de Saint-Nazaire en 1947, réélu dans une triangulaire.

Les nouveaux députés de 1967 sont souvent des maires de villes de gauche comme Yves Allainmat (SFIO) à Lorient, Yves Le Foll (PSU) à Saint-Brieuc ou Georges Carpentier, adjoint au maire de Saint-Nazaire. À Lorient, l'affrontement a eu une portée nationale puisque le ministre des Armées Pierre Messmer (UNR) a été parachuté dans cette ville qu'Yves Allainmat avait reprise à la droite dès le premier tour en 1965 à la tête d'une liste d'union de la gauche (SFIO, PCF, PSU). Notons qu'en 1967, Jean Maurice, le candidat du PCF est arrivé en tête d'une

gauche minoritaire au premier tour mais il s'efface au profit d'Allainmat qui bénéficie du report d'une fraction de l'électorat centriste contre le ministre gaulliste. Des villes de tradition bleue (au début de la Troisième République) ou rouge (socialistes dans l'entre-deux-guerres) servent de base à l'ancrage électoral de la gauche dans les années 1960.

### Saint-Brieuc, laboratoire de l'union de la gauche, dès 1962

Ainsi, avant Lorient, Saint-Brieuc, a servi de laboratoire à « l'union de la gauche » élargie, en gestation dès 1962. L'ancien député Antoine Mazier, un des fondateurs du PSA puis du PSU, est devenu maire en 1962, lors d'une élection partielle, grâce à une alliance inédite au second tour avec le PCF et la SFIO mais aussi avec les catholiques de centre gauche de l'Action travailliste (des membres de la Jeune République venus du MRP mais n'ayant pas rejoint le PSU). Mazier a ouvert la voie à des accords municipaux qui vont fleurir dans le cadre du Programme commun de la gauche signé en 1972 entre le nouveau PS, le PCF et les radicaux de gauche (MRG).

Mais cet élan unitaire ébauché en 1965-1967 est brisé par les événements de Mai 1968 marqués par de fortes mobilisations dans la région. Lors des élections législatives de juin 1968, le Nazairien Georges Carpentier est le seul rescapé à l'Assemblée nationale dans toute la France de l'Ouest. La droite qui dépassait 66 % des voix en 1962 et 1967 en obtient plus de 68 %. Néanmoins, en 1971, la gauche en général unie conserve ses villes dont Lorient, Saint-Nazaire (PS), Saint-Brieuc (PSU), Lanester et Hennebont (PCF) et en ajoute quelques-unes dont Morlaix et Pontivy gagnées par les socialistes Jean-Jacques Cléac'h et Michel Masson. En 1964, le militant du PSU Roger Prat avait enlevé le canton de Morlaix puis avait succédé, de justesse, à Tanguy-Prigent comme député PSU, de 1967 à 1968. En Loire-Atlantique, le PC a ravi Trignac au PS, le PS gagné Rezé et le PSU François Autain, Bougue-nais au second tour.

### Une nouvelle génération socialiste

En mars 1973 la gauche socialiste récupère six sièges de députés : Georges Carpentier, Yves Allainmat, Christian Chauvel, membre de la municipalité Morice et député de Nantes 2 de 1967 à 1968, et Yves Le Foll, encore

Saint-Brieuc, puis Lorient servent de laboratoires municipaux à l'union de la gauche.

Mais cet élan unitaire sera brisé par Mai 68. Aux législatives de juin 68, le Nazairien Georges Carpentier est le seul député de gauche de tout l'Ouest.

au PSU, sont réélus. Mais la nouveauté réside dans l'élection de jeunes candidats qui incarnent le PS né à Épinay en 1971 : Louis Le Pensec à Quimperlé et, de manière plus surprenante, Charles Josselin (35 ans) à Dinan qui bat René Pleven, le ministre centriste (CDP) de la Justice de Georges Pompidou, député depuis 1945 et président du Conseil général des Côtes-du-Nord depuis 1949.

Plusieurs facteurs annonciateurs de la poussée municipale de 1977 se manifestent : l'usure de notables centristes ou de droite âgés qui n'ont pas préparé ou ont raté leur succession (Pleven) ; l'émergence d'une nouvelle génération socialiste non compromise dans les errements de la SFIO (guerres coloniales, alliances municipales de troisième force avec les centristes et la droite contre les gaullistes et les communistes comme dans la municipalité André Morice à Nantes de 1965 à 1977 ou celle de Charles Linement à Concarneau de 1948 à 1971) et en phase avec les mutations sociologiques et idéologiques à l'œuvre dans les années 1968 ; l'essor de conflits sociaux emblématiques comme celui du Joint Français à Saint-Brieuc ; enfin l'évolution d'une fraction de l'électorat catholique vers le vote de gauche rendu possible par l'engagement au PSU, puis au PS de militants chrétiens. À Brest, Francis Le Blé, ouvrier à l'arsenal, militant de la JOC et de la CFTC, puis secrétaire fédéral de l'Union départementale CFDT, incarne ce glissement vers le PS qu'il dirige à partir de 1969. C'est lui qui conduit la liste victorieuse dans la cité du ponant aux élections municipales de 1977.

### Les cantonales de 1976 : un coup de semonce

Les élections cantonales de mars 1976 ont déjà constitué « un coup de semonce » inattendu selon l'*Année politique* pour la majorité au pouvoir puisque les partis de gauche ont obtenu 51,5 % des voix en France, la majorité 43,6 %. Le PS a gagné 194 sièges et le PCF 75. Cas unique dans toute la France de l'Ouest, alors que René Pleven prend à 75 ans sa retraite politique, le Conseil général des Côtes-du-Nord passe à gauche, comme de 1945 à 1949, sous la présidence de Charles Josselin, député PS qui sera battu en 1978. La majorité perd une quinzaine de présidences, le rapport droite-gauche passant de 69-26 départements à 54-41. Mais la

politique d'union de la gauche s'avérant beaucoup plus favorable au PS qu'au PCF, cette inversion du rapport des forces à gauche conduira à la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977. Pourtant, la dynamique unitaire fonctionne encore à plein lors des élections municipales de mars 1977 et la politisation en cours des élections locales va bousculer les notables établis et leurs alliances.

### Mars 1977 : une poussée générale

Lors des élections municipales, la « bataille de Paris » entre Jacques Chirac (RPR), l'ancien Premier ministre qui a démissionné avec fracas le 26 août 1976, et Michel d'Ornano, le candidat de Valéry Giscard, tend à masquer les multiples enjeux locaux. Jacques Chirac s'impose mais pour la majorité de plus en plus divisée, c'est « une véritable déroute » selon Alain Chambraud dans *Le Point*. C'est en effet son revers le plus important depuis le début de la Cinquième République. Sur les 221 villes de plus de 30 000 habitants, la gauche qui en dirigeait 98 avant les élections devient majoritaire dans 155 municipalités soit un gain de 57 villes<sup>2</sup>. En Bretagne, elle en contrôle neuf sur onze. Commentateurs politiques et journalistes soulignent ce « raz-de-marée » qui submerge surtout la France de l'Ouest.

Le PCF gagne au total 22 villes dont Le Mans où l'ancien ouvrier du bâtiment Robert Jarry, premier secrétaire et permanent du parti, conseiller général (1967), l'emporte au second tour avec 54 % des suffrages exprimés<sup>3</sup>. Le nouveau maire laisse la présidence de la Communauté urbaine aux socialistes qui sont les grands vainqueurs de ces élections municipales au niveau national comme dans l'Ouest. Le mouvement touche aussi les petites cités et les villes moyennes : la gauche dirigeait 316 des 787 communes de plus de 9 000 habitants dans le pays, elle en détient désormais 479 dont 262 ont un maire socialiste ; le gain est de 140 dans les villes de 9 000 à 30 000 habitants. C'est bien le signe que la poussée est générale.

2. Jean-Jacques Becker, *Crises et alternances 1974-1995*, Paris, Seuil, 1998, p. 125-126.

3. Pour les biographies des élus de gauche, voir Le Maitron, *Dictionnaire Biographique Mouvement Ouvrier Mouvement social de 1940 à Mai 1968*, s. d. de Claude Penneret, Paris, Les éditions de l'Atelier, 7 volumes parus en 2011.

Des signes annonciateurs de la poussée municipale de 1977 : usure des notables de droite, émergence d'une nouvelle génération socialiste, conflits sociaux emblématiques, évolution vers la gauche d'une fraction de l'électorat catholique.

La gauche gagne 57 villes en 1977





Le seul échec notable pour la gauche est la perte de Quimper.

## Des listes d'union de la gauche

La dynamique d'Union de la gauche a permis la mise en place de listes élargies, souvent conduites par de jeunes militants socialistes, avec des communistes, des radicaux, des PSU qui n'ont pas rejoint le PS avec Michel Rocard lors des Assises du socialisme de 1974, et en Bretagne des militants de l'Union démocratique bretonne (UDB). Force d'appoint, l'UDB obtient 35 conseillers municipaux en 1977 dans sept des onze villes de plus de 30 000 habitants<sup>4</sup>. La situation briochine est spécifique puisque trois listes de gauche auparavant alliées s'affrontent: Édouard Quemper (PCF) qui revendique la mairie est devancé de 88 voix au premier tour par Yves Le Foll, désormais PS, maire depuis 1965, alors que le PSU obtient près de 5 % et la droite seulement 37,5 %. La liste homogène du PS l'emporte aisément au second tour (57,2 %).

La liste des succès du PS et de la gauche est longue dans l'Ouest: des grandes villes, Rennes et Brest en Bretagne; Nantes, Le Mans, Angers et Laval dans les Pays de la Loire; Cherbourg et Alençon en Basse-Normandie; des cités plus petites: Lannion, Guingamp (Côtes-du-Nord), Pontivy (Morbihan), Mayenne, Saint-Lô, Granville (Manche) et même La Roche-sur-Yon en Vendée enlevée par Jacques Auxiette (PS). Le seul échec notable est la perte de Quimper administrée depuis 1960 par des équipes municipales de centre gauche dont le maire radical sortant Goragner et des socialistes. L'union de la gauche avec le PCF n'est pas du goût d'un électorat modéré: venu du centrisme et du syndicalisme agricole, le député Marc Bécarn (RPR), ancien suppléant du ministre Edmond Michelet, enlève la mairie dès le premier tour (52,4 %).

## Chénard, de justesse à Nantes

La victoire à Nantes d'Alain Chénard (PS) contre le sénateur-maire radical André Morice, ancien ministre de la IV<sup>e</sup> République, n'est acquise que de justesse avec 50,2 % des suffrages. Elle résulte là aussi d'une usure du pouvoir – le maire sortant est âgé de 77 ans – et d'une politisation qui lamine les coalitions de type troisième force. Mais c'est d'abord le fruit d'une « révolution » interne au PS nantais à partir du 8 novembre 1974. En effet, les notables de l'ex-SFIO, contrôlée par André Routier-Preuvost puis par son fils, qui gouvernent la ville depuis 1965 avec Morice, contre le PCF et le PSU, sont de plus en

plus contestés par de nouveaux militants socialistes arrivés avec le congrès d'Epinay (1971), dont des catholiques de gauche et des responsables de la CFDT, puis des militants du PSU<sup>5</sup>.

Tous exigent la rupture de l'alliance municipale avec André Morice (fin 1974-début 1975). Seul l'adjoint Alain Chénard, élu depuis 1965, démissionne. Exclut du PS, les onze autres conseillers municipaux rejoignent le Parti social-démocrate hostile à l'Union de la gauche avec le PCF. Aux élections cantonales de 1976, trois candidats du PS partisans de cette union battent des notables sortants ex-SFIO: si Alain Chénard est réélu, Jean-Marc Ayrault, le plus jeune conseiller général de France à 26 ans, l'emporte à Saint-Herblain dont il devient maire en 1977 contre le député Christian Chauvel. En 1977, la liste Chénard bat la liste Morice qui va des ex-socialistes de Routier-Preuvost au RPR et aux Républicains indépendants car le sortant a été lâché par une fraction de son électorat de centre-gauche.

## Rennes: des signes avant-coureurs

À Rennes, le retrait du sénateur centriste Henri Fréville, âgé de 72 ans, maire depuis 1953, facilite la victoire de l'équipe dirigée par le jeune universitaire Edmond Hervé (35 ans), militant de la SFIO depuis 1966 puis du PS, élu conseiller général en 1973 à Rennes-Villejean, assisté du géographe Michel Phlipponneau, issu de la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand, qui devient son premier adjoint. Au sein du nouveau Parti socialiste d'Alain Savary (1969), Edmond Hervé est partisan de l'union de la gauche qui ne s'est pas réalisée à Rennes en 1971<sup>6</sup>. Signe annonciateur du basculement, en 1976, Henri Fréville, président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine, est battu dans son canton de Rennes Nord-Est par un jeune socialiste peu connu, Jean-Michel Boucheron, élu député en 1981. La liste Hervé (41,4 % au premier tour) l'emporte au second

Mais elle gagne Nantes, Rennes, Brest, Le Mans, Angers, La Roche-sur-Yon, Saint-Malo et conserve Laval, Lorient, Saint-Nazaire, Saint-Brieuc...

4. L'UDB a trois élus à Brest dont un adjoint, deux dont un adjoint à Lorient, un à Nantes, Saint-Nazaire, Saint-Herblain, Saint-Malo et Lanester.

5. Jean Guiffan, « De la SFIO au PS en Loire-Atlantique: la disparition de la « Vieille Maison » (1958-2004) », in *Un siècle de socialismes en Bretagne de la SFIO au PS (1905-2005)*, s. d. de Christian Bougeard, Rennes, PUR-CRBC, 2008, p. 221-236.

6. Edmond Hervé, « Découvertes, constructions et conquêtes (1966-1977) », *Un siècle de socialismes, op.cit.*, p. 301-303.

tour contre la liste RI-RPR de Jean-Pierre Chaudet avec 55 % des suffrages exprimés.

### Brest, Angers, une droite divisée

Plusieurs facteurs locaux expliquent les succès de la gauche, en particulier les divisions de la droite et du centre quand les notables établis s'affrontent sur des listes concurrentes. C'est le cas à Brest où l'ancien maire Georges Lombard, CDS allié aux gaullistes, combat le maire sortant Eugène Bérest, républicain indépendant allié à d'autres centristes. Avec sa liste Brest-Espoir (PS-PCF-PSU-UDB), Francis Le Blé l'emporte dès le premier tour à la surprise générale (50,04 %)<sup>7</sup>. C'est aussi le cas à Angers où Jean Monnier (PS), syndicaliste CFTC puis CFDT, gagne avec 52 % des voix. À Saint-Malo, la liste d'union de la gauche de Louis Chopier (PS) ne s'impose dans une triangulaire avec 40,1 % qu'à cause de la division de la droite, conséquence de la mise à l'écart de Marcel Planchet, maire de 1967 à 1976, qui a été démis d'office pour délit d'ingérence.

### Le PC à Guingamp, Concarneau, Carhaix

La poussée de la gauche touche d'autres petites villes de Bretagne comme Lannion, où Pierre Jagoret (PS) devient maire puis député en 1978, et Guingamp. À Guingamp, soldant des années d'affrontements serrés, le communiste François Leizour bat le député-maire centriste pléveniste (CDS) Édouard Ollivro devenant le seul député communiste de Bretagne en 1978. Dans le Finistère, le PCF conserve Douarnenez (Michel Mazéas) et Le Relecq-Kerhuon et gagne Concarneau (Robert Jan) et Carhaix (Jean-Pierre Jeudy) ; dans le Morbihan, il est solidement implanté dans ses fiefs de Lanester (Jean Maurice) et Hennebont (Jean Le Borgne). Le PS poursuit son enracinement urbain dans le Finistère, un département qui glisse « à gauche lentement mais sûrement » selon *Le Breton Socialiste* prenant notamment Quimperlé (Yves Guillou) à un maire sortant divers gauche.

### Un tournant politique breton

Du fait des victoires des listes d'union de la gauche, les élections municipales de 1977 constituent bien un tournant majeur dans l'évolution politique de la Bretagne et de l'Ouest. Elles préparent les succès à venir du PS, mal-

gré le coup d'arrêt des élections législatives de 1978 à cause de la rupture de l'union de la gauche, permettant à une génération de jeunes maires de faire ses preuves dans la gestion municipale avant d'accéder à la députation en 1978 et surtout en 1981 (de 7 à 19 députés PS en Bretagne), voire aux fonctions ministérielles après 1981 (Edmond Hervé, Louis Le Pensec et François Autain). Néanmoins le reflux est marqué en 1983 avec la perte de Nantes et de Brest dès le premier tour, de Lannion, de Saint-Malo, de Pontivy... mais ce recul sera suivi de nouveaux succès municipaux du PS en 1989.

À l'issue d'un lent cheminement qui reflète de profondes mutations sociologiques, politiques et religieuses, l'ancrage à gauche qui passe par un glissement du vote centriste d'origine démocrate-chrétienne vers le PS, notamment en Bretagne, s'appuie sur le pouvoir municipal et l'action de cette « génération 1977 » dont les figures les plus marquantes restent durablement en place dans les villes de l'Ouest.

Ces élections municipales marquent un tournant dans l'évolution politique de l'Ouest, même si 1983 marquera un reflux avec la perte de Nantes et de Brest, regagnées par la gauche en 1989.

L'Ouest s'ancre pour longtemps à gauche grâce à de profondes mutations sociologiques, politiques et religieuses.

7. Edmond Monange dans *Histoire de Brest*, s. d. de Marie-Thérèse Cloître, Brest, CRBC-UBO, 2000, p. 261-267.







# La révolution des réseaux socialistes

**RÉSUMÉ** > *Les élections municipales de mars 1977 correspondent à un temps fort dans la montée en puissance de la gauche non communiste, celle du nouveau socialisme version PS. Durant ce cycle d'Épinay (1973-1981), la bipolarisation du système partisan régional s'accélère. C'est aussi le point de départ de trajectoires d'élus de premier plan, mettant en lumière la mobilisation de réseaux militants pluriels.*



TEXTE > **FRANÇOIS PRIGENT**

FRANÇOIS PRIGENT, agrégé d'histoire, vient de soutenir sa thèse sur les réseaux socialistes en Bretagne des années 1930 aux années 1980.

La conquête de plusieurs grandes villes marque une rupture, qui renouvelle les filières et les figures du socialisme breton. En mars 1977, la stratégie d'union de la gauche, mise en œuvre au PS depuis 1971 avant d'être érigée en règle après la signature du Programme commun en 1972, assure le gain de l'essentiel des métropoles en Bretagne (Nantes, Brest, Rennes).

Le constat est valable pour le Grand Ouest. À Angers, Jean Monnier, un des leaders nationaux de la CFDT, devient maire et le reste jusqu'en 1998. Il s'éloigne du milieu socialiste en refusant en 1983 l'union avec le PCF, avant d'évoluer vers le centre-droit. Au Mans, le secrétaire fédéral du PCF depuis 1949, Robert Jarry (1924-2008) devient maire avant d'être relayé en 2001 par un ancien membre du cabinet ministériel de Louis Le Pen-sec, Jean-Claude Boulard (PS).

### « Changer la vie, changer la ville<sup>1</sup> »

À l'issue de ces élections, la progression de l'enracinement municipal du PS est saisissante. Après la poussée des législatives de mars 1973 et des cantonales d'octobre 1973 puis de mars 1976, la « métropolisation » du PS, porteur d'un socialisme à visage urbain, impulse de nouvelles pratiques du pouvoir municipal.

La réorientation des politiques de la ville reflète les priorités de la période. Durant l'entre-deux-guerres, les efforts des municipalités socialistes ouvrières portent sur les régies municipales, les écoles publiques et les équipements de loisirs, d'encadrement de la jeunesse à destination des classes populaires.

Les années 1950-1970 confrontent les élus aux questions urgentes du logement avec, comme réponse la construction de grands ensembles urbains. L'amorce de la crise économique place les édiles socialistes en position d'intermédiaire dans les conflits sociaux, les obligeant à pratiquer le réformisme tout en radicalisant leur discours politique. L'action socialiste depuis les années 1970 tend à requalifier les espaces centraux de la métropole, à accompagner le redéploiement socio-économique et à mettre l'accent sur les gestions locales.

### La diversité des ancrages locaux

La typologie des nouvelles mairies PS emportées entre 1971 et 1983, avec une surreprésentation des succès en 1977, dévoile une pluralité d'ancrages locaux : la prise spectaculaire des métropoles, l'impact du développement dans les communes périurbaines<sup>2</sup>, la peau neuve des anciennes municipalités rouges, l'onde de choc des transferts des filières chrétiennes, le reclassement des élus divers gauche qui ne se reconnaissaient pas dans la SFIO ni dans le PCF.

La stratégie de listes unitaires avec le PCF contraste avec l'hostilité de la FGDS au rapprochement opéré par le PSU ou la CIR avec les communistes en 1971 (Quimper, Nantes<sup>3</sup>).

### Une génération de laïques nés après-guerre

Le tournant de 1977 lance la carrière politique d'une nouvelle génération d'élus, qui impose une coupure avec le personnel des élus SFIO entraînant des déchirements dans le milieu socialiste. Les passages de relais tendus s'expriment dans les successions traînant jusqu'en 1981 à

Lorient avec Jean Lagarde ou 1983 avec Étienne Caux à Saint-Nazaire.

La génération 1977, expression plus conforme que celle de génération Mitterrand, fait apparaître un décalage avec la base des militants comme des parlementaires, imprégnés par les filières chrétiennes de gauche. À l'échelle municipale, on note la prépondérance de militants nés dans les années de la Libération et issus du moule laïque, lancés politiquement par l'union de la gauche avec le partenaire communiste.

Le parcours de Jean-Louis Tourenne, président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine depuis 2004, est représentatif. Point de départ d'une seconde phase du basculement vers la gauche, 1977 établit des municipalités à direction socialiste avec un vivier d'adjoints et de conseillers municipaux PCF, scellant l'équilibre des composantes de la gauche et l'orientation stratégique des années 1980-1990.

Les municipales de 1977, qui sanctionnent la montée en puissance d'un nouveau parti, à la fois au plan des idées, des hommes et des stratégies, traduisent donc la métropolisation du socialisme breton, avec les succès d'Edmond Hervé à Rennes<sup>5</sup>, Alain Chénard à Nantes, Francis Le Blé à Brest, Louis Chopier à Saint-Malo, Pierre Jagoret à Lannion<sup>6</sup>.

1. Michel Philipponneau, *Changer la vie, changer la ville : Rennes 1977*, La Baule, 1976, 375 p. Universitaire, Michel Philipponneau (1921-2008), responsable du CELIB entre 1952 et 1972, animateur régional de la CIR et du club Bretagne et Socialisme, dirigeant de la FGDS d'Ille-et-Vilaine candidat aux législatives (1967, 1968, 1973) est conseiller général (1973-1985), conseiller régional (1973-1986) et premier adjoint en 1977 à Rennes.

2. Annie Ménada, *La conquête par le PS de communes périurbaines de la ville de Rennes : analyse d'une implantation (1977-1989)*, thèse, Rennes I, 1991, 282 p.

3. En contrepoint de la régénération du PS par des listes d'union contre les anciens socialistes ancrés dans des stratégies d'alliances anticommunistes, des listes socialistes se font sans/contre les communistes dans les zones rouges des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan. Le durcissement des relations, avec un repli sur les aires partisans, induit souvent une « union à la calculatrice », imposant d'interminables négociations et dissensions durant la période 1976-1978.

4. Né en 1944, Jean-Louis Tourenne, instituteur, PEGC puis principal de collège, militant du SNI, tendance Unité et Action, est maire de La Mézière (1983-2008) et conseiller général de Hédé depuis 1973.

5. Edmond Hervé adhère dès 1966 à la SFIO en crise(s) et profite de cette ancienteté pour conduire la refondation socialiste rennaise des années 1970 à la tête de réseaux rajeunis hétérogènes (syndicalistes, étudiants, paysans). Assistant d'université issu d'une famille agricole conservatrice, son ascension linéaire lui permet d'occuper successivement les fonctions de conseiller général en 1973, secrétaire fédéral au moment clé après 1974, maire en 1977 et député en 1981. Ministre jusqu'en 1986, il incarne cette génération de socialistes bretons qui émerge au niveau national.

6. Cadre à la Sécurité sociale, Pierre Jagoret, né en 1928, conseiller général PSU de Lannion (1964-1970), incarne le renouveau du PS dans le Trégor : conseiller général (1976-1982)

Le tournant de 1977 lance la carrière politique d'une nouvelle génération d'élus en rupture avec l'ancienne SFIO.

Ces élections sanctionnent la montée en puissance du nouveau Parti socialiste qui va se « métropoliser ».





Depuis les grandes villes, le vote de gauche gagne rapidement la périphérie immédiate.

Ainsi, les trajectoires de ces maires emblématiques, rejoignant les socialistes déjà en place comme Michel Masson à Pontivy, Jean Lagarde à Lorient, reposent sur la mobilisation de filières plurielles, en fonction des singularités de leurs parcours militants.

Dans le même temps, les échecs socialistes ne manquent pas, à l'instar des listes d'union de la gauche, conduites par Bernard Poignant (Quimper) et Michel Ollivier (Vannes).

### Les villes donnent le ton

L'étalement du vote socialiste dans les espaces périurbains, en phase avec la nouvelle sociologie de ces territoires, caractéristique démontrée pour la région de Rennes, s'applique aux autres aires métropolitaines de la Bretagne. Les victoires éclatantes dans les grandes villes sont prolongées par une attraction simultanée des périphéries immédiates, selon un gradient d'une intensité décroissante du centre vers l'extérieur.

L'alignement des comportements politiques de la première couronne sur ceux de la ville-centre se ressent à l'échelle des bassins d'activité, les liens au travail étant le premier vecteur de socialisation politique plus que la localisation de la résidence. La « métropolisation » de l'espace breton, matérialisant les aires métropolitaines d'influence, est un modèle opérant pour saisir la diffusion, notamment le long des axes de communication, du vote PS : les évolutions électorales sont impulsées par le choix des villes.

En isolant le profil des nouveaux maires PS élus en 1977 dans le Finistère et les Côtes-du-Nord, il est encore possible d'affiner la catégorisation.

**Dans le Finistère**, les nouveaux maires sont élus dans les communes-dortoirs et les villes moyennes (Plouzané<sup>7</sup>, Rosporden), voire dans les communes autour de Morlaix, révélant un phénomène de succession politique des élus enracinés depuis les années 1930.

**Dans les Côtes-d'Armor**, les nouveaux maires s'implantent surtout dans des petites communes, notamment au Nord et à l'Est de la RN 12 et de Guingamp (Lanrodec, Plouagat, Le Merzer, Pléhédel, Plouisy, Pommerit-le-Vicomte, Saint-Clet, Landébaéron), révélant des espaces politiques déjà occupés par le PCF.

Un second foyer d'étalement de la représentation PS est repéré dans la région de Loudéac (La Chèze, La

Motte, Saint-Barnabé) et de façon moins nette dans les petites communes rurales de la périphérie de Dinan (Pleslin-Trigavou, Trévron...) dans le sillage de Charles Josselin<sup>8</sup> et René Régnauld.

Ces évolutions de la droite vers la gauche modérée, par la conversion d'anciens élus divers gauche, se confirment dans la couronne Est de Lamballe: Plénée-Jugon, Plestan, Hénon<sup>9</sup>, Pluduno<sup>10</sup>, Saint-Alban, Quintenic, Plédéliac.

Autour de Lannion<sup>11</sup> qui se choisit un maire socialiste, les processus en cours d'arrivée de nouvelles populations des lotissements périurbains des classes moyennes s'agrègent au terreau laïque rural pour faire basculer de petites communes en expansion démographique (Ploulec'h, Rospez, deux trajectoires similaires de professeurs PEGC), tandis que s'opèrent des transferts politiques à vitesse variée : par exemple du centre vers la gauche à Quemperven, ou bien du communisme vers la gauche socialiste à Vieux-Marché.

La typologie des espaces qui sous-tend cette démonstration peut être étendue à l'échelle de la Bretagne.

### L'émergence d'une nouvelle génération d'élus

**LOIRE-ATLANTIQUE** - Un vrai démarrage du socialisme local, par les mairies, est visible : 17 municipalités revendiquées en 1977, contre seulement une dizaine au terme des reclassements de 1971-1973. Dans le sillage du renversement de l'orientation du pouvoir local à Nantes par l'équipe d'Alain Chénard<sup>12</sup>, les conquêtes municipales se réalisent autour de l'aire urbaine. La continuité socialiste à Rezé et Bouguenais est confortée par

La Loire-Atlantique en offre l'exemple avec la conquête de Saint-Herblain ou d'Orvault.

7. Né en 1939, Joseph Méllenec, ouvrier à l'Arsenal, est formé dans les mouvances jocistes et ajistes. Responsable CFTC-CFDT, cet ancien militant PSU (1966-1975) est maire de Plouzané (1977-1989), maire (1977-1983), député (1978-1986).

8. Charles Josselin, élu député en 1973 face à René Pleven, devient président du Conseil général en 1976.

9. Conseillère d'orientation née en 1952, Georgette Bréard, militante SGEN-CFDT, est maire de Hénon depuis 1977. Suppléante de Didier Chouat dès 1997, elle est conseillère régionale depuis 2004.

10. Agriculteur-éleveur né en 1947, Jean Gaubert, maire de Pluduno (1977-1997), est conseiller régional (1986-1992), conseiller général de Plancoët (1988-2008), suppléant (1981-2002) et député de Dinan depuis 2002.

11. La fusion des communes du grand Lannion (Serval, Buhulien, Brélévenez, Loguivy) explique la complexité de la topographie politique du vote socialiste à l'échelle des « quartiers » : l'absorption des anciennes périphéries rurales accélère le basculement à gauche de la ville.

12. Jean Pétaux, *Le changement politique dans le pouvoir local. Le pouvoir municipal à Nantes*, Pedone, 1982.

les nouveaux maires élus à Saint-Herblain (Jean-Marc Ayrault<sup>13</sup>), Saint-Jean-de-Boiseau (Camille Durand), Couëron (Jean-René Morandeau), Indre (Maurice Loyer), La Montagne (René Guillard<sup>14</sup>), Le Pellerin et Orvault (Maurice Poujade). Les gains concernent aussi Paimbœuf (Jean Louison) et Brains (Joseph Albert). La plupart de ces maires ont des mandats courts, par opposition aux anciennes figures socialistes. Des tensions s'expriment avec le PCF à Saint-Joachim (rupture en 1980 de Julien Saulnier avec le PS) et Saint-Malo-de-Guersac (Leclerc), ou entre générations militantes à Saint-Nazaire. Les filières syndicales, enseignantes et agricoles, sont mises en avant comme à Séverac avec Maurice Pondaven et à Varades avec Alexandre Gautier.

**ILLE-ET-VILAINE** - Le doublement du nombre de maires PS entre 1971 (cinq) et 1977 (neuf) est un phénomène qui prend une tout autre ampleur dans l'imaginaire collectif, en raison du contrôle de deux des grandes villes du département (Rennes, Saint-Malo). La formation des réseaux municipaux procède de la montée en puissance d'un socialisme des classes moyennes autour de la couronne rennaise (Georges Cano, André Bonnin, Georges Martinais, Roger Beaulieu<sup>15</sup>) et de la conservation des espaces républicains du nord du département (Albert Dory, Antoine Launay, Joseph Leuret).

**MORBIHAN** - Les équilibres sont très peu modifiés en apparence (23 maires en 1977, comme en 1965 et 1971), mais l'émergence d'une nouvelle génération transforme durablement la physionomie des élites socialistes, à l'instar de l'irruption dans le champ politique de Jean Giovannelli à Inzinzac-Lochrist<sup>16</sup> ou de Jean-Yves Le Drian en cours de mandat à Lorient. Le vivier syndical est à la base des trajectoires de Louis Le Guern à Lanvénegen<sup>17</sup>, Pierre Le Droguen à Sulniac<sup>18</sup> et Joseph Rouxel à Rieux. La fréquence des successions en cours de mandats montre que cette séquence est plus qu'une transition entre les cycles socialistes SFIO et PS<sup>19</sup>. Le gain des communes de Lignol (Meven Penvern) et Séné (Daniel Mallet en 1980) contrebalance les défaites (Langonnet, Saint-Caradec-Trégomel) et les retraits d'élus encartés au profit de maires divers gauche qui gravitent autour du PS, comme à Saint-Aignan, à Brignac et Saint-Barthélemy. Le rapprochement avec ces élus est visible en 1981, avec une attraction partisane comme à Lanvaudan avec Jean-Pierre Cardiet. Au final, la stabilité prévaut seule-

ment dans neuf cas<sup>20</sup>. À une exception près, l'ensemble de ces figures disparaît des réseaux d'élus locaux en 1983 (défaites, retraits), signe de la fermeture de la période ouverte en 1945.

**FINISTÈRE** - Le PS dispose d'un réseau de 33 maires affichant une étiquette clairement socialiste en 1977. Dans ce groupe, cinq conseillers généraux détiennent des mandats politiques depuis la Libération à la SFIO ou/puis au PSU : Pierre Le Boédec, François Manac'h, Albert Larher, Armand Berthou, Louis Huitric. Dans le sillage de Louis Le Pensec à Mellac et de Jean-Jacques Cléach à Morlaix, seulement sept maires sont déjà élus en 1971. L'élection de 1977 marque un redémarrage de l'implantation municipale (20 nouveaux maires). Si la moitié n'est plus en fonction dès 1983 ou 1989, cette cohorte fournit une petite dizaine de conseillers généraux PS. En dehors de Brest et Quimperlé (Yves Guillou), les gains socialistes concernent exclusivement de petites villes, chefs-lieux de canton (Plouzané, Rosporden, Crozon, Daoulas, Pont-Croix) et des espaces ruraux pluriels : en Cornouaille (Baye, Tréméven), autour de Quimper (Ergué-Gabéric, Eliant), dans le Léon (Santec, Locquénolé) et le Trégor (Saint-Martin-des-Champs, Garlan, Guimaëc<sup>21</sup>, Saint-Jean-du-Doigt) les monts d'Arrée et le Poher (Plounévezel, Landeleau, Locmélard, Tréméven) voire sur les bordures maritimes (Plogoff, Plobannalec).

En Ille-et-Vilaine, le PS conquiert les deux plus grandes villes, Rennes et Saint-Malo et c'est un socialisme des classes moyennes qui grignote la périphérie rennaise.

Le Morbihan semble moins touché par la poussée de la gauche, mais de nouveaux leaders émergent comme Jean-Yves Le Drian, bientôt maire de Lorient.

Les socialistes finistériens gagnent vingt nouvelles maires.

13. Issu du MRJC, Jean-Marc Ayrault, conseiller général depuis 1976, est un symbole du renouvellement générationnel et géopolitique des maires élus en 1977.

14. Ajusteur à l'Arsenal, René Guillard, né en 1925, conseiller municipal MRP (1965-1968), est maire PS de La Montagne (1977-1994). Militant CIR, sa trajectoire repose sur des engagements dans les filières militantes chrétiennes et progressistes (JOC-ACO-CFTC).

15. Instituteur puis cadre détaché à l'Inspection académique, Roger Beaulieu (1924-1997), adhère au PS dès 1973, est maire de La Chapelle-Thourault (1971-1983) et conseiller général de Montfort-sur-Meu (1976-1988).

16. Syndicaliste et coopérateur, François Giovannelli (1907-1986) est maire d'Inzinzac-Lochrist (1945-1971), avant de passer le relais à son fils, député (1981-1993).

17. Maire de Lanvénegen (1977-2001), Louis Le Guern (1939-2005), responsable CDJA-FDSEA, affirme son appartenance à la gauche dès 1965. Suppléant en 1978 et 1981, il joue un rôle de conseiller actif sur la question des quotas laitiers, Henri Nallet présentant les accords de Bruxelles dans sa commune.

18. Syndicaliste paysan, Pierre Le Droguen, né en 1947, est maire de Sulniac depuis 1977 et conseiller général d'Elven (1988-1994).

19. Yves Guilloux à Ploërdut et Jean Fichet à Séglien (1979), Jean-Yves Laurent à Quéven et Yves Le Moal à Roudouallec (1980).

20. Camors, Cléguérec, Guémené-sur-Scorff, Inguiniel, Le Faouët, Locmiquélic, Pontivy, Silfiac, Théhillac.

21. Né en 1948, Bernard Cabon, enseignant issu du PSU, est maire de Guimaëc (1977-2008) après Yves Sillau, élu en 1959 (également très jeune, à 26 ans).



Le rattrapage de l'Ouest par rapport à la moyenne nationale va avoir un effet en retour sur la montée en puissance de la gauche en France.

**CÔTES-DU-NORD** - Les municipales<sup>24</sup> de 1977 sont marquées par le maintien d'une forte participation (87 % comme en 1971) et par une politisation nouvelle, avec un durcissement des clivages droite/gauche, socialisme/communisme<sup>22</sup>. La féminisation du personnel politique municipal est plus visible à l'échelle des conseillers municipaux (215 en 1971, 384 en 1977) qu'à celles des maires (neuf en 1971, onze en 1977). Le renouvellement général est un fait marquant pour tout l'éventail politique (121 nouveaux maires, soit 32,8 % des 369 maires). C'est encore plus net pour les maires socialistes (97 maires PS, chiffres un peu plus élevés que les estimations préfectorales, en raison des reclassements et adhésions des divers gauches notamment) : 41 sont des nouveaux maires, 24 ont un seul mandat d'expérience. Les élus antérieurs à 1965 apparaissent très éloignés du cycle socialiste radicalement nouveau qui s'opère : 11 en 1965, 9 en 1959, 3 en 1953, 9 avant 1947. La répartition par circonscription éclaire les équilibres territoriaux de l'enracinement socialiste : 7 à Saint-Brieuc, 20 à Dinan, 15 à Loudéac, 28 à Guingamp, 12 à Lannion.

CFDT qui assument des mandats politiques après le mouvement des Assises du socialisme (octobre 1974), notamment à Saint-Brieuc avec Michel Cadoret et Jean Le Faucheur<sup>23</sup>, ou à Nantes avec Gilbert Declercq et Maurice Milpied. Les nouveaux élus PS se positionnent sur l'ensemble de l'arc syndical, à l'instar de la configuration rennaise où sont élus à la fois Albert Renouf (CGT), Noël Eliot (FO), Martial Gabillard (FEP-CFDT).

### Un parti à géométrie variable

Le renforcement de l'enracinement socialiste en Bretagne, tangible à l'issue des municipales de 1977, se fonde sur un parti à géométrie variable, dont les centres de gravité militants subissent de profondes recompositions : renouvellement des matrices d'adhésion au PS ; intégration de nouvelles filières militantes au sein du milieu partisan durant la décennie 1967-1977.

Cette révolution socialiste s'est enclenchée dans les années 1970 mais le jeu des représentations a maintenu au plan national l'idée d'une région rétive au socialisme jusqu'en 2004. La refonte du milieu socialiste exprime la recomposition des bases socio-économiques marquées par le poids croissant des classes moyennes supérieures : politiquement, la Bretagne se déplace progressivement et durablement vers la gauche.

Le moment 1977 représente une percée électorale fondamentale dans l'histoire du PS, comparable aux scrutins décisifs de 1973, marquant une étape vers le basculement des exécutifs locaux à gauche en 2004. Un an après la grève mythique du Joint Français, le retentissement national de la victoire de Charles Josselin sur René Pleven en 1973, épisode fondateur, est démultiplié par la progression électorale globale, qui singularise le tournant du PS en Bretagne entre 1976 et 1979. La palette impressionnante de situations contrastées converge vers une nationalisation et une « moyennisation » du vote socialiste en Bretagne. Ce rattrapage de l'Ouest par rapport à la si-

#### Tendances politiques des maires dans les Côtes-du-Nord (1965-1977)

Étiquettes	1965	1971	1977
Communistes	18	31	48
PSU	56	62	2
Socialistes	35	35	82
Radicaux	8	4	3
Divers gauche	55	52	67
MRP/CDP/CGM	41	26	27
UNR/RPR	5	15	6
RI/REI	7	31	16
CNI/DMF/DVD	36	123	103
ALIM/CDS	113	1	16
Extrême droite	1	3	-
Total	383	384	369

### Les syndicalistes CFDT entrent en politique

Parmi les nouvelles filières militantes du PS ressourcées par le mouvement social, notamment parmi les enseignants et les paysans, l'exemple marquant du passage des syndicalistes en politique se vérifie pour les responsables

22. Le scrutin, plus serré, témoigne d'un durcissement des clivages politiques : en 1971, 4218 sur 5290 conseillers municipaux sont élus au 1er tour, contre 3751 sur 5163 en 1977.

23. Ajusteur chez Chaffoteaux, Michel Cadoret (1928-2009), responsable JOC et ACO, milite à la CGT avant de rejoindre la CFTC. Secrétaire de l'UD (1955-1971), militant PSU, il est élu à Saint-Brieuc entre 1977 et 1995. Ouvrier boulanger, Jean Le Faucheur (1929-2011), responsable JOC et ACO, milite au MLP, à l'UGS et au PSU. Responsable CFDT, adjoint à Saint-Brieuc (1977-1989), cette figure de la lutte emblématique du Joint Français symbolise le changement de paradigme militant, du champ syndical vers le terrain politique.

tuation nationale, en fournissant un réservoir de voix et d'élus modifie la dimension même des réseaux socialistes. Il surgit avec force lors des municipales de 1977. L'organisation du congrès national du PS à Nantes en juillet 1977 sanctionne aussi ce rééquilibrage du vote socialiste à l'Ouest, fait important quantitativement dans la montée en puissance de la gauche en France.

La séparation PS/PCF lors des législatives de mars 1978 se solde par une confirmation de l'évolution de la gauche au profit du PS, acteur central de la normalisation du système partisan breton. Le renouvellement du personnel dirigeant, incarné par Jean-Yves Le Drian, Marie Jacq<sup>24</sup>, Alain Chénard ou François Autain, s'apparente à un mouvement d'expansion du PS préfigurant la vague rose de 1981, apogée du socialisme breton, qui initie une seconde phase de consolidation électorale.

Long chemin parcouru en une dizaine d'années : en 1968, la gauche socialiste dispose en Bretagne d'un seul député, en 1981, elle a 19 parlementaires et trois ministres : Louis Le Pensec, Edmond Hervé, et François Autain.

## Cinq itinéraires d'élus

*À titre d'exemple, voici parmi cent autres, cinq trajectoires militantes d'élus socialistes de la « génération 77 ». Les notices biographiques s'inspirant du travail réalisé dans le cadre du dictionnaire Maitron<sup>1</sup>.*



### Francis Le Blé (1929-1989), de l'Arsenal à la mairie de Brest

Né dans une famille ouvrière de Locmiquélic (Morbihan), Francis Le Blé entre comme ajusteur à l'Arsenal de Brest à 19 ans. Militant de la JOC, il devient secrétaire de la puissante Union locale CFTC en 1959. Positionné sur le courant Reconstruction, il occupe, de 1964 à 1975, le poste de secrétaire de l'Union départementale CFDT.

24. Adhérente SFIO en 1945, passée par le PSU, l'ancienne secrétaire de Tanguy-Prigent, Marie Jacq, seule femme députée PS en Bretagne avant 1997, est l'unique élue du groupe parlementaire en 1978. Vice-présidente de l'Assemblée Nationale en 1981, elle est députée de Morlaix (1978-1993) et maire d'Henvic (1965-1989).





Louis Chopier, le seul maire de gauche de Saint-Malo.

Militant à la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand en 1967, il fait partie des fondateurs d'un club politique, le Groupe d'études et de recherches socialistes (GERS), puis abandonne ses responsabilités syndicales pour se consacrer à la politique. Candidat aux législatives en juin 1968, il est ainsi en 1969 le secrétaire fédéral du nouveau PS. Il incarne le renouveau électoral socialiste, en faisant partie des nouveaux conseillers généraux élus à Brest en octobre 1973. Devenu ingénieur, il mène la liste d'union de la gauche qui l'emporte en 1977. Président de la Communauté urbaine de Brest, il échoue à devenir député en 1978, avant d'être battu pour l'investiture interne en 1981. Un an après son décès brutal à l'été 1982, la mairie de Brest est temporairement reprise par la droite.

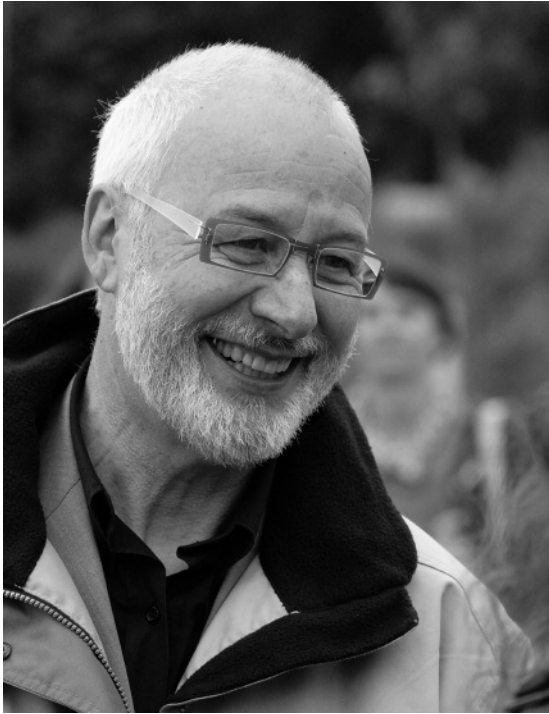


### Louis Chopier (1931-2000), du syndicalisme paysan au parlement européen

Né à Paramé, près de Saint-Malo, Louis Chopier appartient à une famille d'agriculteurs produisant des primeurs, sur la côte nord de l'Ille-et-Vilaine. Son père est conseiller municipal MRP et, à 14 ans, Louis commence à travailler dans la ferme de son oncle, lui-même MRP et syndicaliste. Louis Chopier est élu conseiller municipal MRP de Paramé en 1959. Appartenant à une génération de jeunes syndicalistes JAC et CDJA, à la pointe des révoltes sociales du monde agricole, le président départemental du CDJA dès 1960 devient en 1961 le président de la puissante FDSEA et en 1964 de la Chambre d'agriculture. Au PS dès 1972, il est élu maire de Saint-Malo en 1977 à la tête d'une liste d'union de la gauche (confirmé en 1978 après une annulation du scrutin, mais en écartant le PCF de la majorité). Secrétaire de la fédération PS (1977-1981), il est conseiller général (1982-1994). Mais aux municipales de 1983, sa liste est battue. Exclu du PS pour avoir monté une liste dissidente aux régionales en 1986, il devient député européen en 1989.

1. Claude Pannetier (dir.), *Le Maitron, Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier et du Mouvement Social (DBMOMS)*, Editions de l'Atelier, 12 volumes, 2005-2012.

Claudy Lebreton, aujourd'hui président du Conseil général des Côtes-d'Armor et de l'Assemblée des départements de France.



### **Claudy Lebreton, un élu au cœur des réseaux**

Né en 1948 à Conlie (Sarthe), d'un père commerçant, Claudy Lebreton fait ses études de kinésithérapie à Rennes, où il s'investit dans les réseaux associatifs étudiants. Compagnon de route du PSU en 1968, il adhère au PS en 1977 devenant alors maire de Plénée-Jugon (Côtes-du-Nord) où il exerce. Il préside bientôt l'Union départementale des élus socialistes et républicains (UDESER) et devient conseiller général en 1992. En juin 1997, il succède à Charles Josselin, qui fait le choix de rester ministre, à la présidence du Conseil général, poste qu'il détient toujours. En novembre 2003, est élu président de la FNESR, troisième socialiste breton après Bernard Poinant et Jean-Marc Ayrault à occuper ce poste-clé des réseaux socialistes, avant de céder la place l'an dernier à Marylise Lebranchu, député de Morlaix. Depuis mai 2004, il est le premier à diriger l'Assemblée des départements de France (ADF).

### **Joseph Rouxel (1924-2003), de la CFTC au PS**

Né dans une famille de petits agriculteurs conservateurs, Joseph Rouxel intègre les usines Garnier à Redon en 1945. Formé à la JAC, il rejoint d'abord la CGT comme beaucoup d'ouvriers catholiques puis lance dans les années 1950 un réseau CFTC. En mai 1968, on le retrouve leader CFDT à Redon. Conseiller municipal MRP de Rieux, dans le Morbihan, en 1959, il devient adjoint en 1965, évoluant vers la gauche au cours du mandat, au contact des réseaux CFDT, souvent investis au PSU. Lors des cantonales de 1976 à Allaire, l'élection de cet ouvrier symbolise le démarrage du PS dans l'est du département. Il devient maire de Rieux dans une triangulaire en 1977. Licencié, chômeur, il connaît la répression lors des manifestations pour la défense des usines Garnier. Battu en 1982, il se retire de la vie politique locale en 1989, laissant place aux divisions à gauche à l'échelle cantonale.

### **Camille Durand, un chrétien de gauche du PS**

Né en 1943 à Cholet dans une famille d'agriculteurs, Camille Durand intègre l'arsenal d'Indret à 14 ans comme apprenti. Grâce aux cours du soir, il est promu technicien supérieur. Engagé à la CFTC, il y suit la tendance Reconstruction. Responsable CFDT, il abandonne en 1977 ses mandats syndicaux quand il est élu maire de la commune de Saint-Jean-du-Boiseau dans la couronne nantaise (jusqu'à son retrait en 2008). Avec sa femme, responsable CFDT de l'enseignement privé, formée à la JOC, il milite à la Confédération syndicale des familles (CSF). Adhérent de la Convention des institutions républicaines en 1965, il en est l'un des animateurs à l'échelle départementale, avant de bifurquer en 1970 vers « Objectif 72 », le mouvement de l'ex-MRP lavallois Robert Buron. Il contribue à la fusion des différents milieux socialistes dans le nouveau PS lors du congrès d'Épinau. Proche de Jean-Marc Ayrault, dont il est longtemps le bras droit au District puis à la Communauté urbaine de Nantes, il est aussi conseiller régional entre 1986 et 1998.







# La place des catholiques dans la conquête de Brest

**RÉSUMÉ** > *Socialiste et catholique, Francis Le Blé emporte la mairie de Brest en 1977 au côté des communistes. Depuis les années 60, les militants catholiques (JOC, JEC, CFDT) avaient renouvelé le contenu de la gauche non communiste à Brest. Leur part dans la victoire de 1977 est indéniable même si elle reste difficile à apprécier.*



TEXTE > **YVON TRANVOUEZ**

YVON TRANVOUEZ est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bretagne Occidentale (Brest). Spécialiste du catholicisme, il est l'auteur notamment de *Catholiques d'abord : approches du mouvement catholique en France* (éditions de l'Atelier, 1988), *Un curé d'avant-hier. Le chanoine Chapalain à Lambézellec* (éditions de la Cité, 1989), *Catholiques et communistes : la crise du progressisme chrétien* (éditions du Cerf, 2000), *Catholiques en Bretagne au 20<sup>e</sup> siècle* (Presses universitaires de Rennes, 2006), *Catholicisme et société dans la France du XX<sup>e</sup> siècle. Apostolat, progressisme et tradition* (Éditions Karthala)

Obtenu par seulement 32 voix de majorité (pour plus de 66 000 votants), la victoire de la liste d'union de la gauche, conduite par le socialiste Francis Le Blé, au premier tour des élections municipales de Brest en mars 1977, a pu être interprétée sur le moment comme un accident, uniquement imputable à la division de la droite en deux listes rivales. On sait que Brest, ville ouvrière dominée par les socialistes au début du 20<sup>e</sup> siècle, était passée en 1929 aux mains des radicaux, à la faveur d'un appoint de voix catholiques résignées au moindre mal.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la reconfiguration du territoire communal, le vote des femmes et l'afflux d'une nouvelle population venue des campagnes environnantes avaient assuré à la droite un succès durable, conforté par une personnalité de premier plan, Georges Lombard, maire de 1959 à 1973. Brest la rouge était devenue Brest la blanche, et l'on n'imaginait pas qu'il pût en aller autrement : en 1974 encore, la ville avait voté à plus de 53 % pour Valéry Giscard d'Estaing. Mais il s'avère aujourd'hui, avec le recul, que le résultat inattendu de 1977 annonçait une inflexion significative puisque, après un bref retour de la droite aux affaires municipales entre 1983 et 1989, la gauche a régné sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui.

## Deux listes à droite

En ce mois de mars 1977, la droite brestoise, trop sûre d'elle-même, avait donc désappointé son électorat en présentant deux listes concurrentes, celle du maire sortant, Eugène Berest, d'orientation centriste, et celle de son prédécesseur, alors président de la Communauté urbaine, Georges Lombard, qui avait opéré pour l'occasion une réconciliation improbable avec les gaullistes. Les plus perplexes s'abstinrent pour ce qu'ils croyaient être le premier tour, avec la conséquence fatale que ce fut le dernier. En face, le Parti communiste, hégémonique mais impuissant à rassembler autour de lui une majorité électorale, avait eu la sagesse d'abandonner à un socialiste la tête d'une liste d'union, qui comprenait aussi des représentants de l'Union démocratique bretonne, sous une étiquette, « Brest-Espoir », qui avait la vertu de ne rien suggérer d'autre, au fond, que la lassitude créée par trente ans de gestion conservatrice.

Une droite usée par les années de pouvoir et affaiblie par ses querelles intestines, une gauche revigorée par la dynamique de l'union dans une ville où, habituellement, le report des voix entre socialistes et communistes se faisait mal : voilà, en somme, l'équation politique des municipales de 1977.

## Un contexte social favorable

Il est probable, aussi, que la situation économique et sociale a desservi la majorité sortante. À commencer par le problème de l'emploi, lié au fait que le ralentissement de l'activité de l'arsenal – seule grande entreprise de la ville – n'était guère compensé par une industrialisation vainement attendue. Georges Lombard avait imaginé faire de Brest un port pétrolier et une station de réparation navale : projet de grande envergure qui ne faisait pas l'unanimité dans son propre camp et que la crise de 1973 avait achevé de compromettre. Mais le souci de « réalisme » affiché en contrepoint par Eugène Berest, qui mettait son espoir dans l'implantation d'industries légères, ne pouvait guère convaincre après le scandale de l'usine « Transocéan », surtout réputée pour ses bas salaires et l'attitude musclée de son encadrement, qui avait définitivement fermé ses portes après avoir épuisé tous les subsides que la politique de décentralisation avait pu lui valoir.

Les notables locaux semblaient donc avoir échoué à at-

tirer sur la ville des emplois durables, et ce au moment où le déplacement, pour d'évidentes raisons géostratégiques, d'une partie significative de la flotte de guerre vers Toulon privait les commerçants brestois d'une clientèle avantagée.

## Deux réseaux de catholiques de gauche

Mais c'est surtout la dimension culturelle, et plus précisément religieuse, de l'événement qui a retenu l'attention. Parce que Francis Le Blé était un catholique notoire, on a dit et répété que les catholiques avaient fait le succès de la gauche. Il est certain que le renouvellement de la gauche non communiste à Brest, à partir de la fin des années soixante, a été l'œuvre de militants catholiques qui ont investi le PSU ou la Convention des institutions républicaines avant de prendre les rênes du nouveau Parti socialiste en marginalisant les anciens de la SFIO. Un examen attentif amène à distinguer deux réseaux.

Il y avait d'une part des militants ouvriers tels que Francis Le Blé, Gaby Le Bot ou Jean-Noël Kerdraon, formés par la JOC et membres de l'Action catholique ouvrière, qui animaient une CFDT tenue en lisière par la CGT à l'arsenal mais fortement implantée dans la nouvelle usine de la CSF, à la périphérie brestoise. Soutenus par leurs aumôniers, et notamment par l'abbé François-Mathurin Gourvès, futur évêque de Vannes, longtemps responsable de la Mission ouvrière dans la région brestoise, ils avaient contribué à diversifier avantageusement un mouvement ouvrier traditionnellement anticlérical.

Il y avait d'autre part des enseignants, souvent issus de la JEC et liés à la Paroisse universitaire, comme Marie-Jacqueline Desouches, Solange de Penanster ou Paul Arousseau, qui exerçaient dans l'enseignement public et remettaient en cause le principe même de l'école catholique. Ils avaient, eux aussi, le concours de prêtres d'avant-garde, notamment René Le Corre et le groupe des aumôniers logés dans un appartement HLM du 24 rue Marceau, devenu progressivement le haut lieu du gauchisme catholique brestois.

Entre ces deux réseaux, la liaison se faisait au sein du Groupe Témoignage chrétien, petite structure animée par Jacques Plougoum et François Pellennec, qui fonctionnait à la fois comme un laboratoire de la contestation ecclésiale et comme une plateforme de transit du zèle religieux à l'engagement politique.

Parce que Francis Le Blé était un catholique notoire on a dit et répété que les catholiques avaient fait le succès de la gauche.





Mais on peut aussi soutenir que le changement politique a été précipité par le détachement religieux d'une partie de la population brestoise.

## Militantisme réduit mais influent

Que le tournant de 1977 ait été favorisé par ce passage à gauche d'une fraction, numériquement réduite mais à l'influence non négligeable, du militantisme catholique, nul n'en disconvient. Mais on peut supposer également que le changement a été précipité par le détachement religieux d'une partie de la population urbaine. Lors de l'enquête de pratique religieuse de 1957, il était apparu que Brest était l'une des villes de France où l'assistance à la messe attirait encore une proportion notable des habitants : 26 % des adultes (vingt ans et plus). C'est qu'à cette date l'influence de la région environnante, le Léon, où l'on pratiquait fréquemment à plus de 80 %, se faisait encore sentir en ville : fidélité aux habitudes acquises au village, fréquentation de la parentèle campagnarde, présence d'un clergé encore nombreux, audience des patronages catholiques...

## Une Église en recul

Mais vingt ans plus tard, on n'en était plus là : les réformes induites par le concile Vatican II, perturbées par les contrecoups de Mai 68, avaient échoué à enrayer une évolution préoccupante, marquée notamment par la crise des vocations sacerdotales et l'affaiblissement consécutif du dispositif d'emprise de l'Église.

Le rôle de la variable catholique dans les résultats des municipales brestoises de 1977 est donc malaisé à apprécier. Il est difficile de discriminer ce qui tient au passage à gauche d'un certain nombre de militants catholiques et ce qui relève de la réduction tendancielle du périmètre ecclésial. Il n'en reste pas moins que les deux phénomènes jouaient dans le même sens, et que leur accentuation postérieure peut expliquer, pour une part, que la ville soit désormais, depuis plus de vingt ans, Brest la rose.

Le rôle de la variable catholique est donc malaisé à apprécier.

### POUR ALLER PLUS LOIN

Edmond Monange, « Brest de la Libération à nos jours », dans Marie-Thérèse Cloître (dir.), *Histoire de Brest*, Brest, CRBC, 2000, p. 239-288.

Pierre Le Goïc, « Catholiques de gauche et socialismes dans le Finistère : quelques itinéraires », dans Christian BOUGEARD (dir.), *Un siècle de socialismes en Bretagne, de la SFIO au PS (1905-2005)*, Rennes, PUR, 2008, p. 237-253.

Vincent Porhel, *Ouvriers bretons. Conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, PUR, 2008.

Christian Bougeard, Gilbert Gramoullé, Maurice Lucas, Jean-Jacques Urvoas, *Les socialistes dans le Finistère (1905-2005)*, Rennes, Apogée, 2005

# Yvon Tranvouez : « Les chrétiens de gauche ont disparu »

**RÉSUMÉ** > *Est-ce l'engagement à gauche de militants catholiques ou la perte d'influence de l'Église qui explique la mutation politique de l'Ouest ? Toujours est-il que les catholiques de gauche ont disparu en tant que force organisée parce que l'articulation entre foi et politique n'est plus un problème aujourd'hui.*



**PLACE PUBLIQUE** > Dans votre article sur Brest, vous montrez bien la combinaison de deux facteurs bien différents, mais qui jouent dans le même sens : l'engagement à gauche de militants catholiques et la perte des capacités d'encadrement de l'Église. La situation est-elle la même dans les autres villes de l'Ouest ?

**YVON TRANVOUEZ** > Oui, c'est la même problématique : on ne sait pas trop bien si la gauche gagne grâce à l'apport de militants catholiques ou à cause du détachement à l'égard de la religion d'une part croissante de l'électorat. Moi, j'ai tendance à croire que l'apport militant est moins décisif que la prise de distance vis-à-vis de l'Église, mais je suis incapable de le démontrer. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la présence de militants catholiques sur les listes de gauche va faciliter l'évolution de l'électorat chrétien, qui hésitera moins à voter pour un syndicaliste issu de la JOC que pour un militant anticlérical.

**PLACE PUBLIQUE** > La défense de l'école confessionnelle avait cessé d'être un point de blocage pour les électeurs catholiques ?





**YVON TRANVOUEZ** > Sur la longue durée, la défense de l'école libre a joué en effet un rôle déterminant dans le vote catholique. Mais justement, dans les années 1960-1970, les catholiques de gauche font bouger les lignes. À Nantes, par exemple, le Cercle Jean XXIII, animé par Guy Goureaux s'attaque au principe même de l'école catholique<sup>1</sup>. Même chose à Brest, où le groupe Témoignage chrétien milite contre l'ouverture d'une école privée dans la ZUP et le fait savoir dans une brochure intitulée *Réflexions de chrétiens sur l'école libre*. Évidemment de telles positions prenaient à contre-pied aussi bien les catholiques conservateurs que les laïques traditionnels...

**PLACE PUBLIQUE** > À quand faites-vous remonter l'histoire des chrétiens de gauche ?

**YVON TRANVOUEZ** > On pourrait remonter au Sillon de Marc Sangnier, au début du 20<sup>e</sup> siècle, qui a laissé un souvenir durable. Mais la question qui nous occupe apparaît vraiment à la Libération, avec la création du MRP<sup>2</sup>. Ce parti démocrate-chrétien est peuplé de militants formés par l'Action catholique, dont beaucoup se sont engagés dans la Résistance. Son programme est de gauche, mais il est prisonnier d'un électorat de droite, que l'épisode vichyste a privé de ses représentants naturels, et il se retrouve au centre et déçoit. D'autant plus qu'il y a les guerres coloniales ! Alors les chrétiens de gauche se retrouvent dans une impasse. Quelques-uns deviennent des compagnons de route du Parti communiste, mais cette option reste marginale d'autant qu'un décret du Saint-Office, en 1949, prohibe absolument un tel choix. La SFIO ? Elle n'a rien de bien attirant et elle est peuplée d'anticléricaux.

**PLACE PUBLIQUE** > Alors ?

**YVON TRANVOUEZ** > Eh bien, ces chrétiens vont créer une nouvelle gauche. On va les retrouver dans des petites organisations comme le MLP, le Mouvement de libération du peuple, ou l'UGS, l'Union de la gauche socialiste... Et puis la guerre d'Algérie va contribuer à grossir leurs rangs, autour de la protestation contre la torture.

**PLACE PUBLIQUE** > On les retrouve au PSU, créé en 1960.

**YVON TRANVOUEZ** > Oui, mais on aurait tort de croire que

tous les chrétiens de gauche ont rejoint le PSU. Certains ont choisi dans les années 1960 de faire de l'entrisme dans une SFIO moribonde, à partir des clubs ou par le biais de la Convention des institutions républicaines<sup>3</sup>. En rupture de MRP, interdits de PCF ou éloignés de lui après Budapest, les chrétiens de gauche ont fini par rénover la « vieille maison » socialiste. Ils ont joué un rôle majeur dans la formation du nouveau Parti socialiste.

**PLACE PUBLIQUE** > Comment expliquer le poids des chrétiens de gauche dans l'Ouest ?

**YVON TRANVOUEZ** > Tout simplement par le poids du christianisme. Avec le Nord, l'Alsace, la Savoie, le Pays basque, le sud-est du Massif central, l'Ouest est historiquement un bastion catholique. Ajoutez-y un minimum d'industrialisation permettant l'essor du mouvement ouvrier et vous obtenez des chrétiens de gauche.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous ne dites rien du Concile Vatican II...

**YVON TRANVOUEZ** > Son influence est indirecte. Le Concile a introduit dans l'Église un sentiment de liberté et d'ouverture au monde. La constitution pastorale *Gaudium et Spes* (Joie et Espérance) exprime bien cette nouvelle atmosphère qui invite à sortir du ghetto des institutions chrétiennes. Ce n'est pas un hasard si la CFTC choisit majoritairement de se déconfessionnaliser en 1964 pour donner naissance à la CFDT.

**PLACE PUBLIQUE** > Quelle typologie des chrétiens de gauche peut-on dresser ?

**YVON TRANVOUEZ** > Je distingue deux grandes catégories : ceux qui sont socialistes *et* chrétiens ; ceux qui sont socialistes *parce que* chrétiens. Les premiers ont une vision qu'on peut dire libérale de la politique ; ils séparent les plans. En 1972, l'épiscopat français reconnaît d'ailleurs que les catholiques peuvent légitimement opérer des choix politiques différents.

1. Voir Guy Goureaux, *Le Cercle Jean XXIII. Des catholiques en liberté, Nantes, 1963-1980*, Paris, Karthala, 2004.

2. Fondé en 1944 par Georges Bidault et dissous en 1967, le Mouvement républicain populaire a joué un rôle important sous la Quatrième République, notamment dans l'Ouest.

3. La Convention des institutions républicaines a été créée par François Mitterrand en 1964. Elle s'est dissoute en 1971 dans le Parti socialiste.

**PLACE PUBLIQUE >** Et les seconds, socialistes parce que chrétiens?

**YVON TRANVOUEZ >** Ils ont une vision intégraliste de la politique. Pour eux, l'engagement socialiste est en quelque sorte une conséquence logique de leur foi religieuse.

**PLACE PUBLIQUE >** Quel sera le destin des membres de ces deux familles de chrétiens de gauche?

**YVON TRANVOUEZ >** Eh bien, en gros, les premiers, pragmatiques et soucieux d'efficacité, se sont installés en politique et ont peuplé le Parti socialiste. Les seconds, plus tourmentés et plus portés à l'idéologie, ont souvent nourri le gauchisme, et notamment, dans l'après-Mai 68, le maoïsme, qu'ils ont investi d'un fort contenu religieux.

**PLACE PUBLIQUE >** Et aujourd'hui?

**YVON TRANVOUEZ >** C'est très simple: les chrétiens de gauche, en tant que catégorie du champ politique, ont disparu depuis 1981. Ou ils ne sont plus catholiques, ou leur catholicisme est devenu une affaire privée. Le catholique de gauche était obsédé par la question de l'articulation entre foi et politique. Elle est désormais résolue. Jean-Yves Le Drian, le président de la Région Bretagne, ancien maire de Lorient, en est un bon exemple. Voilà un responsable de la JEC et de la Mission étudiante qui publie, en 1969, dans *Études*, la grande revue jésuite, un texte passionnant sur la crise de conscience des jeunes chrétiens au lendemain de Mai 68. J'ignore quelles sont ses convictions religieuses aujourd'hui, mais je constate qu'en toute hypothèse, il n'en fait pas état.

**PLACE PUBLIQUE >** Les chrétiens de gauche ne se sont-ils pas « recyclés » dans certains secteurs de l'action politique?

**YVON TRANVOUEZ >** Oui, c'est vrai, ils sont nombreux, mais sans s'afficher comme tels, dans les organisations tiers-mondistes ou dans le mouvement altermondialiste. On les trouve aussi dans le combat écologique, du moins dans sa variante de gauche qui vise à maîtriser la croissance, parce que pour eux, qui ont souvent été enthousiasmés dans leur jeunesse par les livres de Teilhard de Chardin, l'évolution du monde est la création continuée sous la responsabilité de l'homme. En revanche, ce sont plutôt des chrétiens traditionnels qui rejoignent la *Deep Ecology*, l'écologie radicale, au nom du respect intransigeant de la nature créée par Dieu.

**PLACE PUBLIQUE >** Les chrétiens de gauche ont-ils gardé la foi ou bien leur engagement politique n'a-t-il pas été une étape dans un processus de sortie de la religion?

**YVON TRANVOUEZ >** Il me semble que nous avons trois cas de figure. D'abord, des catholiques qui se sont engagés politiquement et qui ont vu leur foi s'effiloche puis disparaître au contact des réalités nouvelles qu'ils découvraient. Ensuite, ceux dont la foi était déjà tombée sans qu'ils en soient toujours conscients et à qui la politique a servi, un temps, de croyance de substitution. Enfin, ceux qui sont toujours croyants, toujours de gauche, mais qui ne mélangent pas les plans. En tout état de cause, les organisations, les lieux de rassemblement, les revues catholiques de gauche ont disparu ou sont devenus confidentiels.

**PLACE PUBLIQUE >** Justement, ces chrétiens n'ont-ils pas déserté le combat à l'intérieur de l'Église?

**YVON TRANVOUEZ >** Cela n'a plus été une priorité pour eux et ils ont perdu beaucoup de leur visibilité dans l'Église. Toutefois, je suis frappé, depuis quelques années, de voir des militants, la retraite venue, s'investir à nouveau dans le fonctionnement ecclésial. Ils constituent même une force d'opposition aux évêques plus traditionnels nommés par Benoît XVI. On peut y voir une forme de réinvestissement de gauche dans le champ religieux. À moins qu'il ne s'agisse, plus banalement, de cet effet de l'âge que Mauriac exprimait cruellement lorsqu'il évoquait, à propos des retours à la pratique religieuse la soixantaine passée, « ceux qui apportent à Dieu des restes dont personne ne veut plus »...





Edmond Hervé. « Au lendemain de l'élection, je me suis dit : "tu ne vas pas y arriver". Mais nous étions préparés. »

# Edmond Hervé, « Notre représentativité était indiscutable »

**RÉSUMÉ** > *Élu maire de Rennes dans la vague de 1977, Edmond Hervé analyse les raisons de cette victoire : influence de Vatican II et de Mai 68, naissance d'un nouveau PS rassembleur, adéquation entre une équipe de militants et la nouvelle population rennaise, bienfaits de l'union de la gauche, jonction réussie entre chrétiens et laïques, approche pragmatique des dossiers locaux...*



PROPOS RECUEILLIS PAR > **GEORGES GUITTON**

**PLACE PUBLIQUE** > Quand à 34 ans, vous vous asseyez pour la première fois dans le fauteuil de maire de Rennes quel est votre sentiment ?

**EDMOND HERVÉ** > La première réflexion que je me fais, seul dans mon bureau, ce lundi matin du lendemain de l'élection, c'est : « Tu ne vas pas y arriver ». C'est l'angoisse.

**PLACE PUBLIQUE** > Votre élection est donc une surprise ?

**EDMOND HERVÉ** > Pas du tout. Nous étions au contraire préparés à cette victoire. Il y avait en effet une profonde correspondance entre notre équipe et la nouvelle population rennaise, entre le projet que nous portions et la société que nous soutenait. Sociologiquement notre représentativité était indiscutable. La possibilité d'une conquête municipale en 1977, je l'avais personnellement en tête depuis 1971 lorsque nous avons constitué pour les municipales une liste qui s'appelait Rennes Socialiste. À la lumière de cette expérience, je me suis dit que si notre capacité d'organisation de l'époque restait à la hauteur de la générosité de mouvement militant, autogestionnaire, associatif, nous devrions progresser.

EDMOND HERVÉ est sénateur d'Ille-et-Vilaine depuis 2008. Né en 1942 dans une famille d'agriculteurs de La Boullie (Côtes-d'Armor), il fait ses études de droit à Rennes et est en 1969, maître de conférences à la faculté de droit de Rennes. Conseiller général à partir de 1973, il devient maire de Rennes en 1977, jusqu'en 2008, à la tête d'une liste d'union la gauche. Député entre 1981 et 2002, il sera aussi plusieurs fois ministre ou secrétaire d'État (Énergie, Santé) entre 1981 et 1986.







**PLACE PUBLIQUE** > Qu'est-ce qui explique que c'est à ce moment-là, en 1977, que vous avez été élus ?

**EDMOND HERVÉ** > Il y a eu toute une conjonction d'événements favorables: d'abord la création du Parti socialiste en 1971. Puis, en toile de fond, la rencontre, fondamentale, entre les chrétiens et les laïques. Il faut aussi évoquer l'évolution née de Vatican II. S'y ajoute le militantisme syndical très développé au cours des années 60-70, aussi bien en milieu urbain que rural. Il existe alors une convergence entre des militants syndicaux et les militants politiques, entre les militants associatifs et les partis politiques. Toutes ces convergences très fortes se fondent au sein du Parti socialiste qui naît et se développe à ce moment-là. C'est un parti militant avec des gens venant socialement d'horizons très divers. Vous aviez l'ouvrier de Citroën, le monde syndical de la CGT, de FO, de la CFDT qui n'étaient pas des gens tout à fait identiques... Le PS a réussi à fédérer ces convergences. Nous avons une communauté de valeurs et un programme.

**PLACE PUBLIQUE** > Vous-même étiez engagé personnellement dans les luttes sociales ?

**EDMOND HERVÉ** > C'est vrai que nous étions et sommes restés, j'espère, des militants, c'est-à-dire que nous investissons la vie de tous les jours. Comme d'autres, je suis allé manifester à Fougères dans des entreprises de chaussures qui connaissaient des difficultés. Je pense aussi aux actions que nous avons menées contre Citroën. Notamment lors du licenciement, fin 1966, de Yannick Frémin, secrétaire du syndicat CGT de l'usine, lutte qui est pour moi un symbole. À l'époque, le cardinal, Mgr Gouyon, avait pris fait et cause pour Yannick Frémin. Un mouvement de solidarité s'était créé. Je crois que c'est le premier tract que j'ai distribué en tant que jeune socialiste, à la sortie du restaurant universitaire. J'ai constaté alors la pauvreté militante de la SFIO face à un Parti communiste beaucoup plus fort. Cette affaire m'a beaucoup marquée et j'ai eu la chance avant de partir de la mairie de donner le nom de Yannick Frémin à un square du quartier de Cleunay.

**PLACE PUBLIQUE** > Durant cette période d'avant la victoire, quels sont les thèmes qui animent vos discussions militantes ?

**EDMOND HERVÉ** > L'autogestion et l'union de la gauche sont les deux thématiques fortes. Vous ne pouvez pas vous imaginer, durant cette décennie 70, dans l'après 68, l'importance du thème de l'autogestion ! Elle s'applique aussi bien à l'organisation de l'État, à l'organisation des entreprises qu'à l'organisation des quartiers. C'est un thème fédérateur et historique. L'autre grand thème, c'est l'union de la gauche. Si l'on analyse, il y a un peu contradiction entre les deux thèmes. Ce sont deux logiques différentes, mais nous avons réussi à faire une synthèse. Moi, ma référence continue, et qui reste continue, c'est Jaurès. C'est le socialisme républicain.

**PLACE PUBLIQUE** > Comment vous prépariez-vous à prendre les rênes de la ville ?

**EDMOND HERVÉ** > Nous constituions des dossiers très concrets sur des sujets qui n'étaient pas typiquement « union de la gauche » ni typiquement autogestionnaires ou idéologiques. Cette activité au sein du PS est un élément important de notre engagement. En 1971-1972, nous, socialistes de Rennes, avons par exemple élaboré

Liesse lors de la victoire de mai 1981 à la mairie de Rennes, avec l'historien Michel Denis, président de l'université de Rennes 2 (à gauche), Edmond Hervé et Jean-Pierre Michel, premier secrétaire du PS départemental.



un dossier sur la télédistribution dont j'avais rédigé la partie juridique, notre référence très idéalisée étant la télévision communautaire au Québec. Autre dossier, qui montre l'activité pragmatique et anticipatrice qui était la nôtre, nous avons réalisé un document d'urbanisme et j'avais passé un dimanche à le ronéoter sur la ronéo de FO (qui était à l'époque aussi un lieu de convergence). Je me souviendrai toujours que, le dimanche soir, je suis allé le glisser dans la boîte à lettres de la mairie. Pour la petite histoire, notre proposition de Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) refusait la création de « villes nouvelles » sur le territoire rennais. Il préconisait

déjà le respect d'une ceinture verte et le développement multipolaire. Ce schéma, c'est celui que nous avons toujours conservé et qui reste valable aujourd'hui.

**PLACE PUBLIQUE >** Qui étaient les acteurs de ce travail collectif et prospectif?

**EDMOND HERVÉ >** Des personnes qui venaient, je l'ai dit, de différents horizons professionnels, de milieux populaires. On trouvait des enseignants de l'université qui ont beaucoup compté, comme Michel Denis, André Lespagnol, Jean-François Botrel. Je constate que des gens engagés de l'époque ont été des universitaires tout à fait





remarquables et aussi des recteurs d'académie, comme Henri Le Moal. Nous voyons bien que 1977 est le résultat d'un idéalisme très fort et d'un engagement concret. Le résultat de convergences produisant un programme qui s'est enrichi d'une manière considérable au fil des mois. Autre élément important de notre préparation, dès 1973, nous avons été quelques uns à être élus au Conseil général d'Ille-et-Vilaine. C'était une première, avec Michel Phlipponneau, et entre autres Jean-Louis Tourenne, actuel président du Conseil général. Le fait d'être élus en 1973, nous a permis d'avoir un rapport très direct, très concret avec l'administration, avec la gestion locale. Je me souviens du premier dossier que j'ai traité, c'était celui du transport scolaire.

**PLACE PUBLIQUE >** Au-delà du milieu rennais aviez-vous des repères intellectuels ?

**EDMOND HERVÉ >** Au niveau national, nous appartenions à la Fédération des élus socialistes et républicains, qui était très active et très intéressante. Elle était présidée à l'époque par un grand monsieur pour lequel j'ai beaucoup de sympathie et duquel je me sens aussi toujours proche et d'une certaine manière l'héritier : Hubert Dubedout, le maire de Grenoble, issu des Gam (Groupes d'action municipale), qui avait révolutionné la vie municipale. Nous rencontrons des gens comme Gaston Defferre, Pierre Mauroy, Roger Quilliot. Ces rencontres, ce travail convergent, sont des éléments-clé. J'ai d'ailleurs toujours considéré que le parti politique auquel j'appartenais devait être une école, un lieu de formation.

**PLACE PUBLIQUE >** Quels obstacles avez-vous rencontrés sur le chemin du pouvoir ?

**EDMOND HERVÉ >** Nous étions alors dans une société très crispée. C'est ainsi qu'avant mon arrivée à la mairie aucun patron n'avait voulu me rencontrer. On ne nous reconnaissait ni la compétence ni la légitimité pour nous exprimer dans le domaine économique. C'est pourquoi, très rapidement, nous nous sommes investis précisément dans ce domaine, au risque d'ailleurs de déplaire à certains des nôtres. Quand, en 1978, nous décidons d'inviter Jacques Delors à venir faire une conférence sur la création d'entreprises, nos alliés communistes y furent violemment hostiles. Les rapports entre le PS et le PC n'ont pas été faciles au début... Il y avait un autre thème

sensible et pour lequel certains ne nous reconnaissaient aucune légitimité, celui de la défense nationale. Heureusement, la présence dans notre équipe de Lucien Rose, grand résistant, nous apportait une crédibilité. Il était important pour nous que nous portions ces valeurs, que nous les affirmions, en tant qu'équipe ayant des capacités de gouvernement.

**PLACE PUBLIQUE >** C'est à cause de ce manque supposé de légitimité, qu'au lendemain de votre élection vous vous êtes demandé : est-ce que l'on va y arriver ?

**EDMOND HERVÉ >** Oui, car à l'époque, les lois Defferre de 1983 n'avaient pas été votées, ce qui veut dire, il faut s'en souvenir, qu'il n'y avait pas d'opposition dans les conseils municipaux. Nous n'avions pas d'expérience exécutive, sauf une très très courte expérience d'opposition au sein du Conseil général. Si bien que l'on ne reconnaissait pas notre capacité. Nous étions dans une situation très critique. La première réunion qu'il y a eu à la Chambre de commerce après notre élection fut très agressive à notre égard. Même si, par ailleurs, j'ai toujours eu de très bons rapports avec le président de l'époque, Georges Travers, qui était un parfait honnête homme. Lui qui avait dit à ses collègues en assemblée générale : « Si Hervé ne fait pas de bêtises, il est là pour vingt ans ! »

**PLACE PUBLIQUE >** L'administration municipale vous a-t-elle suivi ?

**EDMOND HERVÉ >** Personnellement, je suis totalement hostile au *spoils system* (NDLR : système des dépouilles qui veut que l'équipe vainqueur nomme des fidèles à la place du personnel existant). Lorsque j'ai été élu, j'ai réuni mon équipe et les responsables de l'administration municipale. J'ai conservé la totalité de ces personnes qui ont été d'une compétence et d'une loyauté incontestable.

**PLACE PUBLIQUE >** Au fond, il n'y avait pas de rupture radicale entre vous et la municipalité Fréville qui vous précédait ?

**EDMOND HERVÉ >** Il y avait un existant. Rennes était une ville régulièrement citée au niveau national et d'une manière très positive. Simplement, nous n'avions pas le même rapport à l'État et nous ne faisons pas les mêmes choix. Ne le nions pas, ce qui a été déterminant dans cette « révolution » de 1977, c'est aussi le fait que le suc-

cesseur que Monsieur Fréville avait choisi, Jean-Pierre Chaudet n'était pas dans la ligne de la démocratie chrétienne qui était la sienne.

**PLACE PUBLIQUE >** Si bien que c'est vous, le laïque, qui incarniez la ligne démocrate-chrétienne ?

**EDMOND HERVÉ >** Oui, je le pense... Toute une partie de la société, cette démocratie-chrétienne traditionnelle, qui ne se reconnaissait pas dans le candidat Chaudet, s'est retrouvée dans notre électorat. Mais sur le moment, je ne le savais pas. Si des démocrates-chrétiens ont voté pour nous, c'est que précisément notre équipe réalisait et exprimait la jonction entre les laïques et les chrétiens. Dans notre équipe, nous n'avons jamais eu de débats philosophiques sur la transcendance, par exemple. Il n'y a jamais eu de divergences entre nous sur l'école privée catholique. Je me rappelle l'une des premières réunions après l'élection que nous avons faite à La Roche-sur-Yon avec Jacques Auxiette. Nous avons échangé sur notre attitude à l'égard des écoles privées catholiques. À la sortie, notre manifeste disait nettement que nous continuerions les relations contractuelles avec cette école. Alors même que ce sujet avait été utilisé par la droite qui avait dit : « Si Hervé et ses amis arrivent à la mairie, cela va être la rupture. »

**PLACE PUBLIQUE >** Mais alors, quel est le thème qui vous différencie le plus fortement de la municipalité antérieure ?

**EDMOND HERVÉ >** Le rapport à la population. C'est tout le thème de la démocratie participative, de l'information, de la proximité, des quartiers....

**PLACE PUBLIQUE >** On ne disait pas « démocratie participative », que disait-on ?

**EDMOND HERVÉ >** On disait « la démocratie », « être à l'écoute des habitants ». Dans les propositions que nous avons mis en place, il y avait les « commissions extramunicipales ». Il s'agit là d'un des thèmes extrêmement importants. Nous savions aussi qu'il ne suffisait pas de plaider la cause de la démocratie, de la participation, il fallait parallèlement avoir une conception du développement, de l'organisation, du concret. Notre volonté d'associer la population à des grands projets était très présente, par exemple, quand nous avons voulu dé-densifier le quartier du Colombier, qui était un trou. Grand sujet polémique à l'époque.

**PLACE PUBLIQUE >** Y a-t'il d'autres thèmes de différenciation ?

**EDMOND HERVÉ >** Il y a des thèmes locaux comme la construction du Grand Rennes avec un schéma multipolaire. Là aussi, nous retrouvons la démarche participative, car il faut que l'on négocie, il faut que l'on respecte l'identité de chaque commune et en même temps que nous créons des solidarités. Il y a aussi des thèmes nationaux. Ceux de la fiscalité locale, de la décentralisation, du développement local solidaire étaient très présents et nous différenciaient.

**PLACE PUBLIQUE >** Quelles sont les caractéristiques des hommes et des femmes qui vous entourent lors de ce premier mandat ?

**EDMOND HERVÉ >** Je l'ai dit, des militants de toutes catégories. Des enseignants, dont le symbole est Henri Le Moal, recteur de l'académie de 1960 à 1970. Très attaché à l'université, il est à la fois un notable et un Breton bretonnant. Il y a Lucien Rose, le résistant, avec qui de nombreux ponts se font. Je pense à Jean Normand, ancien élève de Raymond Barre, expert en économie. Je pense à un ami, Jules Rubion, qui était à la JOC. Je pense à Martial Gabillard qui était responsable CFDT de l'enseignement catholique, enseignant à Saint-Martin. Quelqu'un comme Jean-Michel Boucheron qui était assistant de science économique à la faculté à Angers, Marcel Rougemont, un des plus jeunes, qui allait devenir député et qui travaillait à l'OSCR (office social et culturel de Rennes). Vous aviez Jo Cussonneau, mort il y a deux ans, ouvrier chez Citroën, militant CGT. Vous aviez Christian Benoît, un communiste, ouvrier du bâtiment, responsable CGT du bâtiment...

**PLACE PUBLIQUE >** Qu'est-ce qui réunissait toutes ces personnes ?

**EDMOND HERVÉ >** Incontestablement, un idéal. D'autre part, tout le monde se retrouvait à égalité dans les différentes instances municipales, lors des réunions de conseil ou de commissions. Je cite toujours l'exemple de Christian Benoît, car voilà quelqu'un qui a un niveau d'études tout à fait modeste et qui par son engagement syndical, son investissement politique est devenu un technicien du transport, sans complexe par rapport à un polytechnicien. Cela fait partie de la richesse militante.





**PLACE PUBLIQUE >** Comment expliquez-vous que cette équipe dure pendant plusieurs mandats et décennies ?

**EDMOND HERVÉ >** Je pense que cela tient à notre relation à la population : les réunions de quartier, l'information que l'on distribue, la capacité d'écoute qui est la nôtre. Autre atout, notre démarche pour que la population s'approprie la mairie, soit invitée aux manifestations... Et puis la présence des élus ou des fonctionnaires sur le terrain. Moi, tous les samedis, par exemple, je passais mon temps en rendez-vous particuliers. Cette présence est fondamentale, elle permet d'être à l'écoute, d'évaluer de manière sensible ce qui se passe, ce qu'attendent les gens. Au fur et à mesure que le temps s'écoule, vous finissez par élaborer un tissu extrêmement fort. J'ajouterai le fait que nous avons cultivé l'intérêt général de la ville, sans jamais aucun sectarisme. Un exemple : l'application de la loi de 1905 : au nom de cette loi et du principe de laïcité, nous avons construit les centres culturels islamiques, et les différents centres culturels religieux, au nom de l'égalité et au nom de la laïcité. Je crois que cette dimension d'ouverture et de fidélité à nos valeurs, est importante.

**PLACE PUBLIQUE >** Quels étaient au cours de ces années débutantes vos liens avec vos semblables, ces collègues des autres villes de l'Ouest élus en 1977 ?

**EDMOND HERVÉ >** Quand j'ai été élu maire, je rencontrais systématiquement deux personnes c'est Francis Le Blé, devenu maire de Brest, et Jean Monnier, devenu maire d'Angers. Pendant plusieurs années, deux ou trois fois par an, nous nous rencontrions tous les trois. Le fait qu'avec tous les maires nous nous connaissions et appartenions à la même famille a facilité les choses. En 1977, nous avons créé le réseau des grandes villes de l'Ouest : Rennes, Nantes, Angers, Brest. Les premières rencontres que nous avons eues, parfois Le Mans s'y associait, étaient surtout des réunions d'informations, d'échange sur les comportements à avoir, sur les conditions de gestion. Il était important de se caler sur certains dossiers. Anecdote : un jour le délégué de la Datar me téléphone et me dit : il y a un triangle d'or à développer entre Nantes, Angers et Rennes. Je lui ai répondu : « ton triangle est sympathique, mais si tu ne mets pas Brest dans le coup, c'est vraiment casse-g... ».

**PLACE PUBLIQUE >** C'était un échange de bonnes pratiques ?

**EDMOND HERVÉ >** Pas seulement. À chaque fois, nous cherchions à trouver de bonnes coopérations entre nous. Ainsi avons-nous mis sur pied un contrat de co-développement Pays de la Loire-Bretagne. Signé entre la métropole de Rennes et la métropole de Nantes/Saint-Nazaire, il détaille les coopérations en matière de santé, en matière d'université... J'ai toujours veillé à ce que les coopérations entre CHU, entre universités puissent se développer.

**PLACE PUBLIQUE >** Est-ce que chez vous et vos collègues, il y avait en 1977 l'idée de faire ses preuves pour que la gauche puisse accéder à la conduite de l'État ?

**EDMOND HERVÉ >** À l'époque, les communistes avaient la volonté d'utiliser la gestion locale pour s'opposer au gouvernement, dans le but de conquérir l'appareil d'État. Nous, socialistes n'étions pas étrangers à cette volonté d'être majoritaires dans le pays, mais nous avions une approche plus positive. Nous voulions d'abord faire nos preuves et montrer qu'il est possible de changer le vécu d'une cité sans que l'État ne soit lui-même changé.

**PLACE PUBLIQUE >** Le monde a changé depuis 1977. Quelles sont les exigences nouvelles qui s'imposent aux élus ?

**EDMOND HERVÉ >** Ce qui a changé c'est tout ce qui se rapporte à la mondialisation. L'ancrage économique, la recherche de la valeur ajoutée sont devenues choses essentielles pour les villes. Le lien entre l'économie et la recherche, l'enseignement et la formation est fondamental. Ce qui a changé aussi, c'est que la préparation de la décision prend beaucoup plus de temps qu'avant. Enfin, il est plus que jamais nécessaire d'avoir des schémas prospectifs, d'avoir une vision de l'avenir, sachant que cette vision elle ne se fait pas sur le coin d'une table.

# Alain Chénard : « Nous savions surtout ce qu'il ne fallait pas faire »

**RÉSUMÉ** > *Élu de justesse en 1977 à Nantes à la liste d'une liste d'union de la gauche, Alain Chénard n'effectuera qu'un mandat de maire. Mais il sera particulièrement fertile en réalisations, à commencer par le tramway, un choix effectué depuis par de nombreuses villes françaises.*



Le destin politique d'Alain Chénard s'est joué en 1974 quand les socialistes de la section de Nantes demandent à leurs élus municipaux de choisir entre la participation à la municipalité du sénateur radical André Morice (regroupant des indépendants et paysans, la SFIO et des personnalités diverses) et la nouvelle ligne d'union de la gauche. Alain Chénard est le seul à plier à la discipline de son parti et à démissionner de son poste d'adjoint. Les autres élus, fidèles à André Morice, sont exclus du Parti socialiste en 1975. Tout naturellement, c'est Alain Chénard qui dirige la liste d'union de la gauche, victorieuse de seulement 549 voix, le 17 mars 1977.

Ses anciens amis le lui feront payer en formant en 1983 une liste « socialiste démocrate » avec le soutien d'Alexandre Hébert, secrétaire de l'Union départementale Force ouvrière. Elle recueillera près de 5 % des voix et contribuera à la défaite d'Alain Chénard face à la liste du sénateur RPR Michel Chauty.

ALAIN CHÉNARD est né le 20 février 1937 à Nantes. Il est élu conseiller municipal en 1965, conseiller général de 1973 à 1982, maire de Nantes de 1977 à 1983, conseiller régional de 1978 à 1986, député de 1978 à 1988, à nouveau élu municipal en 1989 et en 1995 tout en occupant la présidence de la Semitan, la société de transports publics de Nantes. Il n'exerce plus aujourd'hui aucun mandat.





Journal de la campagne de 1977. Archives Jean-Paul Queuille

## Union de la Gauche une équipe autour d'Alain Chenard



**Nantaises, Nantais,**  
Au premier tour, 56 % d'entre vous ont désavoué la municipalité sortante. Il vous reste à confirmer votre choix au second tour.

**C'EST UN CHOIX DECISIF**

Dimanche, la Gauche doit gagner à NANTES, comme elle vient de gagner à ANGERS et LA ROCHE-SUR-YON.

Fidèle à sa gestion confidentielle habituelle, la municipalité sortante, usée, s'obstine à vous cacher et son organisation et ses intentions. Elle refuse d'avouer qu'elle veut agir sans vous.

Contrairement à cette attitude, la Gauche pratique la clarté et la participation. Dans ce document, elle tient à vous faire connaître l'équipe de vos futurs élus et les différents secteurs de leurs responsabilités respectives.

Cette équipe est organisée pour travailler avec vous.

**FAITES CONFIANCE A LA LISTE  
D'UNION DE LA GAUCHE  
COMME LA GAUCHE VOUS FAIT CONFIANCE**

CHENARD Alain, 40 ans  
Ingénieur informatique  
Conseiller général  
Président du Club Léo Lagrange

**TRAVAUX ET EQUIPEMENTS**

- Service des eaux-éclairage
- Assainissement
- Ateliers municipaux
- Voirie communale

**MAIRE ADJOINT**  
**MAHE Albert**, 33 ans,  
Ingénieur I.N.S.A. (Génie Civil) -  
Enseignant à l'E.N.S.M.

**ADJOINT**  
**LE GUILLOUX Paul**, 34 ans,  
Docteur d'Etat es Sciences Economiques - Maître Assistant de Sciences économiques à l'Université de Nantes.

**DIVARD Lionel**, 33 ans,  
Directeur d'un organisme conventionné d'assurances maladie, maternité, des travailleurs non salariés.

**GIANSILY Antoine**, 34 ans,  
Agent E.D.F. -  
Militant syndical.

**MOYSAN Henri**, 39 ans,  
Chaudronnier -  
Militant syndical.

**PELLEN Patrick**, 26 ans,  
Electro mécanicien d'entretien  
Militant syndical.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous avez 40 ans quand vous devenez maire de Nantes. Quelle est votre première réflexion ?

**ALAIN CHÉNARD >** Enfin, les ennuis commencent ! Je connaissais bien la mairie et les dossiers car j'avais déjà accompli deux mandats dans la municipalité d'André Morice. Mon second mandat, je l'ai d'ailleurs terminé dans l'opposition car j'ai été le seul élu à obéir aux consignes du Parti socialiste : pratiquer l'union de la gauche et en finir avec les alliances de troisième force. Mais j'étais le seul de l'équipe à posséder cette expérience.

**PLACE PUBLIQUE >** Comment avez-vous constitué votre liste ?

**ALAIN CHÉNARD >** Le moule avait été conçu ailleurs : c'était l'union de la gauche. On a fait équipe avec un petit noyau de radicaux de gauche venus du centrisme, dont Patrick Mareschal devenu plus tard, le premier président socialiste du Conseil général de Loire-Atlantique. L'Union démocratique bretonne aussi avait un certain poids. Mais, évidemment, le gros morceau, c'était le Parti communiste. Il y avait des vieux stalinien qui ne voulaient à aucun prix venir sur la liste. Alors, on a pris des jeunes. Il se trouve que je connaissais bien Michel Moreau, le secrétaire fédéral du PC. On avait le même âge ; nos filles fréquentaient le même collège et étaient amies ; il avait été responsable fédéral des Jeunesses communistes quand j'étais celui des Jeunesses socialistes. On a fini par tomber d'accord sans trop de mal sur la répartition des postes.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous attendiez-vous à être élus ?

**ALAIN CHÉNARD >** Le contexte était porteur. Avec la crise pétrolière et la montée du chômage, les sujets d'inquiétude ne manquaient pas et on sentait le pays pris d'une véritable envie de changement. Le PS s'était refait une santé et gagnait toutes les élections partielles. Dans l'Ouest, une convergence se dessinait entre la gauche traditionnelle et la gauche chrétienne avec, dans la région nantaise, des personnalités comme Gilbert Declercq, le leader CFDT, ou le dirigeant paysan Bernard Thareau. Et puis André Morice avait 77 ans ; s'il avait été réélu, il aurait terminé son mandat à 83 ans... L'âge du capitaine plaiderait en notre faveur. Mais nous n'étions sûrs de rien, bien sûr. En 1971, la liste Morice avait tout de même eu la majorité absolue dans tous les bureaux de vote de Nantes ! Nous avons mené une campagne extrêmement dynamique et nous avons devancé de 600 voix l'équipe sortante, un cheveu !

**PLACE PUBLIQUE >** Aviez-vous une vision claire de la politique à conduire ?

**ALAIN CHÉNARD >** Hum... Nous voulions changer la ville, mais en réalité nous savions surtout ce qu'il ne fallait pas faire. La municipalité Morice avait un projet délirant de pénétrantes routières qui devaient se croiser devant le château. L'Erdre et la Loire auraient été longées par des

sortes d'autoroute. La ville aurait été brutalisée, défigurée. Nous avons immédiatement mis un terme à cette folie, lancé un contournement routier et, bien sûr, le tramway. Notre autre grand chantier a été la modernisation de la mairie où André Morice laissait tout aller à vau l'eau. À la faveur de départs en retraite, des troupes fraîches et du sang neuf sont arrivés qui ont permis une gestion municipale digne de ce nom. Nous avons redonné du souffle à cette ville.

**PLACE PUBLIQUE >** Votre politique municipale était-elle vraiment en rupture avec celle menée auparavant? De manière plus générale, êtes-vous convaincu qu'il existe des politiques municipales de gauche et des politiques municipales de droite?

**ALAIN CHÉNARD >** Ah oui, je crois que la rupture a été nette. Dans le domaine des transports, comme je viens de le dire, mais pas seulement: nous avons construit une vingtaine d'écoles, une trentaine de gymnases et moi, je continue à croire qu'une école qui ouvre, c'est une prison qui ferme. Une telle politique n'est sans doute pas le monopole de la gauche, mais je suis bien obligé de constater que la gauche la pratique plus spontanément. Aujourd'hui, c'est bien la droite qui refuse de remplacer un retraité sur deux et c'est bien François Hollande qui propose la création de 60 000 postes d'enseignants... Je constate aussi que le mouvement lancé en 1977 ne s'est pas arrêté depuis. Même si j'ai été battu en 1983, la plupart des villes gagnées en 1977 ont été conservées ou reconquises par la gauche. Les Départements, les Régions et maintenant le Sénat ont été gagnés. La Nation est à gauche, pas encore l'État, mais nous avons des chances raisonnables...

**PLACE PUBLIQUE >** Avez-vous noué à l'époque des relations particulières avec les autres villes de gauche de l'Ouest?

**ALAIN CHÉNARD >** Pour moi, il était clair que Nantes était une trop petite grande ville pour vivre seule. Il fallait donc coopérer avec les autres villes de l'Ouest. Avec Angers c'était difficile car Jean Monnier était vraiment un garçon impossible, mais j'étais convaincu qu'il fallait en finir avec la querelle entre Rennes et Nantes. Je connaissais bien Edmond Hervé depuis les Jeunesses socialistes. Il y a donc eu des rencontres entre nous, mais très vite nous avons été accaparés par tellement de tâches: nous sommes

Alain Chénard aux commandes du tramway. Mais celui-ci ne roulait pas encore au moment des élections de 1983 qui virent la défaite de la gauche...



devenus parlementaires, Edmond est entré au gouvernement en 1981... Je me disais que la coopération Nantes-Rennes devait être une priorité de mon second mandat, d'autant que les lois de décentralisation ouvraient de nouvelles perspectives, mais il n'y a pas eu de second mandat.

**PLACE PUBLIQUE >** L'équipe élue en 1977 est-elle restée soudée tout au long du mandat?

**ALAIN CHÉNARD >** Il y a bien sûr eu des tiraillements, mais nous sommes restés très unis et des amitiés solides se sont créées. Au fond, c'est le boulot qui nous a soudés, pas seulement les élus, mais aussi le personnel municipal. On négociait de grands projets avec la population, on les menait à leur terme, on changeait la ville, nous étions dans une vraie dynamique. Et puis j'avais mis au point un fonctionnement simple en dotant mes sept adjoints, quatre socialistes, deux communistes et un radical, de vastes compétences exercées de manière très autonome. Et quand apparaissaient des différends nous les tranchions de manière collective et transparente.

**PLACE PUBLIQUE >** Quels ont été vos rapports avec les milieux économiques?

**ALAIN CHÉNARD >** Pas toujours très faciles. Les patrons du bâtiment et des travaux publics ne se sont pas plaints: on a tellement construit à cette époque! Mais je me sou-







Un document de la campagne de 1983 où Alain Chénard et ses colistiers font état de leur bilan.

# AVEC ALAIN CHÉNARD, L'ÉQUIPE DE L'ACTION.



En 6 ans, la Municipalité Alain CHÉNARD, a beaucoup travaillé, beaucoup réalisé pour NANTES. Après avoir réparé les erreurs du passé, la Municipalité a engagé ses réalisations.

#### REPARER LES ERREURS DU PASSE

Grâce à l'équipe d'Alain CHÉNARD, la Ville de Nantes n'a pas été défigurée, mutilée par des voiries pénétrantes.

Une saine gestion a permis de réparer les conséquences catastrophiques de la gestion de la droite, comme le déficit de la NAMET.

#### UN BILAN POSITIF

Dans tous les domaines le bilan de la Municipalité Alain CHÉNARD est positif.

Les grands projets garantissent l'avenir de la Ville et de son agglomération: contournement, transports publics, médiathèque, Centre Communal d'Action Sociale, réhabilitation de la Manufacture des Tabacs, etc...

La vie quotidienne des Nantaises et des Nantais a été facilitée, améliorée par un grand nombre de petites réalisations. Avec Alain CHÉNARD la Ville est devenue plus sûre, la vie plus simple.

Toute la population, et surtout la plus démunie, a bénéficié de cette action. Les femmes sont devenues des citoyennes à part entière.

Les anciens sont compris et aidés, la Ville ouverte aux handicapés.

#### UN APPUI CONSIDÉRABLE

Depuis Mai 1981, la Ville de NANTES a reçu un appui considérable, celui du Gouvernement.

Chaque Ministre en déplacement à NANTES a apporté sa contribution au développement de la Ville: la participation de l'Etat au financement du contournement de l'agglomération, mais aussi la garantie de l'emploi chez Dubigeon-Normandie, la décentralisation du Centre de Recherche des Postes, du service des Pensions du Ministère des Finances, etc...

#### NANTES VA DE L'AVANT AVEC L'APPUI DU GOUVERNEMENT PAS DE COUP D'ARRÊT PAS DE REMISE EN CAUSE

L'élection de Michel CHAUTY signifierait d'abord une rupture avec le Gouvernement, puis la remise en cause de l'action entreprise.

Les travaux engagés prendraient plusieurs années de retard, au détriment des usagers et des entreprises qui travaillent à leur réalisation, d'où une augmentation du chômage.

Les sommes investies seraient perdues et le recul de NANTES s'amorcerait, l'avenir de la Ville, de ses habitants serait compromis.

Michel Chauty condamné pour sa gestion à Saint-Herblain ne trompera pas les Nantaises et les Nantais.

Depuis 3 mois des gens pratiquement inconnus des Nantais critiquent la municipalité. Ils mènent une campagne de bas niveau, marquée par le mensonge et la calomnie. A grand renfort de tracts (jusqu'à cinq en même temps dans les boîtes aux lettres), ils se livrent à la caricature, à la manipulation et à la falsification. Ceux qui prétendent diriger une belle Ville comme Nantes sont en fait incapables de fournir un programme cohérent aux Nantais...

Par contre, ils ne connaissent que les coups bas!

Il est désolant de voir un représentant d'une Assemblée aussi digne que le Sénat, par ailleurs président d'une Commission, sombrer dans les excès, cautionner les attaques personnelles relatives à la vie privée des gens et accepter, qu'en son nom, l'on puisse dénaturer l'œuvre accomplie.

Trop, c'est trop. L'excès à NANTES ne peut pas payer! Les gens savent ici faire la différence entre les agressions verbales et les réalisations positives.

**Pour l'avenir de Nantes, ensemble continuons**

viens qu'au Port autonome on voyait d'un très mauvais œil le fait que je désigne un élu militant CGT pour suivre les questions portuaires. En fait, les contacts étaient souvent meilleurs avec des patrons extérieurs à Nantes, Jean-Luc Lagardère par exemple. Europe 1, qui faisait partie de son groupe, était le sponsor du FC Nantes qu'il rêvait d'acheter. Je lui ai trouvé un terrain près de l'École vétérinaire pour qu'il installe Matra Harris et il a implanté deux autres entreprises. Mais à la Chambre de commerce, on n'était pas très enthousiaste : vous pensez bien, ça risquait de faire monter les salaires...

**PLACE PUBLIQUE >** Le beau temps ce dimanche-là, la faible mobilisation de l'électorat de gauche persuadé qu'il y aurait un second tour, la constitution d'une petite liste de gauche... Bien des raisons expliquent votre défaite de 1983. Mais, à votre avis, qu'est-ce qui a été le plus déterminant ?

**ALAIN CHÉNARD >** Le tramway n'était pas achevé et je n'ai pas assez communiqué sur les bienfaits qu'il allait apporter aux Nantais. À partir du moment où il a fonctionné, il a rallié tous les suffrages, mais pour mon équipe et pour moi c'était trop tard. Il y a eu aussi une instrumentalisation assez malhonnête du thème de l'enseignement privé. Et puis j'ai été la victime d'attaques personnelles qui ont laissé des traces dans les esprits. Remarquez, cette défaite a peut-être été salutaire. L'équipe de Michel Chauty, élue de 1983 à 1989, s'est tellement déchirée et a accumulé tant d'erreurs que les Nantais ont été vaccinés pour longtemps contre la tentation de voter à droite.

**PLACE PUBLIQUE >** Le tramway restera votre grand œuvre ?

**ALAIN CHÉNARD >** C'est une réalisation dont je ne suis pas mécontent, mais ce n'est que le sous-produit le plus visible d'une politique plus vaste d'humanisation de la ville : le contournement plutôt que les pénétrantes, les transports en commun plutôt que la bagnole reine.

**PLACE PUBLIQUE >** Qu'est-ce qui a le plus changé dans la gestion d'une ville depuis 1977 ?

**ALAIN CHÉNARD >** Nous étions 37 élus ; il doit y en avoir pas loin de 70<sup>1</sup> aujourd'hui à Nantes. Cet accroissement du nombre des élus parcellise leurs tâches. Les élus gouvernent moins aujourd'hui. Le cabinet et les services ont de plus en plus de pouvoir, de compétence aussi, mais au

risque d'isoler le chef de son équipe.

**PLACE PUBLIQUE >** Les alliances ont évolué aussi. Le Parti communiste ne pèse plus guère alors que les Verts ont pris de l'ampleur...

**ALAIN CHÉNARD >** Oui, mais ça ne me paraît pas très important. Après tout, en 1977, il y avait le PSU. Les Verts, c'est un peu la même chose, non ?

**PLACE PUBLIQUE >** Vous décriviez à l'instant un mouvement de conquête de l'Ouest par la gauche qui ne s'est pas arrêté depuis. Cela signifie-t-il que la droite est condamnée à ne pas revenir aux affaires localement ?

**ALAIN CHÉNARD >** La démocratie, c'est quand même l'alternance. Mais je suis obligé de constater qu'on ne voit guère de leader émerger au sein de la droite. Il faut tout de même faire attention à l'évolution de la composition sociologique des villes. À Nantes, tous ces logements qu'on construit, qui a les moyens d'y habiter ? Demain, pour qui voteront tous ces nouveaux Nantais ? Cela dit, à Nantes comme dans les autres villes de l'Ouest, la gauche me paraît bien assise.

1. 65 en réalité





TA

BE

EE

ED

# Une éclaircie urbaine à l'Ouest?

**RÉSUMÉ** > *L'urbanisme et l'architecture ont été un marqueur des mutations politiques à l'œuvre dans les villes de l'Ouest comme le montrent les exemples de Nantes, Rennes, Saint-Nazaire, La Roche-sur-Yon et Brest. Mais quand, en 1977, on rêvait de changer la ville et la vie dans un même mouvement, s'amorçait la mondialisation qui a depuis rebattu les cartes entre les territoires*



TEXTE > **JEAN-LOUIS VIOLEAU**

Deux clés de lecture apparaissent lorsque l'on aborde la toute fin de la décennie 1970 : on n'y aura probablement jamais autant parlé de démocratie locale et de proximité au moment même où la mondialisation s'annonçait – et la concurrence entre les métropoles régionales ; les principales villes du Grand Ouest, Nantes, Rennes, Brest, La Roche-sur-Yon et Angers, « tombent » à gauche (qui remporte au total 55 grandes villes) au moment même où se précise la crise du marxisme, dont on oublie trop aujourd'hui qu'elle s'est produite au beau milieu de l'euphorie apparente du Programme commun et des progrès de l'Union de la gauche.

Bien difficile cependant de lire nettement un clivage droite / gauche dans les politiques d'urbanisme pratiquées depuis. Certes, il reste le logement social. Qu'il abrite les presque riches aussi souvent que les très pauvres, le logement social demeure l'instrument majeur d'une politique urbaine et l'ultime critère discriminant entre les deux camps. Mais pour le reste, dire qu'il existe une politique urbaine de gauche s'opposant à une politique de droite est risqué. On a bien essayé, dans l'euphorie de l'après-mai 81, de parler officiellement d'un urbanisme « de gauche » conjuguant démocratie locale, services et proximités. Tout en allant rechercher des modèles « de

JEAN-LOUIS VIOLEAU est sociologue. Il enseigne à l'École d'architecture de Paris Malaquais. Il a réalisé pour les éditions rennaises et nantaises de *Place publique* une série d'entretiens avec des urbanistes et architectes ayant travaillé à Nantes et à Rennes. Dernier ouvrage paru : *Les architectes et mai 81*, Éditions Recherches.





Il est risqué d'opposer une politique urbaine de gauche à une politique urbaine de droite. Chaque ville a son histoire singulière et ses enjeux propres.

droite » à travers le *projet de quartier*, comme on l'a dénommé à l'époque. Par exemple celui que l'urbaniste Gaston Bardet avait formulé sous Vichy.

Dès lors, la simplification n'est jamais loin : Le Rheu, dans la banlieue rennaise, est-il de droite ou de gauche ? Quant au spectaculaire, il est un versant emprunté aussi bien par les politiques « de gauche » comme « de droite ». Combien de collectivités, de gauche comme de droite, auront, ces dernières années, été en quête de leur « effet Bilbao » ? Et Jean Bousquet, à Nîmes, était un maire UDF tandis que Georges Frêche, à Montpellier, sera resté au PS aussi longtemps qu'il aura pu, mais il est évident que les deux villes voisines auront, tout au long des années 1980, joué sur le spectaculaire à travers leurs politiques urbaines. Non, l'histoire que nous cherchons à restituer à grands traits, la vie urbaine des grandes villes de l'Ouest passées à gauche suite aux municipales de 77 est à chaque fois spécifique, parce que chaque ville a son histoire, ses enjeux... et son serpent de mer. Et en général, ça se passe au centre.

### Nantes, l'embellie pionnière

En 1977, Nantes n'est pas au mieux. La ville perd 16 000 habitants entre 1975 et 1982. Les autoroutes se sont donné rendez-vous au pied du Château des Ducs avant d'aller flâner du côté du quai de la Fosse où s'engouffre encore toute la circulation de l'estuaire. Et encore aura-t-on échappé de justesse au projet de voie express devant relier les rives de l'Erdre au centre-ville porté par la municipalité André Morice, ce radical pratiquant une large alliance de l'extrême droite aux socialistes... Sur les quais de l'Erdre dorment alors les voitures plutôt que les péniches. La place Royale est un rond-point. La rue de Richebourg et l'île de Versailles n'ont pas encore été réhabilitées. La Tour Bretagne est achevée depuis un an.

Le paysage est alors hérissé de grues et de cheminées, mais dix petites années plus tard, au mitan des années 1980, le territoire nantais compte plusieurs dizaines d'hectares de parcelles industrielles abandonnées. Comment se projeter vers l'avenir lesté d'un tel passif ? Et pourtant, l'adjoint à l'Urbanisme de la nouvelle municipalité de gauche, Jean-Claude Bonduelle, avait indéniablement cherché à anticiper les prémisses de la concurrence entre les villes tout en cherchant la conciliation avec les

enjeux du local. Un milieu se constitue autour des Sociétés d'économie mixte. L'Auran, l'Agence d'urbanisme, est créée en 1978. Avec les enseignants de l'École d'architecture c'est aussi l'embellie.

Ces rapprochements occasionnent aussi quelques frictions entre des « camps » qui commencent alors tout juste à se solidifier. Ainsi, cette anecdote sur le concours de la Médiathèque (dont la construction est décidée dès 1979) qui distingue le projet de Jean-François Salmon, proche du PS, et Maurice Ferré, architecte départemental à la carrière déjà fort honorable, alors que plusieurs collègues de l'École d'architecture avaient pour leur part rêvé de cette occasion pour mettre en œuvre enfin un atelier public d'architecture rapprochant l'enseignement et la profession. Voici ce qu'en disait le lauréat, Salmon, vingt-cinq ans plus tard : « Tous les acteurs ont pu traduire et inscrire dans cette médiathèque un tas de réminiscences nantaises telles qu'ils les ressentaient à l'époque. C'est une architecture mémoire et palimpseste même si elle n'a pas la radicalité d'une œuvre majeure. La commande précise était *texto bâtiment destiné au développement de la lecture publique*. C'est très clair : on se sert du bâtiment pour faire fonctionner la ville à cet endroit-là et on cherche à faire entrer le passant dans le bâtiment, même s'il doit pouvoir le traverser sans s'y arrêter obligatoirement. »<sup>1</sup>

Reposant sur des positions voisines (la culture pour tous, la perméabilité de l'espace public, le jeu sur la mémoire industrielle...), l'autre grand chantier du municipal, la Manufacture des tabacs, cherchera également à mettre en œuvre les prémisses d'un rapprochement entre l'enseignement et la profession d'architecte. L'opération est confiée au service d'architecture de la Ville, alors dirigé par Georges Évano. À lui d'en coordonner les différents concours où l'on souhaite voir s'engager de jeunes équipes. Les deux bibliothèques, celle de la Manu et la médiathèque Jacques-Demy sur le quai de la Fosse, ouvrent leurs portes respectivement en 1984 et 1985. L'historien Gilles Bienvenu en a très clairement retracé les enjeux : réhabiliter plutôt que rénover, et porter un nouveau regard sur le patrimoine industriel en y instaurant la mixité, sociale et fonctionnelle. L'édifice ayant cessé ses activités en 1974, la droite avait rêvé en faire un centre

En 1977, Nantes n'était pas au mieux...

<sup>1</sup> Entretien avec Jean-François Salmon, Nantes, 18 février 2008.

d'affaires, la gauche le convertit en équipements municipaux et logements sociaux. Caricatural? Et les fausses modénatures et les structures métalliques rouge vif? La Manu, c'était peut-être bien le fond et la forme, après tout, l'esprit de l'époque.

L'équipe Chénard est probablement celle qui aura incarné le plus fidèlement « l'esprit d'Épinay » : le précédent maire André Morice (âgé de 77 ans lorsqu'il se représente en 1977) avait longtemps soutenu une large alliance excluant communistes et gaullistes. Alain Chénard fut alors le seul conseiller municipal à appliquer les décisions du Congrès d'Épinay : démissionner du groupe de la majorité pour animer l'union du PS et du PCF. « Nous avons un programme audacieux qui voulait changer la ville, c'était son intitulé », se souvenait dans *Place Publique*<sup>2</sup> le vainqueur de 1977. Il souhaitait, disait-il, une ville « plutôt de type alémanique, plus *soft*, plus verte ». Contourner plutôt que pénétrer : visionnaire, Chénard le fut certainement en posant avec détermination les jalons d'une rupture avec l'automobile, mais un visionnaire à double détente puisqu'il lança le chantier du périphérique en même temps, ou à peu de choses près, que celui du tramway.

### Rennes : changer la vie, changer la ville

L'élan était partagé : *Changer la vie, changer la ville*. C'était aussi le titre d'un livre paru un an plus tôt sous la plume du géographe Michel Phlipponeau, premier adjoint (chargé de l'urbanisme pour les douze années suivantes) du tout jeune Edmond Hervé, le vainqueur de 77 à Rennes. « Changeons Rennes ensemble », c'était le slogan de la campagne.

En 1977, les tours siamoises des Horizons de Georges Maillols, l'architecte du maire Henri Fréville (avec Louis Arretche), dominaient depuis sept ans le centre-ville. Sauf événement majeur, elle marquent pour longtemps son point culminant. Si les principes de la maîtrise foncière municipale étaient déjà posés, ils vont se transformer progressivement en une politique concertée de recyclage du foncier – à l'intérieur de la rocade. Les deux campus structuraient déjà la ville, Beaulieu et Villejean-la-rouge, Citroën aussi, Canon et Mitsubishi plus tard, et toute la politique d'Edmond Hervé va consister à faire fructifier ce pécule de départ en pariant d'abord sur l'informatique et les télécoms, plus tard sur l'agroalimentaire, tout en

s'inspirant des politiques urbaines innovantes menées ailleurs. La ville a déjà tout d'une grande. Rennes Atalante sera bientôt citée un peu partout en exemple.

L'opération du Colombier sera achevée, mais on s'arrêtera là, pas de villes nouvelles au nord-est et au sud-ouest de l'agglomération. On ne touchera pas à la place des Lices (enfin, bien moins que prévu). En 1981, la mairie achète et restaure la chapelle Saint-Yves qui abrite désormais l'office du tourisme. L'année suivante, les piétons remplacent les voitures sur la place de la Mairie. Suscitant un joli tollé, le plateau piétonnier achève sa première phase de croissance. Par la suite, le centre basculera progressivement vers le sud : en 1982, aux bons soins du trio d'architectes BNR<sup>3</sup> une cité judiciaire atterrit dans le quartier de l'Arsenal. Au début personne ne comprend très bien, et puis on s'y est fait. Rennes est sage et volontaire. Elle vit depuis longtemps sous le régime de la communauté, urbaine. Pour le VAL, l'histoire sera un peu plus houleuse, mais la mutation de Rennes se joue à partir de 1977 sous une forme de consensus dominant, et très vite avec l'appui des forces vives, comme on dit.

### Saint-Nazaire : la fin de la Reconstruction

En revanche, dans une ville de Saint-Nazaire fraîchement reconstruite, en ce lendemain des élections de 1977, le politique s'inscrit dans une continuité un peu assoupie avec le second mandat du socialiste Étienne Caux. La question du logement (temporairement) résolue, on s'attaque aux équipements qui manquent encore. Pas encore de débats sur la modernité, l'heure est toujours à l'angle droit. La nouvelle Maison du peuple déploie dès 1978 sa géométrie austère face au glacis la séparant de la Base sous-marine, silhouette devenue fonctionnellement obsolète, exonérée de son but guerrier par un trafic de phosphates qui la tient animée pratiquement depuis la Libération. Après avoir résisté à tous les bombardements, pensez donc avec ses 4 mètres d'épaisseurs de béton, son toit n'a toujours rien d'un belvédère. Ne s'y trouvent pour l'heure que deux lourdes grues qui déchargent les cargaisons d'engrais. La Base, tout le monde la voit, personne ne la regarde.

<sup>2</sup> *Place publique Nantes/Saint-Nazaire* n° 2, mars-avril 2007.

<sup>3</sup> Brajon – Nicolas – Ressaussière.

Alain Chénard fut un visionnaire en posant avec détermination les jalons d'une rupture avec l'automobile.

La mutation de Rennes se joue à partir de 1977 sous une forme de consensus dominant.





Après 68, la Vendée s'ennuie et le député-maire de La Roche-sur-Yon lance un concours d'architecture et d'urbanisme.

Et Saint-Nazaire d'achever sa Reconstruction sans s'être encore dotée d'un projet alternatif qui n'émergera qu'une dizaine d'années plus tard avec la saga Ville-port. Il n'empêche, en 1978, Étienne Caux est pourtant lyrique en ce jour de Fête du travail et d'inauguration (partielle) de « cette Maison du Peuple tant attendue », raconte *L'Éclair* le lendemain. Enfin, « des locaux modernes, spacieux et fonctionnels » conçus par les architectes Louis Baizeau et Henri Demur, tous deux anciens adjoints de Noël Lemaesquier, l'architecte en chef de la Reconstruction. C'est aussi cette année-là que s'en va Lemaesquier. Il était là depuis 1943.

Avec cette nouvelle Maison, les syndicats pourront enfin quitter leurs baraquements de la place Marceau. En somme, le voilà tiré, « le trait d'union entre les hommes d'hier qui ont vécu les heures fortes et parfois tragiques du mouvement ouvrier et ceux d'aujourd'hui qui travaillent à un monde meilleur ». Un étage pour chaque organisation syndicale, et seule ombre à ce beau discours œcuménique, un ascenseur pour chaque union locale. Depuis, la Maison du peuple a été (en grande) partie détruite. Pas la Base. Dans une ville qui aura longtemps rêvé secrètement d'Amérique, cette Maison aura incarné pendant une trentaine d'années le rêve brejnévien d'une coexistence pacifique.

### La Roche-sur-Yon et son serpent de mer

Alors qu'elle est en passe de se trouver en cet automne 2011 définitivement « paysagée » sous le crayon bizarrement néo-classique d'Alexandre Chemetoff, celui-là même qui conduisit dix ans durant le projet de l'Île de Nantes, la place Napoléon est alors au cœur des conversations et des enjeux, locaux et même nationaux, en ce printemps 1977. Un concours vient de s'y tenir, en 1975, et il a consacré un peu tous ceux qui incarnent alors le printemps de l'architecture française. Modernisation et changement. Immobile à grands pas, la Vendée explose et étouffe en même temps. Au terme des années 68, La Roche-sur-Yon s'ennuie. Le député-maire organise donc un concours d'architecture et d'urbanisme, concours d'idées ouvert pour réfléchir encore une fois sur son serpent de mer, bref son vide central identitaire, la place Napoléon.

Début 1976, dans un texte intitulé symboliquement *Vitaliser la ville par le cœur*, pour situer les enjeux du

concours, le maire Paul Caillaud en passait par une double lecture, celle de la vue d'avion et celle du piéton : place centrale, « place promontoire », « point crucial des quatre routes principales qui, en desservant les quatre points cardinaux font de ce lieu beaucoup plus la place de toute la Vendée que de la seule cité », alors qu'« au ras du sol s'étale en revanche une ville au premier regard insipide, morne et froide ». Le texte du député-maire s'articule autour de deux termes : humaniser et redonner vie. Sur la foi du projet lauréat (puis reformulé) du Groupe d'architecture et d'urbanisme, La Roche-sur-Yon s'engage alors au sein de l'opération plus vaste dite des « Villes moyennes », placée sous l'égide du « retour à la ville » et patronnée par le ministère de l'Aménagement du Territoire.

Quelques mois plus tôt, l'architecte Henri Ciriani s'en félicitait : « Eh oui ! L'Architecture urbaine a été primée à La Roche. (...) pour une fois ce n'est pas le programme qui a gagné, ni son miroir dessiné, ni l'illusion du frottement des « gens animés » par les feutres rouges des urbanologues, ni l'accumulation de meubles urbains capables de tout « faire faire », ni une verdure dans le rôle de pansement médical de l'urbain, ni surtout pas une technologie proliférante à laquelle la ville doit s'adapter ». Roland Castro, le lauréat, disait avoir « volontairement » proposé une architecture « fortement connotée 19<sup>e</sup> siècle, siècle des avenues, des passages couverts, des places, des boulevards ». Le tout dans une ville qui porte « la marque de sa naissance historique, ville du pouvoir central, ville de caserne, mirador installé en Vendée par Napoléon ». Son ami Antoine Grumbach, dont le projet fut publié à maintes reprises, s'était demandé pour sa part comment désarmer une place d'armes, avec à la clé « le rachat de la faute originelle », disait-il, d'une ville militaire vouée à la répression du soulèvement.

Au fond, cette *architecture urbaine*, c'était peut-être bien plutôt le projet (remarqué) des frères Goldstein : « exacerber la morphologie de la ville, et considérer les données du programme comme des résidus ». Résultat : « révéler chacun des constituants » (la statue, le kiosque et un parking), les mettre en valeur sobrement et marquer par des croix « la présence d'une absence, celle des quatre îlots [ou plutôt blocs, mais à l'époque tout est îlot] non bâtis ». Pour finir, c'est à peu de choses près le principe du réaménagement de 1982, très minimal, communément désigné sous l'appellation « projet Auxiette »,

Que faire de son vide central identitaire, la place Napoléon ?

Une maquette proposée pour le concours de La Roche-sur-Yon où furent candidats des architectes comme Roland Castro ou Antoine Grumbach.



du nom du nouveau maire élu en 1977 : une trame carrée délimitée par des blocs de pierre claire reprenant plus ou moins les principes de la grille du plan fondateur de Cormier, ingénieur des Ponts, un remplissage de pavés autobloquants ocres et trois mignardises à chacun des angles, ponctuant les trois coins vides pour faire écho au kiosque situé face à la Mairie : une roseraie, un labyrinthe végétal et une fontaine.

Trop ambitieux (et négligeant ostensiblement la campagne électorale), Paul Caillaud, le notable éclairé qui avait intitulé sa liste « pour le développement économique et la qualité de la vie », fut emporté par la vague rose des municipales du 13 mars 1977. Battu de peu, 9891 voix contre 9153, mais battu par la « Liste de la Gauche unie »<sup>4</sup>. La périphérie a beaucoup voté et les bureaux du centre se sont plutôt abstenus. Le jeune (36 ans) censeur du lycée Pierre Mendès-France exilé à la périphérie, Jacques Auxiette, prof de maths aujourd'hui président du Conseil régional depuis le printemps 2004, s'installe pour plus de vingt-cinq ans et cinq mandats.

L'un des enjeux de la campagne tourna bien entendu autour de la Place. La Place... Surtout, ne rien faire, urgent d'attendre. Un simple petit sondage lancé au doigt mouillé le 9 février 1974 par *Ouest-France* ne laissait déjà guère de doutes sur l'issue de toute cette énergie déployée : à la question « Faut-il construire sur la place Napoléon ? », 1059 non, 94 oui !

### Brest, sœur de New York

À Brest aussi, on assiste à la victoire plutôt inattendue, dès le premier tour, d'une gauche tripartite, PS, PC et UDB, conduite par Francis Le Blé. La figure de Georges Lombard s'efface derrière la volonté de la nouvelle équipe d'instaurer, époque oblige, des procédures démocratiques pour faire une ville pour tous. Méfiante face à l'État et

<sup>4</sup> Commentaire de Paul Caillaud, un peu sonné, le lendemain dans les colonnes d'*Ouest-France* (publié le 15 mars) : « Je m'apprêtais à souhaiter bonne chance à la nouvelle équipe, lorsque l'Internationale a éclaté. (...) Nous sommes probablement punis d'avoir fait de la gestion et pas assez de politique. (...) ce qui compte, c'est le développement de la ville. »

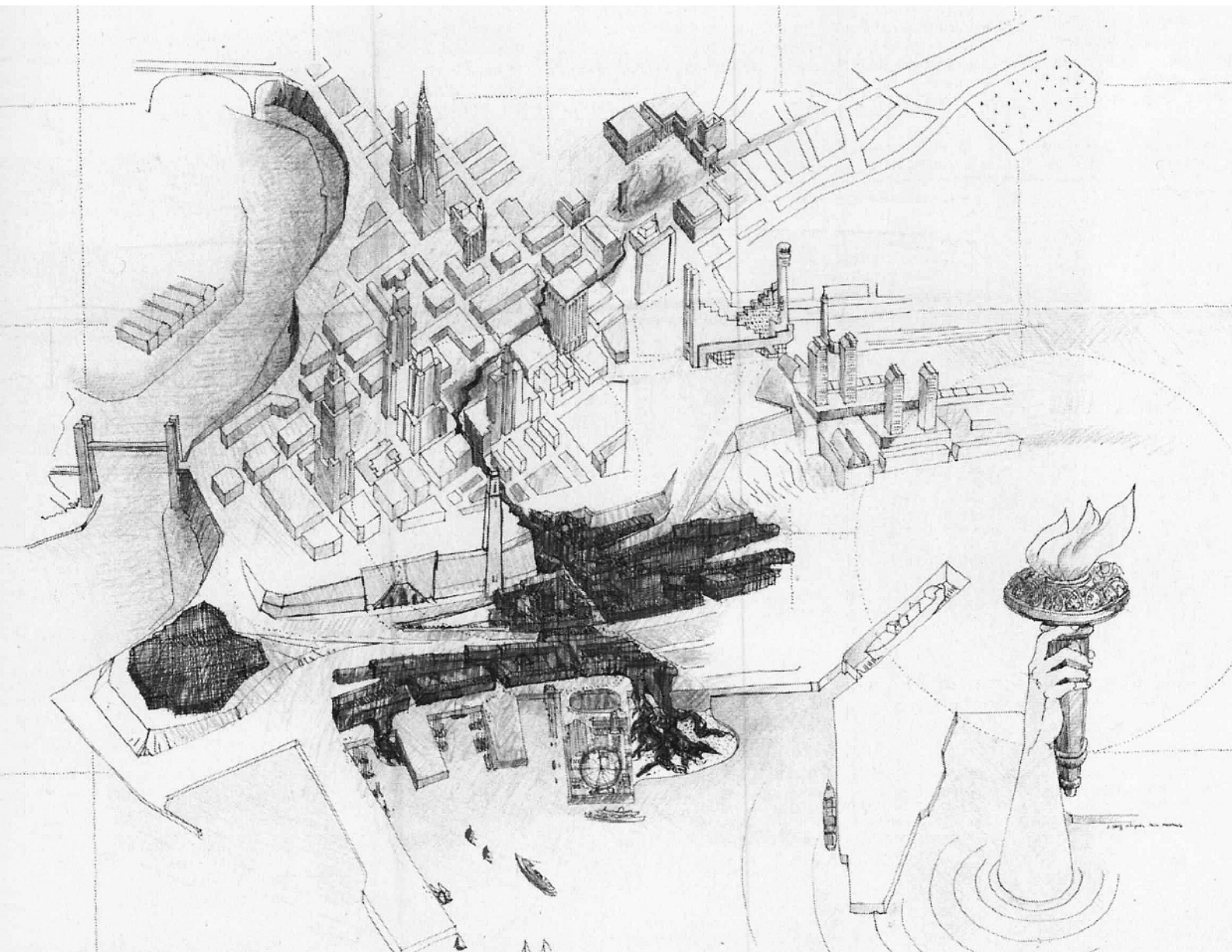
Mais le notable éclairé sera balayé par la vague rose. Le jeune Jacques Auxiette s'installe pour cinq mandats.







Manhattan-sur-Penfeld : le projet pour Brest des architectes nantais Yves Steff et Maxime Giraud-Mangin.



peut-être plus encore face à ses services dont la loyauté ne lui paraît pas acquise, elle préfère tisser des liens durables avec l'université et l'Institut de géoarchitecture de Daniel Le Couédic. À Brest aussi, on est alors (et pour un moment) à la recherche d'un centre convivial à l'ombre du vaisseau amiral de l'hôtel de ville. Au milieu des années 1960, on a autoritairement opté, avec l'onction de la Datar, pour un *Brest 2* sur le plateau du Bouguen. Symboliquement, les nouveaux élus renonceront à la troisième phase de la ZUP. Très vite, des querelles éclatent cependant, réfractant des enjeux nationaux et privant les colistiers communistes de leurs délégations. Émerge alors le premier adjoint Pierre Maille, professeur de physique en classes préparatoires qui succédera à Francis Le Blé, décédé en 1982. Maille, un méridional qui percevait Brest comme une forme d'étrangeté, curieuse plutôt qu'inquiétante étrangeté.

Un concours d'idées sort des limbes, ouvert comme à La Roche-sur-Yon et portant là aussi sur le cœur de la ville : au-delà de la place de la mairie, la place de la Liberté, il s'agissait de réconcilier Siam et Jaurès, les deux rues commerçantes brestoises. Chaque ville a son serpent de mer, toujours au centre, on y revient toujours. La rue de Siam détruite à jamais mais pour toujours chantée par les poètes, de Mac Orlan à Christophe Miossec, et la rue Jean-Jaurès, si rectiligne qu'elle semble rejoindre les confins la Bretagne. Siam et Jaurès, comme une manifestation de la « schizophrénie des Brestoises », pour reprendre les mots de Daniel Le Couédic, « faite d'une passion pour leur ville systématiquement accompagnée de son dénigrement »<sup>5</sup>. Ce dernier contribue alors avec son Institut à animer la concertation préalable au cours du printemps 1980 : performances, vidéos, chapiteaux, débats... Jugé à la fin de l'année et s'inspirant des leçons de Bologne, le laboratoire italien de la démocratie participative, le concours permet aux projets des architectes, savamment dessinés, de cohabiter avec ceux, plus littéraires, des comités de quartiers ou de simples Brestoises. On voit, sur la place de la Liberté (comme sur la place Napoléon à La Roche-sur-Yon), se déployer sous l'impérieuse mairie autant de jardins à la française que de forêts vierges.

Un projet s'en détache, le *New York's sister* des Nantais Yves Steff et Maxime Giraud-Mangin tirant parti de la trame orthogonale de la reconstruction pour en libérer

l'énergie et la hérissier de tours. Les auteurs venaient tout juste de lire le manifeste de Rem Koolhaas, *New York Délire*. La presse baptisera le projet Manhattan-sur-Penfeld : il reprend la trame orthogonale de l'architecte de la Reconstruction Jean-Baptiste Mathon, elle a montré ses vertus dans l'Ancien comme dans le Nouveau monde, en Grèce et à New York. L'Amérique, mais tendons-lui les bras !

Vingt ans plus tard, au tout début des années 2000, la même équipe, AUP (dont Yves Steff et Jean Lemoine)<sup>6</sup>, sera appelée pour élaborer la ZPPAUP de Brest qui s'avèrera particulièrement respectueuse des édifices de la reconstruction, de leur gabarit surtout et de l'unité qu'ils installaient. Les tours sont loin, à la périphérie, mais elles avaient entre-temps stimulé les imaginaires. Les enjeux avaient bougé, et cette équipe avait bien distingué deux conjonctures. En septembre 2011, trente ans plus tard, le Nantais Yves Steff voyait les choses avec la perspicacité que confère le recul temporel : « loin d'un revirement, ces deux projets s'inscrivaient dans la même quête d'une réhabilitation d'une ville injustement décriée, mais les moyens pour y parvenir avaient changé, ce qui témoigne de l'évolution des doctrines »<sup>7</sup>.

### Ce qu'il en coûte de mettre une ville en mouvement

Passée l'euphorie de mai 1981 où l'enthousiasme fut à son comble, conduisant à reporter *sine die* des projets apparaissant soudain trop étriqués, à Brest ou à Nantes, la sanction électorale fut identique le 6 mars 1983 : la défaite de quelques voix. À Nantes, une désaffection du vote des quartiers populaires conjuguée à un baroud d'honneur de la vieille maison SFIO avec les 4,5 % d'André Routier-Preuvost à la tête la liste « Nantes d'abord », et voilà balayée dès le premier tour l'une des expériences originales issues des municipales roses. Le tramway est sauvé,

5. Daniel Le Couédic, Carmen Popescu et Rachel Sattolo, *Art public et projet urbain, Brest 1970-2000*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2008, p. 33.

6. On leur doit notamment les réaménagements récents de la Place Royale à Nantes ou de celle du Ralliement à Angers, un travail continu autour des lignes du tramway nantais et bon nombre de ses aménagements, la refonte des abords de la Collégiale de Guérande...

7. À l'occasion de la conférence publique organisée le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par la Société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne organisée à la Faculté des lettres Victor Segalen autour de *La reconstruction de Brest revue et corrigée dans les années 1980*, avec Daniel Le Couédic, Marc Wiel (ancien directeur de l'agence d'urbanisme de la Communauté urbaine de Brest) et donc Yves Steff.

Les Brestoises éprouvent une passion pour leur ville systématiquement accompagnée de son dénigrement.

Et Brest se découvre sœur de New York...



Brest et Nantes repassent à droite en 1983 : le prix à payer pour avoir mis des villes en mouvement ?

contrats obligent, mais pas ceux qui l'avaient décidé. À Brest, on a tout juste eu le temps d'organiser en janvier sous l'intitulé « Villes reconstruites, villes à construire », un colloque qui pour une fois fera date, initiant un retournement des sensibilités<sup>8</sup>. Comme à Lorient ou à Saint-Nazaire, il s'agissait de faire comprendre les enjeux de la Reconstruction et son urgence. Pour la statistique, tout allait bien, la ville était reconstruite ; pour l'imaginaire, il en allait tout autrement.

Destruction – reconstruction : c'est à l'occasion du débat de clôture que l'urbaniste belge aujourd'hui en charge du projet de l'Île de Nantes, Marcel Smets, parla d'une continuité accélérée de ces villes reconstruites, les percevant comme la « phase accélérée d'une continuité historique »<sup>9</sup>. Au fond, sur l'Île également, ce qui s'est élevé depuis dix ans jusqu'à la forme, et qui s'est sauvé dans et par la forme, n'est plus aussi qu'une forme. Et puis un sort commun pour Brest et Nantes entre deux alternances, entre 1983 et 1989, une dualité politique centre - périphérie : en cale sèche, pas un seul projet urbain, même modeste, qui ne soit l'objet de conflits et de tiraillements entre la Communauté urbaine et la mairie à Brest et entre Nantes et sa périphérie.

La défaite électorale, ce qu'il en coûte de mettre une ville en mouvement ? Mais pour se perpétuer, la vigueur de ces luttes urbaines et des groupes qui les soutenaient avait besoin d'un antagonisme constant, et ce sont peut-être bien au fond ces municipales de 1977 qui, d'une certaine manière, sonnèrent le glas de la scène alternative. Ce ne furent pas les idées ni les projets qui manquèrent, plutôt la manière de les mettre en œuvre. La bergerie de la Blaquière, construite sans permis sur le plateau du Larzac et financée par le refus de l'impôt, ça ne vous rappelle rien du côté de Notre-Dame des Landes ?

Ailleurs (à Paris), ce sont des préfets qui ont fait la ville, ou du moins cherché à la faire, d'Hausmann à Claude Guéant en passant par Paul Delouvrier. Des hommes d'ordre et de mise en ordre appréciant les grandes perspectives ouvertes et dégagées. À Rennes et Nantes après 1977, ce sont plutôt des universitaires qui auront mis en musique la construction de la ville. Si l'on voulait tresser un parallèle, le rapport aux questions urbaines semble s'être aujourd'hui modifié à l'image du rapport plus général qu'une société entretient avec ses intellectuels. Il n'y a pas si longtemps, à l'avant-garde,

ces derniers étaient appelés à dire le sens, d'une société, de ses évolutions, ses projets et ses mutations (urbaines). Devenus des médiateurs, à l'image d'un Didier Fusillier à Lille ou d'un Jean Blaise à Nantes, les nouveaux intellectuels doivent encore faire un peu tout cela mais en y rajoutant du « festif » dans un cadre collectif susceptible de catalyser et dynamiser les énergies. Pour qu'enfin s'épanouissent cent « quartiers de la création » ? Nous serons entre-temps passés de l'État-éducateur à l'État-séducteur, et les grandes villes en particulier auront allègrement emboîté, au fil de leurs projets, le pas de ce mouvement plus général.

8. Dix ans plus tard, déjà très active autour de la réévaluation culturelle et architecturale de son centre reconstruit, Lorient accueillait le second colloque. C'est à cette occasion qu'un club s'est fondé, réunissant Brest, Saint-Nazaire, Lorient et Le Havre. Autant de ports maritimes ayant subi de plein fouet au cours des années 1980 la crise de leurs activités traditionnelles et le vieillissement prématuré de leurs centres villes reconstruits.

9 Marcel Smets, « Rapport de synthèse et réflexions », *Actes du 1<sup>er</sup> colloque international des villes reconstruites*, mairie de Brest, Brest, 1984, pp.11-15, cité par Daniel Le Couédic et alii, *Art public et projet urbain*, op. cit., p.42.

# Culture : le clivage ne passe pas entre la droite et la gauche

**RÉSUMÉ** > *Les Villes sont aujourd'hui les premiers financeurs de la culture, loin devant l'État, les Régions et les Départements. Et sur ce point, il n'existe guère de différences entre villes de droite et villes de gauche. Ce qui ne signifie pas que les considérations politiques n'interviennent pas dans les choix de politiques culturelles. Mais ces choix ne se laissent pas résumer au clivage droite-gauche.*



TEXTE > **DOMINIQUE SAGOT-DUVAUROUX**

En 1983, le maire socialiste de Grenoble, Hubert Dubedout, perd les élections à la mairie de Grenoble alors même qu'il avait conduit, durant ses mandats, une politique culturelle dynamique et reconnue. Il s'en est suivi une sorte de syndrome Dubedout, interrogeant les maires sur l'intérêt électoral à consacrer des sommes importantes au développement culturel. Les villes, et notamment les villes de gauche, allaient-elles réduire leurs dépenses culturelles faute d'enjeu électoral clair. Il n'en a rien été. Les villes sont aujourd'hui les premiers financeurs publics de la culture. Elles dépensaient en 2006, selon une étude du ministère de la Culture, 152 € par an et par habitant en moyenne, soit un peu plus de 8 % de leur budget, à comparer aux 2,7 % environ que pèsent ces mêmes dépenses dans le budget de l'État, aux 2,2 % dans celui des Départements et aux 2,5 % dans celui des Régions.

Ces chiffres moyens masquent cependant de très fortes disparités. Quels en sont alors les déterminants ? Et notamment l'orientation politique joue-t-elle un rôle dans le poids et la structure des dépenses culturelles des villes ? Dans le numéro de septembre 2011 de *Nantes Passion*, le

**DOMINIQUE SAGOT-DUVAUROUX** est professeur d'économie à l'université d'Angers. Directeur d'un laboratoire de recherche, le Granem, il coordonne au niveau régional le programme Valeurs et utilités de la culture qui regroupe des chercheurs des universités de Nantes et d'Angers ainsi que des écoles d'architecture et des Beaux-Arts de Nantes. Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'économie de la culture.





Les villes de gauche ne dépensent pas plus pour la culture que les villes de droite.

Ce qui compte avant tout, c'est la taille de la ville et sa position de ville centre.

Mais la politique culturelle des villes s'explique aussi par leur histoire. On ne peut comprendre la politique culturelle nantaise sans référence à la crise industrielle qu'a connue la ville.

magazine de la ville de Nantes, l'opposition UMP titrait son droit de parole : « Voyage à Nantes, un projet de gauche », mettant en avant une série de dérives financières et bureaucratiques du projet piloté par Jean Blaise, assimilant ainsi politique culturelle de gauche, gabegies budgétaires et fait du prince. Au-delà de l'aspect polémique de cette adresse, qui reprend la classique, mais assez dépassée, gestion laxiste de la gauche, celle-ci conduit néanmoins à s'interroger sur l'existence d'une spécificité des villes de gauche en matière culturelle.

Affirmons-le tout de suite ! Les études économétriques réalisées à travers le monde convergent pour démontrer que la variable droite / gauche affecte peu le montant des dépenses culturelles des villes<sup>1</sup>. Le ministère de la Culture français met en avant deux principaux déterminants du montant des dépenses : la situation urbaine des villes et la taille de la population.

### Les obligations des villes centres

Sur le premier point, il oppose les villes centre d'agglomération (budget moyen par habitant de 190 €), les villes périphériques (114 €) et les villes isolées (160 €). Ces résultats ne sont pas propres à la France et se retrouvent dans la plupart des études internationales sur ce sujet. Deux explications sont généralement avancées. La première tient à la corrélation entre le statut de ville centre et l'existence d'un patrimoine artistique important. L'entretien d'un musée, d'un théâtre, d'un opéra souvent, d'un conservatoire alourdit les finances de ces villes sans qu'il s'agisse véritablement d'un choix stratégique d'investir dans les activités culturelles. Cette accumulation d'équipements est renforcée par ce que Philippe Urfino appelait le « jeu du catalogue » qui consiste, pour toute métropole digne de ce nom, à disposer d'une batterie complète d'équipements culturels. Les villes périphériques, à l'opposé, ont rarement un patrimoine historique à entretenir. Elles ont donc moins de dépenses incompressibles et bénéficient d'une marge de manœuvre plus importante dans leurs choix de politiques culturelles. Les centres dramatiques créés dans les communes de la banlieue parisienne (Nanterre, Aubervilliers, Saint-Denis...) ont ainsi été les emblèmes des politiques culturelles de villes qui étaient à l'époque majoritairement communistes. Aujourd'hui, les centres d'art contemporain ont pris le relais des théâtres pour construire, en ban-

lieue, une image de modernité, comme le note Emmanuelle Lequeux dans un article publié par *Le Monde* du 27 septembre 2011.

La seconde explication relève de ce que les économistes appellent un comportement de passager clandestin. Les habitants des villes périphériques bénéficiant des équipements de la ville centre, il apparaît moins nécessaire d'y développer des activités culturelles concurrentes. Les politiques des villes périphériques peuvent alors proposer des activités complémentaires innovantes sur lesquelles elles vont asseoir leur identité.

La taille des villes renforce ces différenciations. En moyenne, plus la ville est grande, plus son budget culturel par habitant est important. Comme les villes centres d'agglomération sont généralement aussi de grandes villes, les deux phénomènes ont tendance à se renforcer. Les sept villes françaises de plus de 225 000 ha représentent à elles seules un cinquième des dépenses culturelles des villes de plus de 10 000 habitants.

### Politique culturelle et crise industrielle

Plus généralement, ces résultats témoignent de l'enracinement des politiques culturelles dans l'histoire des villes. La politique culturelle nantaise ne peut pas être comprise sans référence à la crise industrielle qu'a connue la ville dans les années 1980 et qui a induit une réflexion sur la façon dont une spécialisation culturelle pourrait sortir la ville de l'ornière. Lille, Metz, Bilbao se sont trouvés face aux mêmes défis. De ce point de vue, ces villes se différencient fortement d'autres comme Rennes ou Angers, pour lesquelles la préoccupation économique, certes existe, mais structure moins les propositions artistiques. L'accès des publics ou le soutien à la création via les institutions y jouent un rôle plus central. Ce rôle de l'histoire induit que les changements de majorité ne peuvent que modifier à la marge les grands axes des politiques culturelles passées, ce qui vient brouiller l'influence de la couleur politique.

Curieusement, en tout cas d'un point de vue statistique, la structure de la population (selon l'âge ou le niveau social par exemple) semble assez peu affecter les dépenses

1. On pourra se reporter sur ce point au récent article : « The political economy of cultural spending : evidence from Italian cities », Chiara Dalle Nogare, Matteo Maria Galizzi, *Journal of Cultural Economics*, 2011 pp.203-231

culturelles, renforçant l'hypothèse de la prédominance de politiques d'offre, parfois peu soucieuses de s'adapter aux besoins de la population. La richesse d'une ville influence cependant les dépenses culturelles. En règle générale, plus une ville est riche, plus ses dépenses culturelles par habitant sont importantes. Ainsi en Italie, les dépenses moyennes des villes du sud sont sensiblement inférieures, toutes choses égales par ailleurs, à celles des villes du nord. Cela confirme l'idée que les politiques culturelles s'apparentent à des biens de luxe au sens économique du terme, c'est-à-dire des biens dont le poids dans le budget augmente avec le niveau de richesse.

Outre le rôle joué par l'histoire dans la définition des politiques culturelles, celles-ci sont aussi, on ne le soulignera jamais assez, une histoire d'individus. Dans la plupart des villes, la politique culturelle court-circuite les administrations et se définit directement au niveau du cabinet du maire. Cette relation *intuitu personae* entre l'édile et les artistes explique notamment pourquoi l'intercommunalité a du mal à se développer dans le domaine culturel, au-delà des questions posées par la répartition des compétences dans les lois de décentralisation.

Est-ce pour autant que les considérations politiques n'interviennent pas dans les choix de politiques culturelles ? Ce serait aller un peu vite en besogne.

D'une part plusieurs études montrent l'influence des cycles électoraux dans le montant des dépenses culturelles. Une étude présentée dans l'article cité au début de ce texte montre que dans les villes italiennes, les années électorales seraient propices à la réduction des dépenses culturelles, ce qui pourrait signifier, de façon relativement inquiétante, qu'au mieux, les dépenses culturelles constituent un faible enjeu électoral, qu'au pire elles pénalisent les équipes qui s'en prévalent au moment des élections. On retrouverait ici le syndrome Dubedout...

D'autre part, si la couleur politique n'explique pas, semble-t-il, le montant des dépenses culturelles des villes, elle peut influencer des stratégies de différenciation par rapport à des villes voisines, surtout si celles-ci sont d'un autre bord politique. Dans une étude réalisée dans les années 1980 sur le Nord-Pas-de-Calais, ce critère semblait jouer un rôle déterminant. Dunkerque, alors à droite, développait une politique très axée sur l'action culturelle tandis que Calais, sa voisine, communiste, proposait une politique

d'action artistique centrée sur l'idée d'éveil de la curiosité par l'accès aux chefs-d'œuvre. Tandis que Lens (gauche) mettait l'accent sur le football, Douai (droite), juste à côté, s'appuyait sur un Centre d'action culturelle réputé.

### Deux conceptions de l'action culturelle

Enfin, dernier clivage influençant les politiques culturelles, l'opposition entre les partisans d'une politique planificatrice structurant les propositions artistiques et les partisans d'une stratégie consistant prioritairement à relayer les initiatives décentralisées. Ce clivage se retrouve à droite comme à gauche où d'ailleurs, il est un des critères de différenciation entre les « deux gauches », la jacobine et la girondine. Il recoupe assez largement une autre opposition entre action culturelle, portée par le réseau associatif et action artistique, portée par les institutions. La politique culturelle de l'État inspirée de Malraux et qui n'a pas fondamentalement changé depuis, notamment sous l'ère Lang, consiste prioritairement à faire en sorte que, sur tout le territoire français, il existe des institutions défendant l'excellence artistique sur le modèle du « choc électif » pour reprendre l'expression d'Urfalino. Beaucoup de villes, de gauche comme de droite, ont relayé, au niveau local cette stratégie centrée sur les lieux labellisés (scènes nationales, FRAC, musées) chargés de « démocratiser la culture ».

Dénonçant les excès de cette politique de l'offre, d'autres collectivités ont davantage mis en avant le concept de « démocratie culturelle », fondée sur le soutien à des projets émanant de la société civile (artistes, médiateurs, amateurs...), privilégiant la multiplication des expériences et l'implication des populations dans le développement de la curiosité culturelle. Si ces politiques s'inspirent de l'économie sociale et solidaire et à ce titre, sont plus facilement portées par la gauche (elles ont d'ailleurs été promues nationalement par le communiste Michel Dufour, lorsqu'il était secrétaire d'État au Patrimoine et à la Décentralisation), il existe de trop nombreuses exceptions pour en faire un critère d'opposition solide. Et force est de constater qu'à gauche, dans les faits, cette orientation est loin de faire l'unanimité, tant il semble difficile de partager, pour les édiles, le pouvoir de choisir et de légitimer.

Plus une ville est riche plus ses dépenses culturelles par habitant sont importantes.

En matière de politique culturelle, le clivage passe aussi au sein de la gauche, entre tenants d'une action culturelle portée par les associations et partisans d'une action artistique portée par les institutions.



# Entre les socialistes et les Verts l'union est un combat

**RÉSUMÉ** > *Des cultures et des projets différents ont rendu difficiles les relations entre les socialistes et les Verts, devenus la deuxième force de gauche. Selon les villes, les scénarios diffèrent : alliances durables ou ruptures éclatantes. Cela dit, les thèmes chers aux écologistes occupent une place croissante dans les pratiques et les discours municipaux. Mais cela ne permet pas de pronostiquer l'avenir de la relation entre ces associés rivaux que sont voués à demeurer les deux partenaires.*



TEXTE > **GOULVEN BOUDIC**

GOULVEN BOUDIC enseigne la science politique à l'université de Nantes. Il est membre du comité de rédaction de *Place publique* Nantes/Saint-Nazaire.

Dans l'Ouest, comme nationalement, l'écologie politique est aujourd'hui la deuxième force politique à gauche. On peut débattre interminablement de la date exacte de ce basculement, qui signe l'épuisement du cycle d'Épinay, ouvert par la prise de pouvoir de François Mitterrand au sein du Parti socialiste (1971), et par le déploiement d'une stratégie d'union de la gauche, concrétisée par la signature du Programme commun (1972), qui privilégie l'alliance avec le Parti communiste. Estimons que les années 1990 sont le moment clé d'une impulsion dont notre époque prolonge le mouvement : progrès électoraux des Verts aux municipales de 1989 puis aux régionales de 1992 ; participation aux Assises de la transformation sociale (1993) qui accompagne et traduit la victoire au sein des Verts des partisans de l'inscription à gauche, contre les partisans d'Antoine Waechter et d'une écologie indépendante ; signature d'une déclaration commune avec le Parti socialiste dans la perspective des législatives de 1998 qui se dérouleront de

manière anticipée en 1997; candidatures communes et circonscriptions réservées qui permettent la désignation de huit députés écologistes; entrées au gouvernement de Dominique Voynet, puis de Guy Hascoët et Yves Cochet, etc.

Dès lors, s'interroger sur les villes de gauche dans le Grand Ouest depuis 1977 offre un intérêt pour trois raisons. D'abord, le Grand Ouest est l'un des terrains de développement d'un socialisme municipal en pleine expansion. En second lieu, le Grand Ouest est aussi l'une des zones de force de l'écologie politique. Enfin, la faiblesse historique de l'implantation communiste dans le Grand Ouest laisse le champ libre à des alliances privilégiées entre socialistes et Verts. Tout cela fait du Grand Ouest un terrain idéal pour observer la relation entre socialistes et écologistes.

Mais ce terrain d'enquête est déroutant. Il y a dans l'Ouest des situations contrastées d'une ville à l'autre. Les agendas et les évolutions locales se déploient certes sur un fond de progression constante de la gauche. Mais les réponses apportées à l'échelle des municipalités, tant du côté socialiste que du côté écologiste, du point de vue des alliances électorales, des gouvernements municipaux ou des politiques municipales, rendent toute appréciation générale délicate.

### En 1977, des écologistes inexistantes

Au moment des conquêtes de 1977, les écologistes sont encore quasiment inexistantes. La candidature de René Dumont, premier acte d'affirmation électorale de l'écologie politique, ne date que de 1974 et l'organisation d'un mouvement écologiste peine à se concrétiser. Les années 1970 sont pourtant des années clés pour le développement futur de l'écologie politique. Ses futurs cadres y fourbisent leurs premières armes. Dans le contexte d'une crise à la fois économique et énergétique, ces années-là sont marquées par une inquiétude généralisée à l'égard de la notion même de progrès. Rappelons la succession de marées noires qui affectent les côtes bretonnes ainsi que les projets d'implantation de centrales nucléaires à Plogoff, mais aussi au Pellerin, près de Nantes. Des associations se créent et contribuent à la formation de militants qui y acquièrent convictions et méthodes communes, au fondement même de leurs engagements futurs: Bretagne Vivante, Eaux et rivières de Bretagne, la Ligue de protection des oiseaux...

Le passage au politique n'est toutefois pas immédiat.

Les pollutions pétrolières comme les projets d'implantation de centrales nucléaires suscitent à cette époque de nombreuses mobilisations dans lesquelles les militants anti-nucléaires savent pouvoir compter sur la présence, à leurs côtés voire à leur tête, d'une nouvelle génération d'élus socialistes, qui sait jouer, en Bretagne en tout cas, sur la corde d'un régionalisme revivifié. C'est d'ailleurs à l'un d'entre eux, fraîchement nommé ministre, Louis Le Penec, et non au ministre chargé de l'Énergie, qu'il revient d'annoncer l'abandon du projet de Plogoff, le 25 mai 1981, à l'issue du premier conseil des ministres présidé par François Mitterrand. Rapidement toutefois, le nucléaire deviendra un motif de discord, les anti-nucléaires, reprochant aux socialistes de se satisfaire du coup d'arrêt donné à de nouvelles implantations, sans comprendre que la dynamique même de la protestation anti-nucléaire allait bien au-delà, jusqu'à la remise en cause du nucléaire lui-même.

Il faut donc attendre la fin des années 1980 pour voir se structurer progressivement les premiers cadres d'une organisation politique écologiste. La progression des écologistes ne doit pourtant pas être considérée de manière globale. La question posée par l'insertion des écologistes dans les majorités municipales de gauche ne peut être seulement analysée comme la traduction automatique de leur montée en puissance car celle-ci trouve aussi son explication dans les systèmes politiques locaux dont ils deviennent ou prétendent devenir des acteurs. Pour le dire autrement, la progression électorale doit être aussi considérée non pas comme la cause, mais plutôt comme la conséquence des combats menés localement. Progressivement additionnés, ils contribuent à transformer à la fois les écologistes et les gauches municipales, largement dominées par les socialistes.

### Une culture politique déroutante pour les socialistes

Ce point de vue est indispensable pour mieux comprendre la diversité des situations locales. Il faut d'abord souligner que l'autonomie du local est une donnée forte de l'identité écologiste. D'où des incompréhensions avec les socialistes, plus habitués à partager avec leurs partenaires communistes des formes d'organisation qui laissent plus de place (pour le PCF, c'est un euphémisme) à l'échelon national et à une organisation équilibrée des

Le Grand Ouest est un terrain idéal pour observer la relation entre socialistes et écologistes.

Il faut attendre la fin des années 1980 pour voir se structurer les premiers cadres d'une organisation politique écologiste.







compensations. Pas de place ici pour des accords nationaux, mais un rapport et une relation purement locale, au risque même parfois de la personnalisation extrême d'une relation entre le maire et celui qui fait figure de leader local de l'écologie.

Or, second élément, les écologistes privilégient alors une conception radicale et parfois déroutante de la démocratie militante. Le leadership local écologiste est toujours exposé à une remise en cause à laquelle les leaders socialistes échappent du fait de leur mainmise traditionnelle sur les ressources partisans – le maire bénéficiant au minimum de la neutralité de l'appareil militant, quand il ne le contrôle pas plus ou moins directement. D'autres pratiques, comme celle du « tourniquet » qui consiste à abandonner un mandat en cours de route pour organiser une rotation des responsabilités entre tous, rendent fragiles la structuration même d'élites locales écologistes et déroutent des élus socialistes engagés dans un mouvement de professionnalisation qui s'appuie sur le cumul des mandats.

Troisième et dernier élément : quels que soient les militantismes communs entre socialistes et certains écologistes, dans une référence commune toujours possible à l'esprit de Mai 68 ou à l'esprit de 1977, les écologistes ont longtemps prétendu être les porteurs d'une idéologie propre. Ils prônent le dépassement de la société industrielle, capitaliste-libérale, mais aussi du socialisme, en tant qu'il partage avec cette dernière l'illusion du progrès économique et de la croissance infinie. Ce positionnement critique se manifeste à Rennes, dans les années 1990, avec le dossier du VAL, et plus récemment, à Nantes avec le dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Dans ces deux cas, d'autres aspects sont aussi en jeu : la qualité démocratique de la décision, et, plus largement encore, la soumission des élites municipales socialistes à l'impératif de la compétitivité internationale des territoires qui viennent, selon les contestataires écologistes, justifier ces grands projets<sup>1</sup>. Les élites municipales socialistes seraient plus soucieuses désormais, si l'on en croit ces critiques, de la reconnaissance de leurs villes dans une compétition métropolitaine accrue, que du bien-être des populations locales dont certaines catégories, les plus exposées et les plus fragiles, apparaissent, pour reprendre les mots du politologue Gilles Pinson, comme les « grandes perdantes » de cette reformulation des objectifs des politiques municipales.

On conçoit aisément que ces différences puissent me-

nacer la qualité de la relation avec les socialistes. Le paradoxe se noue : le moment même du surgissement des écologistes sur les scènes municipales est aussi le moment où la critique des socialistes est la plus prononcée. Soit que les écologistes se placent dans un « au-delà » du clivage gauche-droite qui les rend suspects aux yeux des socialistes, soit, pire encore, qu'ils construisent leur positionnement politique sur un rappel des fondamentaux idéologiques, présentés comme autant de signes de la fidélité à un esprit que les socialistes auraient trahi au niveau local comme au niveau national.

Tensions internes à un mouvement qui peine à se structurer, instabilité quasi-génétique de l'organisation et des leaderships, stratégies variables et souvent déconnectées des logiques ou des cadres nationaux, difficulté à se situer au regard de l'exercice du pouvoir, rapport critique aux socialistes en général et au socialisme municipal en particulier : pour toutes ces raisons, on comprend la méfiance initiale des élites municipales socialistes, leur réticence à accorder une quelconque confiance à un partenaire aussi incontrôlable.

### Le scénario rennais

On l'a vérifié à Rennes. Dès le début des années 1980 naît la tension entre Edmond Hervé et Yves Cochet, à l'occasion d'un vif échange entre le maire, alors ministre délégué à l'Industrie, en charge des questions énergétiques, et Yves Cochet, intervenant, lui, en tant que responsable d'un mouvement anti-nucléaire. Ce dernier ne se lassera plus dès lors de critiquer un responsable déraisonnablement acquis, de son point de vue, à l'idée du progrès scientifique, mais aussi coupable à ses yeux de cumuler responsabilités ministérielles et municipales. Signe toutefois d'un paradoxe qu'explique l'autonomie du local chez les écologistes, et au risque d'une forme

1. Il existe toutefois une différence essentielle entre ces deux dossiers : dans celui du VAL, les écologistes se retrouvent objectivement alliés d'une droite municipale, qui fait de la lutte contre le VAL l'instrument d'une éventuelle reconquête municipale. Dans le cas de l'aéroport, l'implication du gouvernement de François Fillon dans les décisions récentes les plus importantes neutralise l'instrumentalisation de ce dossier par la droite municipale nantaise, mais aussi régionale. Alors même que la position des écologistes rennais sur le VAL venait alimenter les crispations déjà très fortes entre Edmond Hervé et Yves Cochet, on note dès lors une plus grande facilité à gérer entre écologistes et socialistes nantais le conflit autour du projet aéroportuaire. Cette situation pourrait ne pas durer, même si c'est, plutôt que de la droite, d'une forme de radicalisation locale des oppositions, que vient désormais le piège pour les écologistes, à qui ces militants radicaux reprochent de jouer le jeu d'un conflit négocié.

Les écologistes ont longtemps privilégié une conception radicale et parfois déroutante de la démocratie militante.

Quels que soient les militantismes communs entre socialistes et écologistes, ces derniers reprochent aux premiers d'être victimes de l'illusion du progrès économique et de la croissance infinie.

de schizophrénie, Yves Cochet, qui est à Rennes durant le mandat 1989-1995, l'un des principaux opposants d'Edmond Hervé, est aussi au plan national l'un des écologistes les plus rapidement convaincus de la nécessité d'une alliance avec les socialistes.

D'ailleurs, après des élections municipales décevantes en 1995, où les Verts recueillent à Rennes moins de 10 % des voix, Yves Cochet abandonne le terrain rennais pour briguer, avec succès, une circonscription, avec le soutien du Parti socialiste, dans le Val d'Oise, avant d'être réélu, mais à Paris cette fois, toujours dans le cadre d'un accord avec le Parti socialiste. Ce départ ne suffit toutefois pas à normaliser les relations difficiles des Verts avec le Parti socialiste. Tout au long des années 1990, les socialistes rennais tentent de faire émerger un partenaire écologiste « socialo-compatible », en jouant sur la diversité des organisations se revendiquant de l'écologie politique. Quelques personnalités, proches de la mouvance qui s'est constituée en 1988 autour de Pierre Juquin, sur les décombres du PSU et des rénovateurs communistes (comme Jacques Rolland), ou encore proches, comme Pascale Loget ou Dominique Boullier, de l'organisation de Brice Lalonde, Génération écologie, un temps concurrente des Verts, incarnent cette stratégie, et revendiquent d'être porte-parole de l'écologie dans la municipalité d'Edmond Hervé.

À l'heure gouvernementale de la « gauche plurielle », la relation semble toutefois s'apaiser lors des élections municipales de 2001. Un accord est pour la première fois noué, qui débouche sur l'association des écologistes, toutes provenances confondues, au gouvernement municipal. Nicole Kiil-Nielsen, qui prend la succession d'Yves Cochet, devient ainsi adjointe d'Edmond Hervé. Mais cette situation n'est que provisoire : les élections municipales de 2008 ont l'occasion d'une nouvelle crispation, liée aux divisions internes des Verts. Nicole Kiil-Nielsen prend la tête d'une liste autonome, alors que d'autres écologistes, désormais regroupés, avec Pascale Loget, sous l'étiquette Rennes Métropole Écologie rejoignent la liste de Daniel Delaveau, puis intègrent son équipe municipale<sup>2</sup>. Le pari de l'autonomie a échoué : passés sous le seuil qui leur aurait permis de nouer une alliance de second tour, les Verts ne sont plus représentés au conseil municipal. Signe de l'intensité de la tension, ils ne donnent pas non plus de consignes de vote pour le second tour. L'impact de cette stratégie locale risquée est durable. Le succès des Verts aux élections eu-

ropéennes de 2009, où ils supplantent les socialistes, les conforte, malgré l'échec de 2008, dans la tentation de l'autonomie. Prisonniers volontaires de la stratégie qui oblige à se compter épisodiquement pour mieux peser face au Parti socialiste, ils reconduisent le choix d'une liste propre au premier tour des élections régionales de 2010. Considérés comme trop gourmands par Jean-Yves Le Drian, qui revendique par ailleurs d'avoir déjà des écologistes sur sa propre liste, les Verts, menés par l'ancien secrétaire d'État de Lionel Jospin, Guy Hascoët, s'exposent au refus du président de Région sortant de négocier entre les deux tours. Mais, à la différence des municipales, ils franchissent le seuil qui leur permet de se maintenir et obtiennent même de siéger au Conseil régional de Bretagne<sup>3</sup>.

En revanche, à Brest et Quimper, par exemple, malgré des tensions épisodiques, des accords sont plus souvent noués dès le premier tour et débouchent sur la désignation d'adjoints écologistes, dans un cadre nettement plus apaisé.

### Un modèle nantais ?

À côté du « modèle » rennais, peut-on parler de modèle nantais ? Il ne s'agit pas d'opposer artificiellement les deux métropoles régionales en suggérant la supériorité d'un scénario sur un autre. Il ne faut surtout pas oublier un point absolument décisif : les thèmes traditionnellement portés par les écologistes occupent une place de plus en plus importante tant dans les politiques publiques que dans les rhétoriques municipales. Et cela que les Verts soient, comme à Nantes, Brest ou Quimper, durablement associés au gouvernement municipal, dans le cadre d'alliances nouées dès le premier tour, ou qu'ils soient, comme à Rennes, minoritaires ou absents du conseil municipal. Récupération des thèmes chers aux écologistes par des élites socialistes soucieuses de retarder ou de contrecarrer la progression de l'intrus ? Ou bien partage des rôles, sur un modèle proche de celui de Lionel Jospin dans le cadre de la gauche plurielle ? Force est de constater que le vo-

À Rennes, les écologistes qui ont tenté le pari de l'autonomie ont échoué : ils ne figurent pas dans la municipalité.

Mais que les écologistes soient ou non associés au pouvoir local, leurs thèmes de prédilection jouent un rôle de plus en plus important dans les politiques publiques.

2. Confirmation de la complexité : Rennes Métropole Écologie affiche son affiliation à Europe écologie, formation issue de la mutation des Verts en 2009-2010.

3. Cette décision de Jean-Yves Le Drian suggère toutefois une évolution du côté du Parti socialiste, dans la mesure où Jean-Yves Le Drian s'est délibérément affranchi des accords nationaux, s'exposant ainsi en définitive, à un reproche similaire à celui autrefois adressé par les socialistes aux écologistes : celui de ne pas respecter les consignes nationales. D'aucuns y verront également le résultat de la montée en puissance de « barons locaux », susceptibles d'écarter à leur convenance les consignes de leur propre formation.





À Nantes, les socialistes n'ont pas été avares de « preuves d'amour » envers les écologistes, aussi bien aux sénatoriales qu'aux législatives.

cabulaire de l'écologie est devenu un lieu commun de l'action municipale. De la question de l'habitat durable, à la question du traitement des déchets, de l'idéal d'une démocratie locale enrichie par la participation des habitants, à la question des transports en commun, du thème des éco-quartiers au sort des populations étrangères: il n'est plus guère de secteurs de l'action municipale qui échappent à un air du temps dont les Verts sont les acteurs en même temps que les révélateurs.

La différence entre la situation rennaise et la situation nantaise réside peut-être dans cette originalité qu'à Nantes, les conflits ont été externalisés dans d'autres campagnes locales que les campagnes municipales. Et puis chacun des partenaires du gouvernement municipal semble avoir intériorisé les limites à ne pas franchir. Ou, pour dire la même chose, à la fois plus poétiquement et plus prosaïquement: l'accord électoral qui a permis à François de Ruyg, ancien adjoint de Jean-Marc Ayrault, d'accéder à la députation, comme celui qui vient de conduire Ronan Dantec, lui aussi présent au conseil municipal nantais depuis 2001, à siéger au Sénat, confirment qu'en politique aussi, les preuves d'amour sont importantes. De tels accords contribuent à lier durablement ceux qui les nouent, et à reléguer les moments inévitables de tension au rang d'épiphénomènes.

Cela dit, quelle que soit l'option retenue, les élites municipales socialistes s'exposent à un risque, lié à l'obligation et à l'envie qu'ont les Verts de trouver régulièrement un moyen d'estimer leur poids électoral, afin éventuellement de renforcer le niveau de leurs exigences. Faut-il se présenter séparément au premier tour, quitte à afficher la perspective d'un accord d'entre-deux-tours qui peut s'avérer risqué? Faut-il aller concurremment à toutes les élections ou bien choisir un moment électoral bien identifié? Et si oui lequel? Ou bien faut-il continuer à combiner pour toutes les élections une géométrie variable, mêlant alliance, concurrence ou circonscriptions réservées? À Rennes, les municipales ont pu être utilisées de la sorte, au risque pour les Verts de sortir du jeu, alors qu'à Nantes et en Loire-Atlantique, ce sont plutôt les autres élections locales (notamment les élections régionales, mais surtout les dernières élections cantonales, où aucun accord n'était affiché, ni pour le premier ni pour le second tour), qui jouent ce rôle, sans trop affecter, pour le moment, les situations municipales.

## Le destin d'une relation

Et demain? Il existe un risque pour les socialistes: reprises à leur compte ou sous-traitées, les thématiques écologistes se trouvent, par là même, crédibilisées. Or, et toutes les enquêtes l'attestent, les Verts, sous la nouvelle appellation d'Europe-Ecologie, bénéficient d'une très forte identification à ces thématiques. La remarque vaut d'ailleurs aussi bien pour la droite, qui, en l'espace d'un mandat présidentiel, est passée de la tentation de la séduction par récupération à la re-désignation des écologistes comme adversaires. L'impression de travailler en définitive pour les Verts qui, quelle que soit la stratégie choisie, apparaissent comme les bénéficiaires de la relation, pèse évidemment sur l'avenir de l'union.

Ce sentiment est à l'origine de crispations récentes comme celles ressenties au moment des cantonales, où des candidats verts ont refusé de s'effacer au profit du candidat socialiste arrivé en tête. Il risque de constituer un obstacle sérieux lorsqu'il s'agira de négocier un accord pour les législatives. Ce test constituera une épreuve de vérité pour le « modèle » nantais. Pour le moment, la concurrence partiellement réglée n'a pas découragé ni détourné les électeurs, mais peut-être les règles du jeu doivent-elles faire l'objet d'une définition plus précise. À défaut d'un rapprochement partisan sous la forme d'une fédération de partis dotée d'une charte commune, la question pourrait donner lieu à l'apparition d'un tiers, sous la forme d'un « comité des sages » chargé de pacifier et de faciliter la conclusion d'une éventuelle négociation. La création, dans le cadre des primaires citoyennes, d'une Haute autorité pourrait en fournir un modèle.

Enfin, on ne saurait oublier que de nouveaux points de conflit peuvent apparaître dans les gestions municipales. La question de la gestion de l'eau, épineuse à Quimper ou à Rennes, où les délégations à des opérateurs privés ont été, ces derniers mois, vigoureusement remises en cause par les écologistes, partisans d'une re-municipalisation sous la forme de la régie, constituera l'un des dossiers dont les Verts useront pour continuer à asseoir leur originalité. Autant que la question triviale de la répartition des mandats, cette question éminemment politique sera l'un des tests et l'un des étalons de la qualité future de la relation entre ces associés rivaux que sont voués à être, pour quelque temps encore, les Verts et les socialistes.

Verts et socialistes sont voués pour longtemps à être des associés rivaux.

# De « changer la ville » aux villes « attractives »

**RÉSUMÉ** > Dans les années 1970, le nouveau Parti socialiste redécouvre le local comme lieu de contre-pouvoir : changer la ville, changer la vie. C'est la toile de fond de sa victoire aux municipales de 1977. Mais, dès 1983, alors qu'il a pris le pouvoir nationalement, il tend à gommer les caractères les plus distinctifs d'une gestion municipale de gauche. Malgré des velléités de repolitisation, cette tendance s'est globalement confirmée depuis, en raison notamment de la concurrence croissante entre les territoires et de la volonté de rendre les villes « attractives ». Si bien que les socialistes ont gagné en légitimité gestionnaire ce qu'ils ont perdu en capacité à produire une nouvelle utopie urbaine...



TEXTE > **RÉMI LEFEBVRE**

La politisation des élections locales a toujours été le fait des partis classés à gauche tandis que l'apolitisme est traditionnellement défendu par les élus locaux classés à droite. Si l'on parle de « communisme municipal » ou de « socialisme municipal », il n'y a pas d'équivalent à droite où un pragmatisme non partisan est de mise. Ce sont les partis de gauche qui ont ainsi assigné un sens politique à l'action locale. Ils ont d'autant plus politisé leurs gestions locales qu'ils ont longtemps été exclus des arènes du pouvoir central. Les communes constituent ainsi des bases politiques de premier plan, vitrines ou préfigurations de transformations plus profondes. Cette politisation, cyclique et d'intensité variable selon les périodes, s'est néanmoins toujours heurtée à la prégnance d'une définition apolitique et consensuelle du rôle de maire en France. Dans l'exercice de son mandat, le maire, endossant le rôle du « père de famille » bienveillant, acquiert et fait valoir une compétence qui naturalise sa lé-

RÉMI LEFEBVRE est professeur de science politique à l'université de Lille 2, chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales. Dernier livre paru : *Les primaires socialistes : la fin du parti militant*, Liber. Il a signé dans *Place publique Nantes/Saint-Nazaire* n° 24 « Comment le Parti socialiste est devenu le parti des mairies ».





gitimité et dépolitise le registre de résolution des problèmes soumis à la municipalité. En s'imposant comme le médiateur vers lequel convergent toutes les demandes et les attentes, l'élu s'impose au parti. Une forte implantation locale induit donc pour les partis politiques des risques de notabilisation.

Depuis les années 1970, le discours du Parti socialiste sur les questions locales a subi de profondes transformations qui ne sont pas sans lien avec son accession au statut de parti de gouvernement. Parti d'opposition en pleine rénovation dans les années 1970, le PS s'appuie sur ses bases locales et y mobilise un discours de transformation sociale. Les élections municipales sont conçues comme une étape importante dans le processus de conquête du pouvoir national. La question locale, fortement travaillée idéologiquement, est alors centrale : dans un contexte où les classes moyennes salariées urbaines deviennent un groupe social central, changer la vie revient à « changer la ville »<sup>1</sup>. Démocratie participative, autogestion urbaine, amélioration du cadre de vie urbain deviennent des marqueurs partisans de l'action locale. Après la grande victoire aux municipales de 1977 et surtout la conquête du pouvoir en 1981, le PS tend à dissocier le local du national et à « dégouvernementaliser » les politiques municipales. La logique des élections « intermédiaires », peu favorables aux gouvernements en place, pousse les partis au pouvoir à dépolitiser leurs campagnes locales. Plus structurellement, malgré les nouvelles marges de manœuvre offertes par la décentralisation, une relative standardisation des politiques locales s'affirme autour de nouveaux référents modernistes (développement local, management public, attractivité du territoire, gouvernance...). Devenu premier parti d'élus locaux, comme la victoire aux élections sénatoriales de septembre 2011 en témoigne, le PS n'appuie plus son action locale sur une doctrine politiquement discriminante.

### Le local comme lieu de contre-pouvoir

À partir du début des années 1970, le PS change d'attitude à l'égard de la politique locale : loin des positions de repli des années 1950 et 1960 dans le contexte du déclin de la SFIO, les municipalités redeviennent des bases d'opération politique dans les années 1970. La question locale et surtout municipale est à nouveau débattue et politisée. La compromission électoraliste sous la SFIO

d'élus « trop soucieux de conserver au parti un pouvoir municipal vidé de son contenu réel par une pratique trop apolitique » est mise en cause<sup>2</sup>.

Le discours municipal socialiste renoue avec la politisation et le volontarisme de la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le local est à nouveau conçu comme un lieu de contre-pouvoir et de revendication mais aussi d'innovation et d'expérimentation sociales. La capacité d'agir et le pouvoir de transformer le monde social au niveau municipal sont affirmés. On ne peut justifier d'occuper un pouvoir si l'on se refuse à le considérer comme un instrument de transformation sociale : tel est le nouveau credo socialiste. Avec ses municipalités, le « socialisme » est à nouveau « en marche » et ce cheminement est doté d'un sens renouvelé. La question locale est prise de front et reliée à la doctrine générale du parti. Le « local » est à la fois conçu comme un lieu politique en soi (dans le sens où peut s'y produire une cohérence politique globale) et n'ayant de signification qu'inscrit dans une perspective politique plus large (la transformation des rapports de production) : « *Tout se tient* : la conquête du pouvoir politique national, la mise sur pied d'une nouvelle organisation économique et le développement d'un mouvement, qui, dans la commune comme dans l'entreprise, transforme profondément les structures et les relations sociales<sup>3</sup> ».

La dimension politique de l'action municipale est réaffirmée. *L'apolitisme est dénoncé comme « le piège grossier de la droite » dans lequel le socialisme ne doit plus se laisser prendre*. Les collectivités locales ne sauraient être enfermées dans des fonctions purement administratives et techniques. C'est que la gestion des services municipaux n'est pas politiquement neutre. Il y a « une façon de droite » (au service des intérêts de la classe dominante) et « de gauche » (au service du plus grand nombre et des plus démunis) de les gérer. Certes la tutelle préfectorale restreint les potentialités du cadre communal et bloque initiatives et responsabilités. Mais les limites du cadre communal ne sauraient justifier l'inaction. Il s'agit d'engager

Parti d'opposition en pleine rénovation dans les années 1970, le PS s'appuie sur ses bases locales. Les élections municipales sont conçues comme une étape importante dans le processus de conquête du pouvoir national.

Dès lors le local est à nouveau conçu comme un lieu de contre-pouvoir et de revendication, mais aussi d'innovation et d'expérimentation sociale.

1. Michel Philipponeau (M.), *Changer la vie, changer la ville, Rennes 1977*, La Baule, Breizh Éditions, 1977.

2. « Élections municipales. Préparation à la prise de responsabilités », 1976, p. 10 (archives de l'Office universitaire de recherche socialiste).

3. *Citoyens dans sa commune* (programme de 1977).

à partir des communes la lutte contre l'État centralisateur et bureaucratique et de diffuser le message socialiste et crédibiliser son projet. L'action municipale a une valeur propédeutique : elle doit montrer le chemin dans lequel les socialistes veulent engager la France. Dans la mesure du possible, les municipalités ne doivent pas laisser jouer de manière exclusive la logique de l'initiative privée et du profit. Il s'agit au niveau communal d'ouvrir la voie à une société autogérée. Le thème de *l'autogestion communale* apparaît en 1974<sup>4</sup>. Mais si l'autogestion constitue « le mot de passe » des années 1970<sup>5</sup>, sa spécification idéologique reste confuse.

Cette modification du cadre idéologique à travers lequel la question locale et urbaine est pensée s'accompagne d'une inflexion très nette des pratiques organisationnelles. Le contrôle des élus devient plus serré. Le maire est défini comme le mandataire de son parti avant d'être le représentant de ses électeurs. Les stages d'élus visent « à donner à chaque élu *les moyens d'un comportement socialiste* et cela malgré les contraintes quotidiennes des faits et des règlements municipaux » et à « diffuser un faisceau de propositions politiques et pratiques *pour que chaque geste de chaque militant socialiste, quelle que soit sa place, reflète et engage bien le socialisme tout entier* »<sup>6</sup>. Sur le plan électoral enfin, le changement se traduit par le renversement des alliances et l'abandon de la formule de « Troisième Force ». L'union de la gauche se généralise en 1977. Elle permet de solder symboliquement le passé, d'abjurer les alliances de Troisième Force du passé<sup>7</sup>.

Le programme municipal de 1977, le plus long de l'histoire du socialisme, décline à partir de ce cadre une plate-forme électorale originale. Il met en avant des thématiques souvent nouvelles : démocratie locale, développement économique, urbanisme...

### Le programme municipal de 1977

Le texte reprend des thèmes anciens : revendications de l'autonomie locale<sup>8</sup>, politiques sociales... Mais une signification politique nouvelle est assignée à la traditionnelle politique d'équipement municipale. Les équipements collectifs doivent être un élément de justice sociale et un moyen de compenser les inégalités sociales et d'opérer une politique de transferts sociaux au bénéfice des catégories sociales défavorisées. Surtout de nouveaux domaines d'action apparaissent. Outre la culture et la formation, l'action économique, le cadre de vie et la démocratie locale occupent une place de choix. Les municipalités socialistes sont invitées à s'impliquer dans l'action économique par la création de zones industrielles et la mise sur pied d'incitations aux entreprises nouvelles. « Nous souhaitons une réforme donnant aux communes elles-mêmes la possibilité d'intervenir dans la vie économique jusqu'au niveau de l'entreprise. Ces interventions auraient pour but soit de suppléer les défaillances de l'initiative privée, soit de créer des entreprises pilotes ou servant de référence dans certains domaines d'activités, soit, enfin, d'intervenir dans le domaine de l'emploi et des conditions de l'emploi dans une localité ou une région »<sup>9</sup>.

Le cadre de vie, nouvelle utopie urbaine, est présenté comme une priorité. Il s'agit de « créer un cadre de vie où chacun pourra satisfaire ses besoins individuels ou collectifs »<sup>10</sup>. « Le droit à la ville » et à la beauté urbaine, même pour les communes pauvres, est affirmé. L'anarchie urbaine est présentée comme le résultat du « désordre capitaliste », la ville étant la proie du profit et un objet désormais intégré au « circuit capitaliste ». L'urbanisme est conçu comme une question pleinement « politique ». Il doit se donner pour objectif de lutter contre les inégalités (au niveau du logement, des équipements, de l'aménagement). Les plans d'occupation des sols et les permis de construire sont conçus comme des actes politiques à part entière. L'urbanisme doit par ailleurs impliquer la population. Les socialistes proposent en ce sens la mise en place d'ateliers publics d'urbanisme et d'architecture dans lesquels une équipe pluridisciplinaire traite des problèmes et conduit avec les élus une discussion démocratique auprès de la population.

Mais la principale nouveauté touche la démocratie locale. *Il s'agit de subvertir les cadres du modèle classique de « la démocratie formelle »*. L'objectif est de ne plus figer la démocratie locale « dans une série de procédures administratives ou de cérémonies officielles »<sup>11</sup>. La démocratie doit être un processus continu et non tenir en une interpellation occasionnelle du corps électoral. Les citoyens doivent être systématiquement informés, impliqués, écoutés. Le programme appelle la mise en place d'une démocratie « réelle et permanente » qui suppose un souci d'information constant, le développement du goût de la concertation, du dialogue et de la participation. En s'étendant à tous les aspects de la vie municipale, elle peut permettre d'aboutir, dans certains domaines, en favorisant la prise de responsabilités collectives, à l'autogestion des équipements et des services par les utilisateurs eux-mêmes.

8. La centralisation est analysée de manière nouvelle comme un système d'organisation du pouvoir politique qui a assuré en France la maîtrise du développement social par le « grand capital » grâce à la domination de l'appareil d'État sur l'ensemble du corps social. Les socialistes sont favorables à une réelle autonomie des communes.

9. *Citoyen dans sa commune. Propositions municipales socialistes*, op. cit., p. 11.

10. *Ibid.*, p. 65.

11. *Citoyen dans sa commune. Propositions municipales socialistes*, op. cit., p. 32.

4. Voir *Communes de France*, 136, 1974.

5. Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000, p. 386.

6. *Communes de France*, 139, 1975.

7. Denis Lacorne, *Les notables rouges*, Paris, PNFSP, 1980.



### Rocardiens contre chevènementistes

La réflexion municipale est dynamisée par la lutte des courants qui contribue, plus généralement, au bouillonnement doctrinal du parti. Une ligne de clivage se constitue sur la question municipale. La démocratie et l'autogestion locales constituent les référents identitaires de « la deuxième gauche » rocardienne qui donne au socialisme des accents girondins et réactive la filiation proudhonnienne et possibiliste du socialisme. La revue rocardienne *Faire* consacre près d'un tiers de sa surface éditoriale aux questions locales. Elle entreprend une réflexion soutenue sur « le local », analysé à la fois comme un lieu d'inertie favorisant la reproduction des rapports sociaux et une expérience porteuse de nouveaux rapports sociaux. Le concept central qui donne sens à l'expérience municipale est celui d'« expérimentation sociale », développé notamment par Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret<sup>12</sup>. Le changement social ne peut être que central : telle est l'erreur fondamentale du socialisme, selon les auteurs. La stratégie de l'expérimentation sociale, construite sur des bases locales, bouscule les catégories de l'utopie, de la réforme et de la révolution dans la mesure où elle s'enracine dans d'autres représentations du temps et de l'espace.

Le CERES autour de Jean-Pierre Chevènement développe quant à lui une conception du changement social centrée sur l'État et dénonce, sur un mode très néo-guesdiste, les illusions mortifères du socialisme municipal. L'autogestion communale est une illusion. Les comités de quartier ne participent pas effectivement à la stratégie du « front de classes » mais sont prioritairement utilisés par « les petits-bourgeois » pour appuyer leurs ambitions politiques locales<sup>13</sup>. Le concours de l'action municipale à la transformation sociale n'est pas nié mais fortement relativisé. Le risque est permanent que l'action locale « émette les forces de combat, anesthésie les volontés et retarde ainsi la réalisation de l'objectif dont il voudrait cependant se rapprocher. [...] Clochemerle ou la lutte des classes c'est bien ainsi que le problème est posé »<sup>14</sup>.

Comment analyser cette rupture ? Elle relève de logiques multiples. Elle constitue à l'évidence un élément d'une stratégie de changement partisan et s'inscrit dans le cadre d'un projet de conquête ascendante du pouvoir – des « bases » municipales jusqu'à son sommet présiden-

tiel. Le Parti socialiste a perdu tout crédit politique et idéologique au début des années 1970 lorsque François Mitterrand en prend la tête. Le premier secrétaire s'emploie, après le congrès d'Épinay, à restaurer l'image du parti ternie par le long règne de Guy Mollet. Le « notable SFIO », érigé en figure repoussoir, constitue l'un des référents négatifs auxquels s'adosse l'entreprise de refondation du parti.

Le parti se reconstruit et se ressource comme « parti de militants ». Les effectifs de l'organisation se renouvellent ainsi profondément de 1971 à 1975. De nouveaux groupes sociaux, surtout urbains, porteurs de nouvelles visions du monde, investissent la structure partisane. C'est en investissant le local sur des bases nouvelles que le Parti socialiste se transforme en partie comme organisation des « classes moyennes ». Son attractivité sociale nouvelle est en effet liée à l'offre d'espace politique, de pratiques sociales (associatives, militantes, délibératives...) et de discours qu'il propose à des groupes sociaux dotés de propriétés sociales spécifiques qui se reconnaissent en lui. L'autogestion et la démocratie locale sont, dans cette perspective, des « produits d'appel » politiques, censés attirer la petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne qui aspire aux responsabilités et répondre à ses aspirations (poussée de l'idéologie du cadre de vie, afflux des demandes culturelles, montée de l'écologie urbaine et des « valeurs post-matérialistes », développement de métropoles...) <sup>15</sup>. La stratégie de localisation de l'action politique permet par ailleurs une démultiplication de la mobilisation politique et sociale. Les élections de 1977, fortement politisées, sont conçues comme la préparation de la prise du pouvoir et des élections législatives de 1978 et de la présidentielle de 1981.

12. Voir notamment, « La gauche et l'expérimentation sociale » *Faire*, 25, 1977.

13. *Repères*, 42, 1977. Voir sur ce point la virulente charge, d'inspiration marxiste, proche du CERES même si beaucoup plus « radicale » dans ses attendus, de Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt, *Le socialisme à visage urbain. Essai sur la local-démocratie*, Paris, Éditions de la Rupture, 1978. Ce que les auteurs appellent « la nouvelle politique urbaine » vise à « convertir le local en terrain privilégié de la collaboration de classe » (p. 38).

14. *Les Cahiers du CERES*, 9, 1970, p. 14.

15. Voir Gérard Grunberg, Georges Lavau (dir.), Nonna Mayer., *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, PFNSP, 1983 et Bernard Bruneteau, « Le « mythe de Grenoble » des années 1960 et 1970. Un usage politique de la modernité », *Vingtième siècle*, 58, 1998.

Une ligne de clivage se constitue au sein du PS sur la question municipale, notamment entre rocardiens et chevènementistes.

L'attention portée aux questions locales permet au PS d'attirer à lui les classes moyennes soucieuses de leur cadre de vie et aspirant à prendre des responsabilités nouvelles.

## 1983 : la dépolitisation de la question locale

Cette politisation se révèle néanmoins brève. La gauche remporte une éclatante victoire lors des municipales de 1977. 52 % des villes de plus de 9000 habitants sont gouvernées par la gauche (70 % des villes de plus de 30000 habitants). 5160 maires et 50000 conseillers municipaux socialistes sont élus. Reconstitué comme parti de militants de 1971 à 1977, le Parti socialiste est plus que jamais un parti d'élus locaux à cette date. De nombreux militants deviennent élus et sont confrontés à des contraintes de gestion et des logiques de personnalisation du pouvoir municipal qui tendent à les autonomiser par rapport à leur section. Le changement de ton est net au congrès de la fédération des élus qui suit la victoire des élections municipales et se tient à Villeurbanne en novembre 1977<sup>16</sup>. Les élus affichent le pragmatisme qui doit présider à l'action municipale. Des politiques municipales audacieuses sont certes menées à partir de 1977 mais le verbalisme idéologique ne résiste pas à l'épreuve du pouvoir. On observe à partir des années 1980 une dépolitisation des discours et des pratiques locales qui procède de logiques propres au PS (notabilisation du parti, accès aux positions nationales qui incite à découpler le local du national) mais aussi de transformations plus générales de l'action publique (standardisation croissante des politiques municipales).

### L'oubli du local

Parvenus à la tête de l'État, les socialistes sont confrontés à des difficultés considérables. De nouvelles relations entre local et national en découlent. La dépolitisation de la campagne municipale socialiste de 1983 est très nette. La configuration de 1983 est historiquement inédite : les socialistes ne peuvent plus se défausser sur le pouvoir central ou inscrire le scrutin dans la perspective mobilisatrice de sa conquête. Ils ont de nombreux leviers en main. La plaquette diffusée par le parti (*La réussite municipale*), plus rétrospective que programmatique, exalte « l'excellente qualité de gestion » des municipalités. La stratégie est explicite : s'il ne faut pas « esquiver » la dimension politique du scrutin, il faut surtout le « ramener » à « des perspectives locales, enjeu de ces élections »<sup>17</sup>. La politisation qui marque les années 1970 a donc été éphémère. Elle se révèle transitoire et corres-

pond à un certain état de la concurrence interne au parti (conflit générationnel entre les notables SFIO et les militants des années 1970) et du champ politique (l'exclusion de la gauche des arènes centrales, la construction sur le plan local d'un pouvoir alternatif).

La réflexion municipale au sein du parti tombe à nouveau en déshérence (comme dans les années 1950 et 1960). Les courants ne la constituent plus en enjeu d'opposition interne. Le débat sur les questions locales devient rare dans le parti comme nous le confie l'ex-député Jean-Pierre Worms, expert au PS des questions locales dans les années 1970 : « On a tenté avec quelques-uns, comme Jean-Michel Belorgey, de donner un contenu politique au cadre défini par la décentralisation, en matière de participation des habitants notamment. Mais le parti freinait et l'indifférence, voire l'hostilité, était totale sur ces questions. Elle l'est toujours d'ailleurs ». 1983 apparaît donc comme une date charnière à plusieurs titres : elle scelle l'acceptation de l'économie de marché, elle marque, outre une défaite électorale, la renonciation à tout discours « politique » réellement spécifique au niveau local.

La décentralisation produit certes de nouvelles marges de manœuvre pour les élus qui deviennent des décideurs affranchis de la tutelle a priori de l'autorité préfectorale. Mais elle est aussi au principe de l'affirmation de « nouveaux notables »<sup>18</sup>. Elle renforce au Parti socialiste le poids des élus à partir des années 1980 en leur conférant de nouvelles ressources et en organisant la vie du parti autour de nouveaux trophées électoraux. Alors même que les élus disposent de nouvelles libertés dans leur action et que donc les *possibles* de l'action municipale s'élargissent, la dépolitisation des enjeux locaux s'impose. La grande réforme institutionnelle de 1982-1983 contribue par ailleurs à une reformulation de la question locale qui se déplace et se cristallise désormais sur la question de la répartition des compétences entre collectivités locales et sur l'architecture institutionnelle. Les débats internes sur les questions locales se portent désormais sur des enjeux globaux (la décentralisation) plus difficiles à politiser parce qu'ils sont dotés d'une forte technicité et parce qu'ils nécessitent le plus souvent un

Reconstitué comme parti de militants entre 1971 et 1977, le PS devient un parti d'élus, « victime » de son succès municipal de 1977.

La décentralisation offre de nouvelles marges de manœuvre aux élus, mais elle renforce leur poids au sein du parti et tend à en faire de nouveaux notables.

16. *Communes de France*, 162, 1977.

17. *Communes de France*, 214, 1983.

18. Voir *Pouvoirs*, 60, *La décentralisation*, 1992.





Dès 1983, les élus socialistes dépolitisent les municipales préférant jouer la carte de la personnalisation.

consensus transpartisan. Le PS est ainsi travaillé par un conflit d'intérêts entre départementalistes et régionalistes.

On comprend dans ces conditions que les élections municipales à partir de 1983 ne soient guère politisées par le PS (au sens où une signification essentiellement locale leur est assignée). Devant les difficultés rencontrées par les gouvernements socialistes dans les années 1980, les élus cherchent dans une large mesure à « dégouvernementaliser » les élections locales. La FNESER (fédération des élus socialistes) se désolidarise fortement du parti et de son devenir politique « national »<sup>19</sup>. Les élus locaux socialistes jouent la carte de l'apolitisme et de la personnalisation. Notabilisation des élus et difficultés nationales conjuguent donc leurs effets.

### Depuis 2002, des velléités de politisation

À partir de 2002, le PS connaît une situation politique paradoxale : défait aux élections nationales (2002 et 2007), il remporte les élections locales et devient le premier parti d'élus locaux. Il profite de la logique des élections intermédiaires qui pousse à la sanction des gouvernements en place. Cette situation est propice à une certaine re-politisation des questions locales.

Jean-Pierre Raffarin, chantre de « la France d'en bas », fait de la « proximité » une marque politique distinctive et de la décentralisation une des thématiques centrales de son action. Ce positionnement conduit les dirigeants socialistes à s'inscrire dans une stratégie de démarcation au moins dans les prises de position. On note une certaine inflexion dans le discours et le positionnement de la FNESER. Claudy Lebreton, élu à la tête de la fédération en novembre 2003, fait clairement référence aux années 1970 : il entend « clairement sortir de la technicité pour saisir les véritables enjeux des politiques locales, en renouant avec l'esprit des années 1970 et contribuer à la réinvention d'un modèle territorial »<sup>20</sup>. Il reconnaît que la FNESER n'est plus aujourd'hui « le laboratoire d'idées en rupture avec les pratiques des notables » qu'elle était dans les années 1970. Une « maison des élus » voit le jour en juin 2004. Cette structure est animée en partenariat par le PS et la FNESER et doit permettre une meilleure coordination des élus locaux et une meilleure circulation des expériences de gestion locale<sup>21</sup>. Lors des élections régionales et cantonales de 2003, le PS a cherché à politiser la signification du vote, érigeant les ré-

gions en « contre-pouvoir », en lieux d'expérimentation et de « résistance ». Mais cette « politisation » s'apparente alors essentiellement à une nationalisation des enjeux. Tout se passe comme si la politisation de ces scrutins impliquait forcément une délocalisation des enjeux et qu'elle ne pouvait plus s'opérer à partir des programmes locaux. La nationalisation des élections locales apparaît en d'autres termes comme la seule modalité de politisation<sup>22</sup>.

### Un clivage gauche/droite peu visible

La dépolitisation des discours locaux c'est-à-dire le fait que la référence à des visions du monde partisans soit peu présente dans les rhétoriques de campagne s'est très largement confirmée lors des élections municipales de 2008. La vieille notion de « socialisme municipal » a certes été exhumée pendant la campagne mais ses contours idéologiques apparaissent aujourd'hui très flous. Le clivage gauche/droite est peu lisible sur le plan de l'offre électorale et programmatique. Le PS a produit à l'occasion du scrutin une des plus courtes plateformes programmatiques municipales de son histoire (quatre pages). Elle tient en une déclaration de principes très générale, n'ayant aucune valeur prescriptive pour les candidats, axée autour des thèmes du logement, de l'éducation, de la sécurité, de la démocratie locale. L'ambition affichée y est modeste : « faire de mars 2008 un rendez-vous utile pour les Français ».

Cinq engagements très vagues sont déclinés : la réussite scolaire pour tous, des territoires dynamiques et écologiques, un logement pour chacun, des nouvelles solidarités, une sécurité de proximité. Il n'y a donc plus véritablement de corpus doctrinal auquel les gestions socialistes locales pourraient s'adosser. Des différences entre les programmes des candidats classés à gauche et à droite peuvent apparaître mais sans être saillantes.

La construction de logements sociaux est sans doute plus fréquemment pratiquée à gauche qu'à droite. En cette matière, la gauche promeut les constructions de

19. Jean Petaux, « L'école des maires : les associations d'élus locaux », *Politix*, 28, 1994, p. 59.

20. *L'Hebdo des socialistes*, le 22 novembre 2003.

21. Voir *Communes de France*, 430, 2003.

22. Rémi Lefebvre, « Qu'est le socialisme municipal devenu ? Politisation, dépolitisation, neutralisation de la question municipale au Parti socialiste (des années 70 à nos jours) », in Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, dir. *Idéologies et action publique territoriale*, Rennes, PUR, 2006.

Et aux élections municipales de 2008, le PS produit l'une des plus courtes et plus floues plateformes programmatiques de son histoire.

type HLM quand la droite défend plus volontiers l'accès sociale à la propriété. La sécurité est plus souvent mise en avant comme une thématique à droite mais les polices municipales ne constituent plus un thème discriminant la droite et la gauche. Le recours à la vidéosurveillance est largement défendu par les candidats de gauche (c'est le cas de François Rebsamen à Dijon ou Daniel Delaveau à Rennes, tous les deux socialistes). Tramway et vélos n'ont pas vraiment de couleur politique. La démocratie participative n'est plus l'apanage des villes de gauche. La droite accuse toujours la gauche de laxisme en matière budgétaire mais ce registre semble avoir perdu de son efficacité. La presse qui publie des palmarès des villes les mieux gérées à l'approche des élections ne peut conforter cette critique. Le quotidien *Les Échos* publie un « audit » des villes, le 21 février 2008 qui établit que, si l'on considère les communes de plus de 100 000 habitants, la taxe d'habitation a augmenté en moyenne de 13,58 % dans les villes de droite et de 14,41 % dans les villes de gauche. La ville qui a le plus augmenté cet impôt est Marseille, dirigée par Jean-Claude Gaudin (UMP).

Les élus sortants, bien implantés, répugnent en 2008 à une trop forte politisation qui entame leur capacité de rassemblement. Dans les villes où la sociologie n'est pas toujours favorable à la gauche, l'apolitisme est clairement brandi comme argument de campagne. François Rebsamen, maire sortant de Dijon où Nicolas Sarkozy a obtenu 52,57 % des voix aux élections présidentielles, met peu en avant son étiquette politique : « la fonction de maire, selon lui, oblige au dépassement permanent des frontières partisanes » (*Le Monde*, le 21 février 2008).

Gérard Collomb a réussi à s'imposer comme l'homme du consensus à Lyon dans une ville qui cultive selon la presse « le modérantisme ». À la veille du second tour, citant François Mitterrand, il explique : « c'est avec des civils qu'on fait des bons militaires et avec des non-socialistes qu'on fait des victoires au PS » (*Le Monde*, le 18 mars 2008). Pour lui, « il s'agit d'élire un maire. Ce n'est pas un choix idéologique mais sur des valeurs ou un projet. Je suis le candidat d'un large rassemblement avec des gens très à gauche mais aussi du centre droit et de droite » (*Politis*, 27 février). Ses documents de campagne ne comportent aucune référence au PS. Bertrand Delanoë se présente comme un maire « libre de toute influence politique à

l'égard d'un parti » (*Le Monde*, le 15 janvier). L'idéologie de la proximité, dépolitisée et dépolitisante, devient centrale dans le discours socialiste<sup>23</sup>.

### La standardisation de l'action publique locale

La tendance n'est néanmoins pas propre au PS. Elle renvoie à des transformations plus profondes liées à l'uniformisation des politiques locales amorcées dans les années 1980. On lit ainsi dans *Le Monde* du 3 juin 1995 alors que la campagne municipale bat son plein : « Mieux, meilleur, tous, demain, agir, partager, gérer, défendre, construire. Partout on ouvre, on rassemble, on aime. Le glossaire de campagne pourrait tenir en quelques mots moins un : 'politique' ». L'indifférenciation et la standardisation croissante des politiques publiques locales sont liés à trois phénomènes cumulatifs : la professionnalisation des milieux décisionnels territoriaux (élus, personnel administratif...), l'accélération des niveaux d'échange entre niveaux de gouvernement, le déclin consécutif des alternatives politiques<sup>24</sup>.

La figure du maire-manager s'impose dans les années 1980. Le maire se met en scène alors comme un *entrepreneur de politiques publiques* mobilisant une expertise de plus en plus forte dans la conduite des projets (ce qui d'ailleurs transforme le profil sociologique du personnel politique local, de plus en plus dominé par les catégories supérieures diplômées). Le politiste Jean-Pierre Gaudin analyse l'émergence d'une nouvelle figure d'élus, le « technotable ». L'apolitisme traditionnel prend désormais une dimension gestionnaire et managériale : une manière « rationnelle » standard de développer des politiques locales (et donc échappant aux alternatives politiques) s'impose. La modération en matière fiscale devient par exemple la norme. Dans les villes socialistes, la conversion aux modèles managériaux est générale dans les années 1980. On en trouve une forte illustration dans l'ouvrage publié par le maire de Montpellier en 1990<sup>25</sup>.

Des différences entre les programmes des candidats de droite et ceux des candidats de gauche peuvent apparaître, mais sans être saillantes.

Cette dépolitisation n'est pas propre au PS : les politiques locales tendent à se standardiser.

23. Christian Le Bart, Rémi Lefebvre, dir., *La proximité en politique*, Rennes, PUR, 2005.

24. Lionel Arnaud, Christian Le Bart, Romain Pasquier, « Does ideology matter ? Standardisation de l'action publique territoriale et recompositions du politique » in Arnaud (L.), Le Bart (C.), Pasquier (R.), dir. *Idéologies et action publique territoriale*, Rennes, PUR, 2006.

25. Georges Frèche, *La France ligotée*, Paris, Belfond, 1990.



Chez les élus, la fréquentation des experts aurait-elle remplacé celle des militants ?

La haute fonction publique locale contribue à la diffusion de recettes publiques locales peu sensibles au clivage droite/gauche.

Georges Frèche y écrit : « le maître mot aujourd'hui est la direction par objectif, optimisant l'efficacité municipale dans l'intérêt de l'usager » (p. 150). « Une route n'est ni de gauche ni de droite. C'est le soin apporté à sa construction et le choix du goudron qui déterminent sa qualité. Il en est ainsi pour de nombreux problèmes concrets » (p. 141).

Gilles Pinson émet l'hypothèse que, chez les élus, « la fréquentation des experts a remplacé les sociabilités de parti comme voie d'accès à la demande sociale », les responsables politiques ayant une vision de plus en plus floue des groupes que constituent les sociétés urbaines. Dans les grandes villes, selon l'auteur, les relations des maires avec les sociétés urbaines sont « limitées aux relations qu'ils entretiennent avec les réseaux techniques et professionnels de l'action publique et avec les réseaux élitaires porteurs de ressources pour l'action », la mobilisation électorale s'effectuant principalement par la réalisation de grands projets et de politiques publiques dont les élus attendent des effets « attrape tout »<sup>26</sup>. La décomposition des réseaux partisans dans les villes de gauche tend à donner crédit à cette hypothèse<sup>27</sup>. L'abstention urbaine des catégories populaires, souvent fatalisée par les élus, les conduit à s'adresser à un public au capital culturel élevé, sensible à la compétence et à la légitimité d'action. « L'élus pluriel » se dissoudrait-il dans le modèle uniforme du manager, le standard déterritorialisé de l'entrepreneur ? Les servitudes de la représentation locale n'ont pas disparu et les élus cherchent toujours, notamment en s'appuyant sur des formes de proximité, désormais institutionnalisées (la démocratie dite « participative » en tient souvent lieu) à travailler leur ancrage local.

Les transformations de la fonction publique locale jouent aussi un rôle déterminant. Les secrétaires généraux ou directeurs généraux de services jouent un rôle de plus en plus décisif dans la *fabrique* de l'action publique locale et sont de plus en plus façonnés par le management public à travers des formations de plus en plus spécialisées. Mobile, la haute fonction publique locale contribue à la diffusion et à la standardisation de nouvelles « recettes » d'action publique peu structurées par la variable partisane.

L'accélération des niveaux d'échange entre niveaux de gouvernement et l'interdépendance croissante entre collectivités renforcent la dépolitisation. Elles participent

à la circulation de nouveaux modes d'action transcendant les affiliations partisans. Les co-financements se multiplient, contraignant des niveaux de collectivité de sensibilités politiques différentes à coopérer. La « gouvernance multi-niveaux » ouvre le pouvoir local sur la société civile. Les élus intériorisent de plus en plus les logiques de l'économie de marché en co-produisant l'action publique avec le monde économique<sup>28</sup>. Le développement de l'intercommunalité à partir de la loi Chevènement de 1999 conduit à des gouvernements de coalition valorisant le consensus qui dépolitisent les choix d'action publique<sup>29</sup>. C'est dans ce contexte qu'un déclin des alternatives politiques s'affirme. Les nouveaux *totems* de l'action publique (projet, développement local, marketing territorial, proximité, développement durable, démocratie participative, « bonne gouvernance »...) deviennent des figures imposées dont l'invocation dépasse les appartenances partisans.

### La concurrence croissante des territoires

Les « projets » se donnent ainsi pour objectif de valoriser et de développer un territoire à travers la constitution d'une coalition mobilisant des acteurs divers autour d'une vision relativement partagée du devenir et de l'identité de la collectivité locale. Cette dynamique – dont la dimension rhétorique est forte – est censée produire des effets de cohésion d'une communauté d'acteurs autour du maire qui se situe dans une position d'intermédiation entre une pluralité d'intérêts et de secteurs d'action publique. Le projet semble valoir avant tout par ce qu'il induit « d'effets latéraux de coalition, d'harmonisation cognitive, de réactualisation d'une identité collective », la

26. Voir Gilles Pinson, « Local et politique », *Revue française de science politique*, vol. 60, -, décembre 2010.

27. Rémi Lefebvre, Francis Sawicki, *La société des socialistes*, Éditions du Croquant, 2006.

28. Le modèle de la gouvernance sous-estime néanmoins la centralité du politique dans les processus de décision.

29. Loin de découler naturellement de la technicité des enjeux intercommunaux, Fabien Desage et David Guéranger ont montré que cette régulation consensuelle résulte de la priorité que les élus communautaires donnent à la défense des intérêts de leur commune dans cette enceinte et de leur préférence pour des arrangements négociés entre pairs qui limitent le risque de se trouver exclu de la répartition des ressources d'action publique intercommunales. Le maintien de ce régime de consensus et la préservation de la clôture démocratique du jeu politique intercommunal supposent l'euphémisation persistante des enjeux intercommunaux sur les marchés politiques locaux. Voir *La politique confisquée*, Éditions du Croquant, 2011.

qualité du processus, à savoir la production d'un sens territorial – important autant que « la validité des fins »<sup>30</sup>. Cette dynamique de projet conduit largement à affaiblir ou à dissoudre la légitimité partisane dans la conduite de l'action publique.

Dans un contexte de concurrence croissante des territoires, l'action publique est tournée vers un objectif d'attractivité (attirer financements et investissements, des populations à fort capital culturel et économique...). La culture (une des priorités des villes de gauche<sup>31</sup>) est ainsi conçue surtout comme un levier pour construire une image positive des villes. La légitimité des politiques culturelles urbaines tient de plus en plus à leur capacité à constituer les villes et les sociétés locales en acteurs collectifs, en entités agissantes dans un contexte de compétition internationale<sup>32</sup>. Dès lors que le territoire devient « le lieu de définition des problèmes publics »<sup>33</sup>, la culture qui peut lui donner corps, l'intégrer, en servir de support devient valorisée. Les capitales européennes de la culture illustrent cette tendance<sup>34</sup>.

Au final, les transformations du Parti socialiste depuis les années 1970 conjuguées à l'horizontalisation et la territorialisation de l'action publique expliquent le désinvestissement partisan de la question locale. Devenus dominants dans les territoires, les socialistes ont sans doute gagné en légitimité gestionnaire ce qu'ils ont perdu en capacité à produire une nouvelle utopie urbaine...

Dans un contexte de concurrence croissante entre les territoires, l'action publique locale cherche d'abord à rendre sa ville attractive.

Dès lors, l'objectif majeur est de constituer les collectivités en acteurs efficaces de la compétition mondiale.

30. Gilles Pinson, "Des villes et des projets. Changement dans l'action publique et institutionnalisation de nouveaux territoires politiques" in Joseph Fontaine, Patrick Hassenteufel, dir., *To change or not to change? Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain*, Rennes, PUR, 2002.

31. Citons Nantes, Lille, Rennes, Strasbourg...

32. Antoine Vion, Patrick Le Galès, "Politique culturelle et gouvernance urbaine: l'exemple de Rennes", *Politiques et management public*, vol 16, 1, mars 1998.

33. Jean-Claude Thoenig, Patrice Duran "L'État et la gestion publique territoriale", *RFSP*, 46, 2, 1996.

34. Rémi Lefebvre, « Lille 2004 : une capitale européenne de la culture. Des usages politiques et territoriaux de la culture » In Bachelet (F.), Menerault (P.), Paris (D.), dir., *Action publique et projet métropolitain*, Paris, L'Harmattan, 2006.



# Franck Louvrier : « La fin d'un cycle »

**RÉSUMÉ** > *Le cycle ouvert en 1977 est en train de s'achever, estime Franck Louvrier. Des personnalités de droite peuvent profiter de successions incertaines pour ravir les villes tenues par la gauche. À condition d'être bien implantées et de savoir rassembler au-delà de leur camp.*



FRANCK LOUVRIER est le conseiller en communication du président de la République, Nicolas Sarkozy, dont il est un proche collaborateur depuis 1997. Ce Nantais d'origine est conseiller régional UMP. Il a été l'attaché parlementaire d'Élisabeth Hubert, alors députée de Loire-Atlantique, et tête de liste de la droite à Nantes en 1995. L'entretien s'est déroulé la veille des élections sénatoriales.

**PLACE PUBLIQUE** > Comment expliquez-vous l'ampleur du basculement municipal de 1977 dans l'Ouest?

**FRANCK LOUVRIER** > Vous savez, je suis né le 30 mai 1968. J'avais donc un regard un peu juvénile sur ces élections... Mais avec le recul j'y vois clairement une volonté d'alternance. Les Français jugeaient, à juste titre, que les formations politiques en place étaient depuis trop longtemps au pouvoir. Au plan local, les municipales de 1977 ont été le signe précurseur de la présidentielle de 1981. Il faut également noter que, si les Pays de la Loire ont longtemps été considérés comme une terre dite de droite, les mouvements de population et la perte d'influence religieuse notamment, ont peu à peu atténué cette tendance.

**PLACE PUBLIQUE** > Il n'y aurait donc aucune explication locale à cette déroute de la droite en 1977?

**FRANCK LOUVRIER** > Ah, je n'ai pas dit cela ! Les majorités en place étaient souvent usées. Elles se reposaient sur leurs lauriers, n'étaient plus en phase avec la population. Sur des dossiers aussi importants que les transports, c'est la gauche qui avait raison de vouloir le tramway à Nantes, le métro à Rennes. Et puis il y a un autre facteur auquel on ne songe pas assez : la gauche s'était préparée, elle avait détecté des personnalités de valeur décidées à se consacrer entièrement à leur mandat. Ça, ce n'est pas, ce n'était pas, la culture de la droite. Or on ne peut pas être à la fois chef d'entreprise ou professeur de médecine et

maire d'une grande ville... Aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus attentifs à cela. Avec Nicolas Sarkozy, nous nous sommes professionnalisés, car, oui, la politique est un métier... Comme c'est un jeune président, il s'est entouré de gens jeunes, et c'est ainsi qu'il existe dans nos rangs une dizaine de quadragénaires ayant une étoffe de Premier ministre.

**PLACE PUBLIQUE >** À part Nantes et Brest, perdues par la gauche en 1983, mais regagnées en 1989, la plupart des villes conquises en 1977 sont toujours à gauche. Les communes périphériques ont à leur tour basculé, les Conseils généraux du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique sont désormais tenus par les socialistes. Comment expliquer l'ampleur et la durée du phénomène?

**FRANCK LOUVRIER >** Je le répète: la gauche s'est installée parce qu'elle avait des élus de valeur et qui étaient souvent jeunes. Et comme les citoyens comprennent bien qu'on ne peut pas changer de maire à chaque mandat, alors les sortants durent. Cela dit, quatre mandats à Nantes pour Jean-Marc Ayrault, cela commence à être un peu longuet. Je suis sûr que les électeurs partagent ce sentiment.

**PLACE PUBLIQUE >** Il se trouve aussi que la droite n'a jamais envoyé de candidats de premier plan pour conquérir les villes de gauche. Olivier Guichard ne s'est pas risqué à Nantes, Pierre Méhaignerie est prudemment resté à Vitré...

**FRANCK LOUVRIER >** C'est vrai, je le regrette. Les tentatives de parachutage ne sont pas allées bien loin non plus à Nantes où on avait sollicité Juppé, Madelin, Fillon... Quant aux leaders de l'opposition, ils se sont usés car c'est très dur, très ingrat d'être dans l'opposition municipale et de ramer à contre courant.

**PLACE PUBLIQUE >** Justement, il y a quatre ans nous avions interrogé Jean-Luc Harousseau<sup>1</sup>, l'un des leaders de la droite nantaise, qui se demandait si la droite n'était pas condamnée à perdre les élections locales...

**FRANCK LOUVRIER >** Oui, cet entretien avait fait quelque bruit dans nos rangs... Mais Jean-Luc Harousseau avait tort de se montrer défaitiste. Aujourd'hui, nous arrivons à la fin d'un cycle. La carrière locale de Jean-Marc Ayrault est plutôt derrière lui...

Franck Louvrier : « Il n'y a aucune fatalité à ce que les villes de l'Ouest restent à gauche pour l'éternité. »



**PLACE PUBLIQUE >** Bien sûr, mais Rennes offre l'exemple d'une transition réussie où Edmond Hervé a tranquillement passé le flambeau à Daniel Delaveau.

**FRANCK LOUVRIER >** Nantes n'est pas Rennes... Vous verrez, les socialistes et les écologistes vont se diviser; on s'oriente vers une recomposition politique. Et puis ce n'est pas le PS qui est à la tête de Nantes, c'est un homme, Jean-Marc Ayrault. Les Nantais ne l'ont pas réélu parce qu'il était socialiste, mais parce que, c'est vrai, il a, comme on dit, réveillé la belle endormie, parce qu'il avait une réelle ambition pour sa ville. Jean-Marc Ayrault a une image beaucoup plus politique à Paris qu'à Nantes... Je dirais même que c'est une chance pour lui de n'avoir jamais été ministre. La personnalité compte beaucoup plus que l'étiquette, surtout dans une région très modérée comme la nôtre où l'on n'aime pas les extrêmes. Une élection municipale, c'est le choix d'un individu, pas d'une tendance politique. Il faut donc que dans nos rangs se dégage une personnalité qui s'imposera au fil du temps, qui incarnera l'envie de changement des Nantais et que les électeurs choisiront quand ils auront envie de zapper, auront envie d'une autre équipe.

**PLACE PUBLIQUE >** Vous voyez-vous dans ce rôle?

**FRANCK LOUVRIER >** La politique, c'est la rencontre d'un

1. *Place publique* n°5, édition de Nantes/Saint-Nazaire. Professeur de médecine, Jean-Luc Harousseau a mené la liste de droite à Nantes aux municipales de 2001 et obtenu 34 % des voix après avoir été battu aux législatives par Jean-Marc Ayrault. Il a présidé le Conseil régional de 2002 à 2004, à la suite de la démission de François Fillon. Il a quitté l'UMP pour rejoindre l'Alliance centriste en 2009. Il est aujourd'hui a été nommé à la tête de la Haute Autorité de santé.





homme et d'une situation. L'homme, je crois que je le connais un peu... Mais quelle sera la situation? On verra le moment venu. On ne peut pas parler d'une telle ambition tant qu'on n'a pas pris de décision. Vous savez, quand j'étais l'assistant parlementaire d'Élisabeth Hubert, je ne me doutais pas qu'un jour je travaillerais avec le président de la République... Cela dit, il faut se préparer: la guerre est plus facile quand la préparation est difficile.

**PLACE PUBLIQUE >** Depuis le début de cet entretien, vous insistez beaucoup sur le rôle des individus et peu sur celui des idées. Il n'y aurait donc pas de politique municipale de gauche et de politique municipale de droite?

**FRANCK LOUVRIER >** En effet, je ne crois pas du tout qu'il existe une politique urbanistique, culturelle et encore moins économique de droite ou de gauche. Le clivage se fait plutôt entre les conservateurs et les réformistes. Croyez-vous que Jean-Marc Ayrault gère Nantes de manière très différente d'Alain Juppé à Bordeaux ou de Jean-Louis Borloo à Valenciennes? Un écoquartier n'est ni de gauche ni de droite. La culture, c'est un bien commun, pas un bien partisan et il faut arrêter de dire que cela coûte trop cher!

**PLACE PUBLIQUE >** Comme le font souvent vos amis politiques...

**FRANCK LOUVRIER >** De temps en temps... Nous ferions mieux de formuler des propositions positives et d'arrêter de tenir Jean Blaise, par exemple<sup>2</sup>, pour un militant partisan. Nous ne pouvons nous en tenir aux idées de nos aînés.

**PLACE PUBLIQUE >** Mais alors, à quoi bon les étiquettes politiques?

**FRANCK LOUVRIER >** Elles sont indispensables parce que, pour être désigné, il faut appartenir à une famille politique. Je ne crois pas du tout à ceux qui opposent la soi-disant société civile à la société politique. Nous vivons tous dans le même monde. Simplement, le maire d'une ville doit être nantais, rennais, angevin, brestois avant d'être socialiste ou UMP. Le mandat de maire, c'est quand même le seul où vous avez un lien direct avec la popu-

lation, où vous êtes jugé sur vos réalisations. Il faut donc assumer sa position politique, mais savoir aller au-delà, savoir la transcender. À cette condition, il n'y a aucune fatalité à ce que les villes de l'Ouest restent à gauche pour l'éternité.

2. Aujourd'hui directeur du Voyage à Nantes, Jean Blaise est une personnalité marquante de la culture à Nantes. On lui doit notamment le festival des Allumées, le Lieu Unique et la biennale d'art contemporain Estuaire.

# Que s'est-il passé depuis 1977 ?

## Sept élus témoignent

**CONTEXTE >>** *Sept élus de l'Ouest répondent à six questions posées par Place Publique. Cinq d'entre eux sont des maires socialistes ou l'ont été : Jacques Auxiette (La Roche-sur-Yon), Jean-Marc Ayrault (Nantes), Jean-Claude Boulard (Le Mans), Daniel Delaveau (Rennes), Jacques Floch (Rezé), Bernard Poignant (Quimper). La sixième, Johanna Rolland, adjointe à Nantes, n'était pas née en 1977. C'est même pour cela que nous l'avons choisie. Ils livrent leur témoignage et leur analyse. Leurs propos permettent de cerner les caractéristiques du pouvoir de gauche apparu dans les villes en 1977. Et de s'interroger sur l'éventuelle spécificité d'une gestion municipale socialiste dans l'Ouest de la France.*



Jacques Auxiette



Jean-Marc Ayrault



Jean-Claude Boulard



Daniel Delaveau



Jacques Floch



Bernard Poignant



Johanna Rolland





**JACQUES AUXIETTE** – Président de la Région des Pays de la Loire depuis 2044, il a été maire de La Roche-sur-Yon de 1977 à 2004 et conseiller général de Vendée de 1979 à 1985. Né à Montlevicq (Indre) en 1940. Professeur de mathématiques, censeur puis proviseur du lycée Mendès-France, à La Roche-sur-Yon. A milité à l'Unef, au PSU avant de rejoindre le PS en 1973

**JEAN-MARC AYRAULT** – Maire de Nantes depuis 1989 après avoir été maire de Saint-Herblain à partir de 1977, président de Nantes Métropole. Né à Maulévrier (Maine-et-Loire) en 1950, père ouvrier, mère ouvrière. Études d'allemand et professeur dans cette discipline. Adhérent du PS en 1971. Député de Loire-Atlantique depuis 1986, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale depuis 1997.

**JEAN-CLAUDE BOULARD** – Maire du Mans depuis 2001 et président du Mans Métropole (ex-Communauté urbaine du Mans) depuis 1983. Né à Nantes en 1943, enfance dans la Sarthe, énarque, maître des requêtes au conseil d'État, directeur de cabinet du secrétaire d'État à la mer, Louis Le Pen (en 1981). Membre du PSU puis du PS. Député de la Sarthe de 1988 à 2002.

**DANIEL DELAVEAU** – Maire de Rennes et président de Rennes Métropole depuis 2008 après avoir été maire de Saint-Jacques de la Lande à partir de 1989. Né en 1952 à Chalette-sur-Loing (Loiret). Adhérent du PSU puis du PS en 1974. Ancien du bureau national de la JEC, journaliste à *Témoignage Chrétien*, puis responsable du service communication de la ville de Rennes. Actuel président de l'Assemblée des communautés de France.

**JACQUES FLOCH** – Maire de Rezé de 1978 à 1999. Député de 1981 à 2007. Né en 1938 à Bihorel (Seine-Maritime). Technicien agricole, puis attaché de l'Insee, diplômé en droit public. Fut secrétaire d'État à la Défense en 2001-2002. Exerce actuellement la profession d'avocat.

**BERNARD POIGNANT** – Maire de Quimper depuis 2008 après avoir occupé le même poste de 1989 à 2001. Président de Quimper Communauté. Né en 1945 à Vannes. Agrégé et professeur d'histoire. Président-fondateur des clubs « Convaincre » (Rocard). Nombreuses responsabilités au sein du Parti socialiste, notamment porte-parole de l'Union des quatre fédérations PS de Bretagne. Fut député européen de 1999 à 2009.

**JOHANNA ROLLAND** – Adjointe au maire de Nantes, chargée de l'éducation et de la jeunesse, depuis 2008. Conseillère générale depuis mars 2001. Née en 1979 à Nantes. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Lille et titulaire d'un master en développement local. Fut, de 2000 à 2004, l'attachée parlementaire de Jean-Marc Ayrault.

## 1 – Ce qui explique le changement de 1977

1977 n'est pas un coup de tonnerre. C'est un basculement explicable. « Une aspiration au changement, une attente sociale forte, irriguait tout le pays, relayée par une nouvelle génération de femmes et d'hommes, formée par l'engagement politique et associatif », résume Jean-Marc Ayrault. Cette génération de jeunes responsables politiques s'est reconnue dans le Parti socialiste qui vient de renaître au congrès d'Épinay, en 1971.

Un facteur explicatif essentiel, surtout pour l'Ouest, réside dans « le basculement de l'électorat chrétien » (Jean-Claude Boulard). On a assisté alors, dit Daniel Delaveau, à « la conjonction d'une tradition « démocrate-chrétienne » active sur le plan politique et social, avec la montée d'un syndicalisme humaniste et créatif qui a construit un socialisme réformateur et volontariste ». Vatican II et Mai 68 sont passés par là, note Bernard Poignant, « libérant » en quelque sorte, l'électorat catholique. « La liste que j'ai conduite regroupait les représentants d'un humanisme laïque et d'un humanisme chrétien », rappelle Jacques Auxiette.

Les racines remontent aux années 1960 quand « le bouleversement économique lié à l'industrialisation de la Bretagne (exemple : Citroën) et le développement de l'agroalimentaire entraînent l'augmentation du salariat » (Bernard Poignant). Pour Jacques Floch, le processus a commencé « à la fin de la guerre d'Algérie » marquée par « un fort mouvement d'exode rural » qui propulse les ruraux en ville. Ce ruraux se trouvent « libérés d'un certain nombre de contraintes sociétales », d'obligations telles que « le respect du propriétaire, de ses choix religieux et politiques ». Ces ruraux rencontrent aussi la culture prolétaire et syndicale et s'en trouvent parfois transformés.

D'ailleurs, les élections des années précédant 1977 voient les socialistes arriver aux manettes. « Les premiers signes de l'évolution de la Bretagne vers la gauche datent de 1973 : Charles Josselin, Louis Le Pensec deviennent députés en mars. Puis ce fut le basculement du Conseil général des Côtes-d'Armor en 1976 », rappelle Bernard Poignant. Ces résultats, constate Jacques Floch, « ont autorisé les militants et responsables des partis de gauche à se préparer plus activement comme une force de proposition qui allait prendre des responsabilités dans

les villes et les agglomérations. Presque toujours, ces propositions étaient accompagnées de documents chiffrés, montrant bien aux populations leur sérieux et leur capacité de réalisation ». « Nous avons perçu les enjeux importants en termes d'urbanisme, comme le projet de rénovation de la place Napoléon à La Roche », affirme Jacques Auxiette qui pointe un autre facteur de succès : « l'usure et le vieillissement de la droite au niveau local ».

## 2 – Ce qui a fait durer la gauche

Si toutes les villes prises par la gauche en 1977 le sont toujours trente-cinq ans plus tard, c'est bien sûr parce qu'elles ont « bien travaillé » (Jean-Claude Boulard). Mais encore ?

Les élus interrogés mettent en avant plusieurs atouts. Le maître mot est celui de « proximité ». La gauche a mis en œuvre un « mode de gouvernance en relation étroite avec les forces vives, associatives, syndicales, culturelles et économiques », souligne Jean-Marc Ayrault tout comme Jacques Auxiette qui met en évidence « la volonté d'associer la population et les acteurs du territoire, notamment associatifs, aux politiques publiques mises en place ». « Une manière de gérer plus ouverte, plus consensuelle, qui fait appel aux citoyens et à leurs organisations », ajoute Jacques Floch, tandis que Daniel Delaveau précise que la gauche municipale se caractérise par « l'affirmation d'un projet global porteur de cohésion sociale et par la volonté de le confronter au débat avec les citoyens. »

Autre mot-clef : la prospective. Une « vision de développement du territoire assise sur des réflexions prospectives » (Daniel Delaveau). Mais une vision qui sait faire bon ménage avec le pragmatisme et les contraintes de gestion. Johanna Rolland parle « d'un projet de territoire ancré dans des valeurs ». Dans de nombreux cas, souligne le maire de Rennes, c'est « la prééminence de ces valeurs qui a permis des transitions sereines » : Maille-Cuillandre à Brest, Le Drian-Métairie à Lorient, Hervé-Delaveau à Rennes.

Et puis, reconnaît Bernard Poignant, les maires de gauche durent car les électeurs ne trouvent pas à droite « la personnalité politique pour s'y substituer ». D'ailleurs, ajoute Jacques Auxiette : « l'ancrage à gauche des villes s'est confirmé sur un territoire plus large : les départements et les régions. »





### 3 – Ce qui distingue l'Ouest ?

Y a-t-il un modèle urbain de gauche dans les villes de l'Ouest ? Sur cette question, les élus restent prudents. Jean-Claude Boulard récuse l'idée de « modèle » : « chaque ville a sa géographie et son histoire. Je parlerais davantage de costume sur mesure que de modèle « prêt-à-porter » ». Bernard Poignant refuse lui aussi « la croyance en la spécificité régionale » dans ce domaine.

Pourtant, Jean-Marc Ayrault ressent que nos régions « sont obligées de relever des défis, d'innover », sans doute parce qu'elles sont éloignées de la France et de l'Europe. « Je vis à Nantes cette volonté permanente de se remettre en cause. Bien avant l'heure, nous avons su ici placer les questions d'environnement, de qualité de vie et de cohésion sociale au cœur de nos politiques publiques. » Son collègue rennais Daniel Delaveau n'est pas loin quand il relève « des points forts, comme la vivacité associative et des ressorts à la fois de solidarité sociale et d'engagement dans l'action collective ». Autant d'atouts liés à notre région, à sa culture, à son histoire.

Seul Jacques Floch considère que, oui, « un modèle urbain de gauche s'est inventé dans l'Ouest », notamment grâce à des penseurs prémonitoires comme le géographe rennais Michel Phliponneau (qui fut l'adjoint d'Edmond Hervé en 1977) dans son livre *Changer la vie, changer la ville*, publié en 1976. Il y décrit « l'étalement urbain et définit de nouvelles orientations municipales tant en matière financière qu'en matière d'urbanisme, en prenant en compte, par exemple, le désir d'habiter dans une ville équipée, propre, embellie, sécurisée ».

Aujourd'hui, Jacques Floch rêve « d'une délégation permanente des villes de l'Ouest à Bruxelles. Nos villes associées à leurs régions peuvent s'offrir cette représentation. Elle ne serait pas un luxe pour décrire et défendre le modèle urbain de l'Ouest de la France. »

### 4 – Ce qui distingue la gauche de la droite

Des décisions concrètes marquent la différence entre une gestion municipale de gauche et une de droite. Par exemple : « la gauche décide partout où elle le peut d'abandonner la folie des « pénétrantes » – ces boulevards géants qui devaient permettre au plus grand nombre de voitures de venir s'entasser au cœur des villes – pour développer le transport en commun » (Jean-Marc Ayrault). La gestion de gauche se caractérise aussi « par la

présence de logement social en cœur de ville et par des engagements assumés pour les transports collectifs » (Jean-Claude Boulard). « Oui, il existe une politique urbaine de gauche », tranche Jacques Auxiette, qui cite les nouvelles zones d'urbanisation réalisées en concertation avec les habitants, l'attention portée à la rénovation urbaine, le développement des transports en commun, l'action sociale et « l'encouragement à la diversité culturelle. »

Autre marqueur, la cohésion sociale, la politique sociale. Ainsi, les « tarifications tenant compte des ressources », l'organisation et la tarification des transports publics, l'accessibilité des services (Daniel Delaveau). Exemple de politique urbaine de gauche, relevé par Jacques Floch : la conduite « d'une politique foncière qui ne réserve pas les meilleurs sites à de l'habitat promotionnel, mais permet la construction de logements pour tous ». À Rennes, on met ainsi en avant l'immeuble social Lucien-Rose, ouvert l'an dernier près du parc du Thabor, en plein centre-ville chic.

Autre signe distinctif repéré par tous : ce qu'on appelle aujourd'hui la « gouvernance » et le « participatif ». Cela signifie : « Consulter le plus grand nombre sans démagogie », « débattre le plus largement possible en ouvrant les dossiers » (Jacques Floch), « être à l'écoute des mouvements de la société », « rechercher des possibilités de travailler ensemble et d'avancer ensemble » (Daniel Delaveau).

Et puis, il y a les « valeurs de gauche », ces fondamentaux que sont « la lutte contre les inégalités sociales et territoriales », « le combat pour la justice sociale ». Selon Johanna Rolland, ce sont autant de valeurs que la gauche se doit « de transcrire sans dogmatisme dans l'action, dans les contenus concrets ». Parmi ces valeurs, Jacques Floch insiste sur « l'affichage par les équipes de gauche d'une laïcité sans sectarisme (ce qui est, à mon avis, un pléonasme) qui reste un élément majeur de notre différenciation avec les conservateurs. »

Mais attention, si la distinction droite-gauche est bien réelle, elles s'atténuent avec le temps. « Les gestions des villes se sont rapprochées, estime Bernard Poignant. Avant, les clivages étaient plus nets sur la question du financement des écoles privées, sur le mode de gestion des services, ou même sur l'urbanisme où la gauche pouvait être considérée comme plus réglementaire. Aujourd'hui, les modes de gestion se sont rapprochés même sur le

plan fiscal. » Jacques Floch, admet lui aussi « une certaine uniformisation des modes de gouvernance, des rapports avec la population. Les élus conservateurs ont vite compris que c'était d'abord là qu'il fallait agir » pour attirer les électeurs.

### 5 - Ce que l'intercommunalité a changé

L'intercommunalité, pour Bernard Poignant, « c'est la grande révolution tranquille », celle qui permet « d'exercer les compétences au bon niveau » et qui « amène les équipes municipales de tout bord à travailler ensemble ». L'« esprit métropolitain » désormais installé est bien une œuvre de gauche, la gauche ayant toujours été, indique Jean-Marc Ayrault, « le parti du mouvement décentralisateur au service du territoire » (Loi Defferre puis loi Chevènement en 1999).

« Qui, demande-t-il, oserait aujourd'hui remettre en cause l'impérieuse nécessité de concevoir les politiques de déplacement et d'habitat de façon conjointe et à la bonne échelle, à savoir celle du bassin de vie? » Et l'emploi, et le développement, et l'environnement... complète le président de Rennes Métropole Daniel Delaveau, louant cette manière pour les communes « de faire ensemble ce qu'elles ne peuvent faire seules ». « Comment imaginer un réseau de transport qui ne soit pas interurbain et partout? », s'interroge enfin Jacques Floch.

L'avènement de l'intercommunalité a aussi changé l'ambiance, changé la gouvernance: en contribuant à rapprocher les modes de gestions de gauche et de droite, elle a contribué « à affaiblir la culture majoritaire », estime Bernard Poignant. Bémol de Jacques Auxiette qui rappelle qu'en Vendée « des blocages politiques ont parfois freiné le mouvement d'intercommunalités qui voyait le jour. »

Le chantier reste ouvert: « il est en effet absolument nécessaire que les assemblées intercommunales voient leurs membres élus directement au suffrage universel », insiste Jacques Floch. En attendant, pour la jeune génération, pour Johanna Rolland par exemple, « l'intercommunalité apparaît bien aujourd'hui comme une évidence ». Sans régression possible.

### 6 – Ce qui a changé depuis 1977

Évidemment le monde a changé depuis 1977, la gauche aussi a changé, de même que la manière de gérer les villes. Les élus citent en vrac, « la mondialisation », « le rapport au temps » qui s'accélère, « la montée des nouvelles technologies », notamment celles l'information et de la communication.

Si l'on résume, les maires de gauche (notamment Jean-Marc Ayrault et Jean-Claude Boulard) admettent que les questions « de sécurité et de tranquillité publique » sont aujourd'hui davantage prises en compte. Second thème, déjà présent à l'origine mais qui n'a fait que monter en puissance: le transport public: « dans les Pays de la Loire, trois villes importantes sont maintenant dotées d'un tramway », note Jean-Claude Boulard, ce qui a « redessiné nos villes et ressoudé nos quartiers ». Troisième thème, l'environnement: Agendas 21 et autres plans climat sont apparus. Enfin, il y a les « stratégies d'attractivité qui n'existaient pas en 1977. »

Cela dit, « le monde a beaucoup moins changé qu'on imagine », estime Jean-Claude Boulard. De même Jean-Marc Ayrault tout comme Daniel Delaveau tiennent à souligner qu'il n'y a pas eu de vraies ruptures au cours de ces trois décennies, mais plutôt « approfondissement », « évolution ». Ainsi, « lorsque nous réintroduisons le tramway à Nantes dans les années 1980, nous avions déjà, sans les mots d'aujourd'hui, une vraie vision d'une ville à vivre et accessible à tous », note Jean-Marc Ayrault. L'environnement « n'est pas un thème nouveau » pour la gauche municipale, simplement aujourd'hui, la réflexion est « plus structurée, plus mesurable, plus participative ». Pas de révolution non plus, souligne Daniel Delaveau dans le sens où la politique de la ville s'inscrit dans le temps long: « Sur nos territoires, une politique de l'habitat ou des transports se construit au moins sur une ou deux décennies ». À Rennes, le dossier de la ligne 2 du métro est bouclé depuis 2007, il ne verra le jour qu'en 2018. « Peu de thèmes véritablement nouveaux, confirme Jacques Auxiette. Simplement les termes n'étaient pas les mêmes ». On est passé de la « qualité de vie » au « développement durable ».

Bien sûr, la gestion des villes notamment le rapport à l'État a évolué: ses financements ont diminué et en même temps « sa capacité d'expertise s'est affaiblie », selon Daniel Delaveau qui note la « complexification des circuits

administratifs », qui entraîne une perte de temps et d'énergie pour les mairies.

Pour autant, les maires de gauche tiennent à souligner que le fil conducteur de l'action municipale n'a pas varié. « Nos fondamentaux de politique de gauche sont plus que jamais d'actualité : cohésion sociale, innovation et développement, formation et recherche », insiste Daniel Delaveau. Ces derniers thèmes, remarque Jacques Auxiette sont « difficiles à mettre en musique pour une ville moyenne comme celle que je dirigeais mais dont la nécessité s'imposait de plus en plus en liaison avec le pôle métropolitain nantais. »

Le mot de la fin revient à Johanna Rolland, née deux ans après la vague de 1977. Elle pointe ce qui change dans les villes. « La gouvernance, la méthode pour construire et animer un territoire évolue. La place des citoyens, la dimension coopérative, la nécessité de fonctionner en réseau sont aujourd'hui déterminants ». Tel est le défi pour les élus héritiers de 77.